

N° 85F0015X au catalogue

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas



2007-2008



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel à infostats@statcan.gc.ca ou par téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

Centre de contact national de Statistique Canada

Numéros sans frais (Canada et États-Unis) :

Service de renseignements	1-800-263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1-800-363-7629
Télécopieur	1-877-287-4369

Appels locaux ou internationaux :

Service de renseignements	1-613-951-8116
Télécopieur	1-613-951-0581

Programme des services de dépôt

Service de renseignements	1-800-635-7943
Télécopieur	1-800-565-7757

Comment accéder à ce produit

Le produit n° 85F0015X au catalogue est disponible gratuitement sous format électronique. Pour obtenir un exemplaire, il suffit de visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca et de choisir la rubrique « Publications ».

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de *normes de service à la clientèle* que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « À propos de nous » > « Offrir des services aux Canadiens ».

L'aide juridique au Canada : statistiques sur les ressources et le nombre de cas

2007-2008

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2009

Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Février 2009

Nº 85F0015X au catalogue

ISSN 1705-7388

Périodicité : annuelle

Ottawa

This publication is available in English upon request (catalogue no. 85F0015X).

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Information pour l'utilisateur

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- 0 zéro absolu ou valeur arrondie à zéro
- 0^s valeur arrondie à 0 (zéro) là où il y a une distinction importante entre le zéro absolu et la valeur arrondie
- p provisoire
- r révisé
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Table des matières

Faits saillants	6
Produits connexes	7
Tableaux statistiques	
1 Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette	9
1-1 Courants	9
1-2 Dollars constants	11
2 Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants	13
3 Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	15
4 Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants	17
5 Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense	19
6 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques	21
7 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire	23
7-1 Total	23
7-2 Affaires criminelles	25
7-3 Affaires civiles	27
8 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle	29
8-1 Total	29
8-2 Adultes	31
8-3 Jeunes	33
8-4 Affaires de compétence provinciale	35
9 Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile	37
9-1 Total	37
9-2 Droit de la famille	39
9-3 Autres	41
10 Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire	43
11 Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile	45

Table des matières – suite

12	Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire	49
13	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire	51
13-1	Total des demandes approuvées	51
13-2	Affaires criminelles	53
13-3	Affaires civiles	55
14	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle	57
14-1	Total	57
14-2	Adultes	59
14-3	Jeunes	61
14-4	Infractions aux lois provinciales	63
15	Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile	65
15-1	Total	65
15-2	Droit de la famille	67
15-3	Autres	69
16	Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires	71
17	Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet	73
18	Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles	75
18-1	Total	75
18-2	Inadmissibilité financière	77
18-3	Raisons liées à l'applicabilité	79
18-4	Mérite insuffisant	81
18-5	Non-conformité ou abus	83
18-6	Autres raisons	85
19	Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars	87
19-1	Total	87
19-2	Professionnels salariés qui assurent des services directs	89
19-3	Autres employés	91
20	Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés	93
21	Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire	95
22	Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile	97
23	Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles	99

Table des matières – suite

23-1	Total	99
23-2	Approuvés	101
23-3	Rejetés	103
24	Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	105
25	Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité	111
26	Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires	117
27	Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires	119
 Qualité des données, concepts et méthodologie		
	Méthodes	121
 Appendice		
I	Glossaire	122

Faits saillants

- En 2007-2008, une somme de 670 millions de dollars a été consacrée à la prestation de services d'aide juridique dans 10 provinces et territoires¹, soit plus de 20 \$ pour chaque personne vivant dans ces secteurs de compétence.
- Au cours des cinq dernières années, les dépenses en matière d'aide juridique après correction de l'inflation ont diminué autant de fois qu'elles ont augmenté, mais en moyenne, elles ont progressé d'environ 1 % par année. Comparativement à l'année précédente, les dépenses enregistrées en 2007-2008 sont demeurées presque inchangées, ayant augmenté de moins de 0,5 %.
- Les affaires criminelles représentaient un peu plus de la moitié des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique. Le Québec et l'Ontario étaient les deux seules provinces qui ont consacré des sommes plus importantes aux affaires civiles qu'aux affaires criminelles. Le régime d'aide juridique du Québec a alloué 57 % de ses dépenses aux affaires civiles, et celui de l'Ontario, 52 %. Ailleurs, la proportion des dépenses directes qui a été consacrée aux affaires civiles variait de 26 % en Saskatchewan à 46 % au Nouveau-Brunswick.
- Les gouvernements, aussi bien fédéral que provinciaux et territoriaux, constituent la principale source de financement des régimes d'aide juridique au Canada. En 2007-2008, les recettes totales des régimes d'aide juridique ont atteint 716 millions de dollars, les sommes accordées par les gouvernements représentant 84 % de ce montant. La proportion financée par les gouvernements a diminué graduellement par rapport au pourcentage de 90 % constaté cinq ans plus tôt. Les contributions des clients et les frais recouvrés, les contributions des avocats et les autres revenus, y compris les intérêts et les subventions des fondations juridiques, étaient les autres principales sources de financement.
- Les gouvernements provinciaux et territoriaux, qui financent directement les services d'aide juridique tant en matière criminelle que civile, ont consenti 495 millions de dollars à l'aide juridique en 2007-2008, montant en hausse de 3 % par rapport à l'année précédente, compte tenu de l'inflation. Le financement du gouvernement fédéral, qui vise à éponger les frais d'aide juridique en matière criminelle, a augmenté pour la première fois en sept ans en 2007-2008, pour atteindre 111 millions de dollars. Cette hausse était attribuable à une mesure dans le budget fédéral de 2007, selon laquelle les fonds intérimaires accordés aux provinces étaient compris dans l'allocation de base annuelle fédérale pour l'aide juridique en matière criminelle.
- Environ 747 800 demandes d'aide juridique ont été reçues par les régimes d'aide juridique des 10 provinces et territoires participants. Ce nombre, qui était inférieur de 1 % à celui enregistré l'année précédente, a contribué à maintenir la tendance à la baisse constatée depuis six ans. Le fléchissement du nombre de demandes d'aide juridique a été observé pour les affaires aussi bien criminelles que civiles.
- Au total, 472 200 demandes de services d'aide juridique complets ont été approuvées en 2007-2008, ce nombre étant pratiquement le même que celui de l'année précédente. Le nombre de demandes approuvées pour les affaires criminelles a augmenté de 2 %, tandis que le nombre pour les affaires civiles a diminué de la même proportion. Les affaires criminelles représentaient plus de la moitié (56 %) des demandes approuvées.
- Dans l'ensemble des provinces et des territoires, les services d'aide juridique sont fournis à la fois par des avocats de pratique privée et par les avocats des régimes d'aide juridique. En 2007-2008, un peu plus de 11 000 avocats ont fourni de tels services dans les secteurs de compétence déclarants. Environ 9 sur 10 étaient des avocats de pratique privée.

1. Les résultats de l'enquête excluent Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nunavut, qui n'ont pas pu fournir de données pour 2007-2008. Les comparaisons avec les chiffres des années passées excluent également ces trois secteurs de compétence.

Produits connexes

Choisis parmi les publications de Statistique Canada

85-217-X	L'aide juridique au Canada : une description des opérations
85F0028X	L'aide juridique au Canada : tableaux de données sur les ressources et le nombre de cas

Choisis parmi les tableaux de CANSIM de Statistique Canada

258-0001	Recettes totales des régimes d'aide juridique, selon le type de recette, annuel
258-0002	Dépenses totales d'aide juridique, selon le type de dépense, annuel
258-0003	Demandes d'aide juridique, selon l'état et le genre d'affaire, annuel
258-0004	Prestation de services d'aide juridique, selon les avocats de pratique privée et les avocats salariés, annuel

Choisis parmi les enquêtes de Statistique Canada

3308	Enquête sur l'aide juridique
------	------------------------------

Choisis parmi les tableaux sommaires de Statistique Canada

- *Statistiques choisies sur l'aide juridique*

Tableaux statistiques

Tableau 1-1
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Courants

	Recettes totales		Contributions gouvernementales ¹		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ²	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador										
2003-2004	7 395	6 831	92	52	1	207	3	305	4	
2004-2005	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	...	..	...
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard										
2003-2004	965	861	89	...	...	...	...	104	11	
2004-2005	1 208	1 140	94	...	...	...	...	68	6	
2005-2006	..	..	...	...	...	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	...	...	..	...	..	...
2007-2008	..	..	...	...	...	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse										
2003-2004	15 729	15 422	98	12	0	...	...	295	2	
2004-2005	17 298	17 112	99	6	0	...	...	180	1	
2005-2006	18 304	18 063	99	2	0	...	...	239	1	
2006-2007	19 851	19 473	98	14	0	...	...	364	2	
2007-2008	20 482	19 981	98	60	0	...	...	441	2	
Nouveau-Brunswick										
2003-2004	4 757	3 550	75	86	2	150	3	971	20	
2004-2005	5 415	4 293	79	100	2	150	3	872	16	
2005-2006	6 252	5 973	96	79	1	150	2	50	1	
2006-2007	6 682	6 367	95	82	1	150	2	83	1	
2007-2008	7 731	7 433	96	117	2	150	2	31	0	
Québec										
2003-2004	125 245	123 058	98	1 825	1	...	...	362	0	
2004-2005	134 482	132 299	98	1 800	1	...	...	383	0	
2005-2006	131 459	128 724	98	1 925	1	...	...	810	1	
2006-2007	141 720	138 853	98	1 917	1	...	...	950	1	
2007-2008	132 826	128 982	97	2 073	2	...	...	1 771	1	
Ontario										
2003-2004	299 626	256 048	85	14 791	5	...	...	28 787	10	
2004-2005	289 709	254 757	88	12 926	4	...	...	22 026	8	
2005-2006	309 321	260 527	84	15 947	5	...	...	32 847	11	
2006-2007	334 060	269 106	81	12 064	4	...	...	52 890	16	
2007-2008	362 650	283 888	78	19 232	5	...	...	59 530	16	
Manitoba										
2003-2004	21 365	18 454	86	1 480	7	900	4	531	2	
2004-2005	21 961	19 059	87	1 292	6	1 228	6	382	2	
2005-2006	23 356	20 524	88	1 374	6	1 154	5	304	1	
2006-2007	23 683	20 677	87	1 216	5	1 494	6	296	1	
2007-2008	25 510	20 750	81	1 375	5	3 291	13	94	0	
Saskatchewan										
2003-2004	13 303	13 129	99	42	0	...	...	132	1	
2004-2005	14 435	14 295	99	37	0	...	...	103	1	
2005-2006	16 342	16 146	99	41	0	...	...	155	1	
2006-2007	17 571	17 369	99	44	0	...	...	158	1	
2007-2008	18 877	18 596	99	38	0	...	...	243	1	
Alberta										
2003-2004	34 999	28 798	82	3 193	9	...	...	3 008	9	
2004-2005	39 062	31 898	82	3 483	9	...	...	3 681	9	
2005-2006	38 143	30 998	81	3 967	10	...	...	3 178	8	
2006-2007	53 981	43 196	80	4 116	8	...	...	6 669	12	
2007-2008	64 582	45 346	70	4 450	7	...	...	14 786	23	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-1 – suite

Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Courants

	Recettes totales		Contributions gouvernementales ¹		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ²	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Colombie-Britannique										
2003-2004	71 131	65 624	92	0	0	3 608	5	1 899		3
2004-2005	64 677	59 587	92	0	0	3 539	5	1 551		2
2005-2006	71 285	65 001	91	0	0	3 722	5	2 562		4
2006-2007	74 362	65 663	88	0	0	4 213	6	4 486		6
2007-2008	76 238	67 020	88	0	0	3 558	5	5 660		7
Yukon										
2003-2004	1 425	1 406	99	5	0	...	...	14		1
2004-2005	1 612	1 571	97	20	1	...	...	22		1
2005-2006	1 531	1 511	99	3	0	...	...	17		1
2006-2007	1 536	1 510	98	7	0	...	...	19		1
2007-2008	1 640	1 612	98	8	0	...	...	20		1
Territoires du Nord-Ouest³										
2003-2004	3 713	3 713	100	..	...	...	...	0		0
2004-2005	4 348	4 333	100	15	0	...	...	0		0
2005-2006	4 531	4 499	99	32	1	...	...	0		0
2006-2007	4 771	4 735	99	36	1	...	...	0		0
2007-2008	4 985	4 913	99	73	1	...	...	0		0
Nunavut										
2003-2004	4 711	4 453	95	3	0	...	...	255		5
2004-2005	5 023	4 625	92	1	0	...	...	397		8
2005-2006	5 430	5 054	93	1	0	...	...	375		7
2006-2007	5 575	5 287	95	0	0	...	...	288		5
2007-2008	..	..	...	..	...	...	...	..		...
Total										
2003-2004	604 364	541 347	90	21 489	4	4 865	1	36 663		6
2004-2005	599 230	544 969	91	19 680	3	4 917	1	29 665		5
2005-2006	625 954	557 020	89	23 371	4	5 026	1	40 537		6
2006-2007	683 792	592 236	87	19 496	3	5 857	1	66 203		10
2007-2008	715 521	598 521	84	27 426	4	6 999	1	82 576		12

1. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau3) et des contributions fédérales (tableau2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.
2. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.
3. Les recettes totales comprennent les contributions des bénéficiaires portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 1-2
Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars constants

	Recettes totales		Contributions gouvernementales ¹		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ²	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador										
2003-2004	7 187	6 638	92	51	1	201	3	296	4	
2004-2005	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2007-2008	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard										
2003-2004	932	832	89	...	...	...	...	100	11	
2004-2005	1 142	1 078	94	...	...	...	...	64	6	
2005-2006	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2007-2008	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse										
2003-2004	15 212	14 915	98	12	0	...	...	285	2	
2004-2005	16 427	16 251	99	6	0	...	...	171	1	
2005-2006	16 917	16 694	99	2	0	...	...	221	1	
2006-2007	17 981	17 639	98	13	0	...	...	330	2	
2007-2008	18 206	17 761	98	53	0	...	...	392	2	
Nouveau-Brunswick										
2003-2004	4 601	3 433	75	83	2	145	3	939	20	
2004-2005	5 162	4 092	79	95	2	143	3	831	16	
2005-2006	5 821	5 561	96	74	1	140	2	47	1	
2006-2007	6 119	5 831	95	75	1	137	2	76	1	
2007-2008	6 946	6 678	96	105	2	135	2	28	0	
Québec										
2003-2004	122 190	120 057	98	1 780	1	...	...	353	0	
2004-2005	128 691	126 602	98	1 722	1	...	...	367	0	
2005-2006	122 974	120 415	98	1 801	1	...	...	758	1	
2006-2007	130 377	127 740	98	1 764	1	...	...	874	1	
2007-2008	120 313	116 832	97	1 878	2	...	...	1 604	1	
Ontario										
2003-2004	291 749	249 316	85	14 402	5	...	...	28 030	10	
2004-2005	276 968	243 554	88	12 358	4	...	...	21 057	8	
2005-2006	289 355	243 711	84	14 918	5	...	...	30 727	11	
2006-2007	307 040	247 340	81	11 088	4	...	...	48 612	16	
2007-2008	327 301	256 217	78	17 357	5	...	...	53 727	16	
Manitoba										
2003-2004	20 987	18 128	86	1 454	7	884	4	522	2	
2004-2005	21 157	18 361	87	1 245	6	1 183	6	368	2	
2005-2006	21 910	19 253	88	1 289	6	1 083	5	285	1	
2006-2007	21 787	19 022	87	1 119	5	1 374	6	272	1	
2007-2008	23 003	18 711	81	1 240	5	2 968	13	85	0	
Saskatchewan										
2003-2004	13 004	12 834	99	41	0	...	...	129	1	
2004-2005	13 800	13 666	99	35	0	...	...	98	1	
2005-2006	15 287	15 104	99	38	0	...	...	145	1	
2006-2007	16 105	15 920	99	40	0	...	...	145	1	
2007-2008	16 824	16 574	99	34	0	...	...	217	1	
Alberta										
2003-2004	33 524	27 584	82	3 058	9	...	...	2 881	9	
2004-2005	36 886	30 121	82	3 289	9	...	...	3 476	9	
2005-2006	35 285	28 675	81	3 670	10	...	...	2 940	8	
2006-2007	48 069	38 465	80	3 665	8	...	...	5 939	12	
2007-2008	54 777	38 461	70	3 774	7	...	...	12 541	23	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 1-2 – suite

Recettes totales des régimes d'aide juridique par type de recette — Dollars constants

	Recettes totales		Contributions gouvernementales ¹		Contributions des bénéficiaires et recouvrement des coûts		Contributions des avocats		Autres ²	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Colombie-Britannique										
2003-2004	69 600	64 211	92	0	0	3 530	5	1 858	3	
2004-2005	62 070	57 185	92	0	0	3 396	5	1 488	2	
2005-2006	67 060	61 149	91	0	0	3 501	5	2 410	4	
2006-2007	68 790	60 743	88	0	0	3 897	6	4 150	6	
2007-2008	69 307	60 927	88	0	0	3 235	5	5 145	7	
Yukon										
2003-2004	1 398	1 380	99	5	0	...	...	14	1	
2004-2005	1 565	1 525	97	19	1	...	...	21	1	
2005-2006	1 454	1 435	99	3	0	...	...	16	1	
2006-2007	1 438	1 414	98	7	0	...	...	18	1	
2007-2008	1 498	1 472	98	7	0	...	...	18	1	
Territoires du Nord-Ouest³										
2003-2004	3 630	3 630	100	...	...	...	...	0	0	
2004-2005	4 189	4 174	100	14	0	...	...	0	0	
2005-2006	4 254	4 224	99	30	1	...	...	0	0	
2006-2007	4 430	4 396	99	33	1	...	...	0	0	
2007-2008	4 499	4 434	99	66	1	...	...	0	0	
Nunavut										
2003-2004	4 702	4 444	95	3	0	...	...	254	5	
2004-2005	4 963	4 570	92	1	0	...	...	392	8	
2005-2006	5 277	4 912	93	1	0	...	...	364	7	
2006-2007	5 330	5 054	95	0	0	...	...	275	5	
2007-2008	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total										
2003-2004	587 903	526 602	90	20 904	4	4 732	1	35 664	6	
2004-2005	572 330	520 505	91	18 797	3	4 696	1	28 333	5	
2005-2006	585 004	520 579	89	21 842	4	4 697	1	37 885	6	
2006-2007	626 757	542 838	87	17 870	3	5 368	1	60 681	10	
2007-2008	641 723	536 790	84	24 597	4	6 277	1	74 059	12	

1. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau3) et des contributions fédérales (tableau2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions gouvernementales.
2. La catégorie « Autres » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les bénéfices d'intérêt général.
3. Les recettes totales comprennent les contributions des bénéficiaires portées au crédit du Trésor du Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest et non mises à la disposition du régime.

Note(s) : Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique.

Tableau 2
Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants		Dollars constants de 2002 ¹	
	Total	Par habitant ²	Total	Par habitant ²
	milliers de dollars	dollars	milliers de dollars	dollars
Terre-Neuve-et-Labrador				
2003-2004	1 624	3,13	1 578	3,04
2004-2005	1 608	3,11	1 534	2,97
2005-2006	1 600	3,11	1 487	2,89
2006-2007	1 600	3,14	1 461	2,87
2007-2008	2 043	4,04	1 839	3,63
Île-du-Prince-Édouard				
2003-2004	348	2,53	336	2,45
2004-2005	345	2,50	326	2,37
2005-2006	343	2,48	314	2,28
2006-2007	343	2,49 ^r	307	2,23
2007-2008	445	3,21	392	2,83
Nouvelle-Écosse				
2003-2004	2 914	3,11	2 818	3,01
2004-2005	2 899	3,09	2 753	2,94
2005-2006	2 890	3,09	2 671	2,85
2006-2007	2 890	3,09	2 618	2,80
2007-2008	3 612	3,87	3 211	3,44
Nouveau-Brunswick				
2003-2004	1 872	2,49	1 810	2,41
2004-2005	1 860	2,47	1 773	2,36
2005-2006	1 854	2,47	1 726	2,30
2006-2007	1 854	2,47	1 698	2,27
2007-2008	2 453	3,27	2 204	2,94
Québec				
2003-2004	20 007	2,67	19 519	2,60
2004-2005	19 990	2,65	19 129	2,53
2005-2006	19 970	2,63	18 681	2,46
2006-2007	19 970	2,61	18 372	2,40
2007-2008	23 400	3,04	21 196	2,75
Ontario				
2003-2004	37 099	3,03	36 124	2,95
2004-2005	37 187	2,99	35 552	2,86
2005-2006	37 212	2,96	34 810	2,77
2006-2007	37 212	2,93	34 202	2,69
2007-2008	43 313	3,38	39 091	3,05
Manitoba				
2003-2004	3 397	2,92	3 337	2,87
2004-2005	3 403	2,91	3 278	2,80
2005-2006	3 399	2,89	3 189	2,72
2006-2007	3 399	2,88 ^r	3 127	2,65
2007-2008	4 741	4,00	4 275	3,60
Saskatchewan				
2003-2004	2 842	2,86	2 778	2,79
2004-2005	2 821	2,84	2 697	2,71
2005-2006	2 811	2,84	2 630	2,66
2006-2007	2 811	2,85	2 577	2,61
2007-2008	4 203	4,22	3 746	3,76
Alberta				
2003-2004	8 166	2,58	7 822	2,47
2004-2005	8 176	2,55	7 720	2,41
2005-2006	8 197	2,50 ^r	7 583	2,31
2006-2007	8 197	2,43	7 299	2,17
2007-2008	10 420	3,00	8 838	2,54

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 2 – suite

Contributions fédérales aux régimes d'aide juridique, affaires criminelles, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants		Dollars constants de 2002 ¹	
	Total	Par habitant ²	Total	Par habitant ²
	milliers de dollars	dollars	milliers de dollars	dollars
Colombie-Britannique				
2003-2004	11 058	2,66	10 820	2,60
2004-2005	11 039	2,63	10 594	2,52
2005-2006	11 051	2,59 ^r	10 396	2,44
2006-2007	11 051	2,56	10 223	2,37
2007-2008	13 698	3,13	12 453	2,84
Yukon				
2003-2004	654	21,39	642	20,99
2004-2005	654	21,18	635	20,57
2005-2006	654	21,06	621	20,00
2006-2007	654	20,95	612	19,62
2007-2008	654	21,10	597	19,27
Territoires du Nord-Ouest				
2003-2004	1 301	30,81	1 272	30,11
2004-2005	1 301	30,38	1 253	29,27
2005-2006	1 301	30,45	1 222	28,59
2006-2007	1 301	30,68	1 208	28,49
2007-2008	1 301	30,51	1 174	27,54
Nunavut				
2003-2004	1 103	37,82	1 101	37,74
2004-2005	1 103	37,22	1 090	36,78
2005-2006	1 103	36,75 ^r	1 072	35,72
2006-2007	1 103	36,28 ^r	1 054	34,69
2007-2008	1 103	35,45	1 022	32,86
Total³				
2003-2004	92 385	2,92	89 869	2,84
2004-2005	92 386	2,89	88 239	2,76
2005-2006	92 385	2,86	86 341	2,67
2006-2007	92 385	2,83	84 679	2,59
2007-2008	111 386	3,38	99 898	3,03

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
 2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2003 et 2004; estimations postcensitaires mises à jour pour 2005 et 2006; et estimations postcensitaires provisoires pour 2007.
 3. Dans le budget fédéral de 2007, les fonds intérimaires accordés aux provinces étaient compris dans l'allocation de base annuelle fédérale pour l'aide juridique en matière criminelle. Cela explique l'augmentation des fonds accordés par le gouvernement fédéral pour l'aide juridique en matière criminelle en 2007-2008.
- Note(s) :** Les chiffres des contributions fédérales en matière civile ne sont pas disponibles dans le cadre de l'Enquête sur l'aide juridique. Il est impossible d'établir le niveau de financement accordé par le gouvernement fédéral à l'aide juridique en matière civile depuis le remplacement du Régime d'assistance publique du Canada par le Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et son successeur actuel, le Transfert canadien en matière de programmes sociaux. La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions.
- Source(s) :** Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 3
Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	..	...	...	..	...	...
2004-2005	7 512	...	14,52	7 168	...	13,86
2005-2006	7 422	-1	14,44	6 898	-4	13,42
2006-2007	8 255	11	16,19 ^r	7 539	9	14,78
2007-2008	9 563	16	18,89	8 608	14	17,00
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	575	30	4,19	556	26	4,05
2004-2005	1 031	79	7,48	974	75	7,07
2005-2006	1 067	3	7,72	978	0	7,08
2006-2007	952	-11	6,90 ^r	853	-13	6,18
2007-2008	1 016	7	7,33	894	5	6,45
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	12 594	20	13,45	12 180	16	13,01
2004-2005	13 353	6	14,24	12 681	4	13,52
2005-2006	14 683	10	15,69 ^r	13 570	7	14,50
2006-2007	15 446	5	16,52 ^r	13 991	3	14,96
2007-2008	16 007	4	17,14	14 228	2	15,23
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	3 649	21	4,86	3 529	17	4,70
2004-2005	3 913	7	5,20	3 730	6	4,96
2005-2006	5 384	38	7,17 ^r	5 013	34	6,67
2006-2007	5 769	7	7,70	5 283	5	7,05
2007-2008	6 834	18	9,11	6 140	16	8,19
Québec						
2003-2004	98 868	1	13,19	96 457	-1	12,87
2004-2005	104 807	6	13,88	100 294	4	13,29
2005-2006	111 982	7	14,74	104 754	4	13,79
2006-2007	102 679	-8	13,42	94 461	-10	12,35
2007-2008	100 312	-2	13,03	90 862	-4	11,80
Ontario						
2003-2004	201 815	2	16,46	196 509	-1	16,03
2004-2005	202 208	0	16,28 ^r	193 315	-2	15,56
2005-2006	208 501	3	16,59 ^r	195 043	1	15,52
2006-2007	217 664	4	17,13 ^r	200 059	3	15,75
2007-2008	235 978	8	18,43	212 977	6	16,63
Manitoba						
2003-2004	13 760	10	11,84	13 517	8	11,63
2004-2005	14 440	5	12,34	13 911	3	11,88
2005-2006	14 754	2	12,57	13 841	-1	11,79
2006-2007	16 066 ^r	9 ^r	13,63 ^r	14 780 ^r	7 ^r	12,54 ^r
2007-2008	15 954	-1	13,44	14 386	-3	12,12
Saskatchewan						
2003-2004	9 979	10	10,03	9 755	7	9,81
2004-2005	9 599	-4	9,65	9 177	-6	9,22
2005-2006	11 899	24	12,02	11 131	21	11,24
2006-2007	13 152	11	13,32 ^r	12 055	8	12,21
2007-2008	14 393	9	14,44	12 828	6	12,87
Alberta						
2003-2004	20 632	1	6,53	19 762	-3	6,25
2004-2005	20 657	0	6,44	19 506	-1	6,08
2005-2006	20 530	-1	6,26 ^r	18 992	-3	5,79
2006-2007	32 445	58	9,63 ^r	28 891	52	8,57
2007-2008	34 608	7	9,96	29 354	2	8,45

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 3 – suite

Contributions des gouvernements provinciaux et territoriaux aux régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²	Total	Variation en pourcentage	Par habitant ²
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
Colombie-Britannique						
2003-2004	52 259	-9	12,58	51 134	-11	12,31
2004-2005	45 862	-12	10,91	44 013	-14	10,47
2005-2006	51 107	11	12,00	48 078	9	11,29
2006-2007	51 232	0	11,86 ^r	47 393	-1	10,97
2007-2008	52 057	2	11,88	47 325	0	10,80
Yukon						
2003-2004	720	-1	23,55	707	-3	23,11
2004-2005	646	-10	20,92 ^r	627	-11	20,31
2005-2006	646	0	20,80 ^r	613	-2	19,76
2006-2007	646	0	20,70 ^r	605	-1	19,38
2007-2008	581	-10	18,75	531	-12	17,12
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	2 077	-8	49,18	2 030	-10	48,08
2004-2005	2 543	22	59,39 ^r	2 450	21	57,21
2005-2006	2 868	13	67,13 ^r	2 693	10	63,03
2006-2007	3 111	8	73,37 ^r	2 889	7	68,13
2007-2008	3 682	18	86,36	3 323	15	77,94
Nunavut						
2003-2004	3 048	20	104,51	3 042	20	104,30
2004-2005	3 220	6	108,67 ^r	3 182	5	107,38
2005-2006	3 991	24	132,98 ^r	3 879	22	129,23
2006-2007	3 927	-2	129,18 ^r	3 754	-3	123,50
2007-2008	3 540	-10	113,78	3 281	-13	105,45
Total						
2003-2004	419 976	1	13,26	408 537	-2	12,90
2004-2005	429 791	...	13,43 ^r	410 498	...	12,83
2005-2006	454 834	6	14,08	425 079	4	13,16
2006-2007	471 344 ^r	4	14,44 ^r	432 029 ^r	2	13,23 ^r
2007-2008	494 525	5	15,00	443 520	3	13,45

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2003 et 2004; estimations postcensitaires mises à jour pour 2005 et 2006; et estimations postcensitaires provisoires pour 2007.

Note(s) : La somme des contributions provinciales et territoriales (tableau 3) et des contributions fédérales (tableau 2) peut différer du total des contributions gouvernementales (tableau 1) pour les raisons suivantes : (i) le chiffre des contributions gouvernementales au tableau 1 provient des régimes d'aide juridique, tandis que les chiffres des contributions provinciales, territoriales et fédérales proviennent du ministère concerné; (ii) des différences entre les méthodes comptables (c.-à-d. comptabilité de caisse par opposition à comptabilité d'exercice) peuvent faire en sorte que les contributions ne sont pas comptabilisées dans la même période financière; et (iii) les régimes d'aide juridique peuvent avoir soumis au gouvernement fédéral des demandes de paiement pour des périodes antérieures, qui sont comptées dans le chiffre des contributions.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 4
Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Par ² habitant	Total	Variation en pourcentage	Par ² habitant
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	6 887	...	13,28	6 693	...	12,91
2004-2005	..	...	...	...	...	...
2005-2006	..	...	...	...	...	...
2006-2007	..	...	...	...	...	...
2007-2008	..	...	...	...	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	965	13	7,03	932	9	6,79
2004-2005	1 442	49	10,46	1 363	46	9,89
2005-2006	..	...	...	...	...	...
2006-2007	..	...	...	...	...	...
2007-2008	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	13 965	6	14,91	13 506	2	14,42
2004-2005	16 309	17	17,39	15 488	15	16,51
2005-2006	18 466	13	19,73	17 067	10	18,23
2006-2007	18 978	3	20,30 ^r	17 190	1	18,38
2007-2008	21 314	12	22,82	18 946	10	20,28
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	5 147	6	6,85	4 978	3	6,63
2004-2005	4 987	-3	6,63	4 754	-4	6,32
2005-2006	6 325	27	8,42	5 889	24	7,84
2006-2007	6 959	10	9,29	6 373	8	8,51
2007-2008	6 297	-10	8,40	5 658	-11	7,55
Québec						
2003-2004	123 031	0	16,42	120 030	-2	16,02
2004-2005	132 225	7	17,52	126 531	5	16,76
2005-2006	128 891	-3	16,96	120 572	-5	15,87
2006-2007	134 712	5	17,61	123 930	3	16,20
2007-2008	127 526	-5	16,56	115 513	-7	15,00
Ontario³						
2003-2004	299 470	3	24,42	291 597	0	23,78
2004-2005	302 741	1	24,37 ^r	289 427	-1	23,30
2005-2006	351 665	...	27,99 ^r	328 966	...	26,18
2006-2007	325 847	-7	25,65 ^r	299 492	-9	23,57
2007-2008	332 828	2	25,99	300 386	0	23,46
Manitoba						
2003-2004	20 934	3	18,02	20 564	1	17,70
2004-2005	21 365	2	18,25	20 583	0	17,58
2005-2006	23 531	10	20,04	22 074	7	18,80
2006-2007	23 118	-2	19,62 ^r	21 268	-4	18,05
2007-2008	24 511	6	20,66	22 102	4	18,62
Saskatchewan						
2003-2004	12 937	6	13,01	12 646	3	12,71
2004-2005	14 468	12	14,54	13 832	9	13,90
2005-2006	16 631	15	16,80	15 558	12	15,71
2006-2007	16 935	2	17,15 ^r	15 522	0	15,72
2007-2008	19 147	13	19,21	17 065	10	17,12
Alberta						
2003-2004	39 716	8	12,56	38 042	4	12,03
2004-2005	42 692	7	13,31	40 314	6	12,57
2005-2006	49 469	16	15,08 ^r	45 762	14	13,95
2006-2007	48 297	-2	14,33 ^r	43 007	-6	12,76
2007-2008	53 606	11	15,43	45 467	6	13,09

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 4 – suite

Dépenses totales des régimes d'aide juridique, dollars courants et dollars constants

	Dollars courants			Dollars constants de 2002 ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Par ² habitant	Total	Variation en pourcentage	Par ² habitant
	milliers de dollars	pourcentage	dollars	milliers de dollars	pourcentage	dollars
Colombie-Britannique						
2003-2004	69 609	-2	16,75	68 111	-5	16,39
2004-2005	60 623	-13	14,42	58 179	-15	13,84
2005-2006	66 810	10	15,68 ^r	62 850	8	14,75
2006-2007	72 217	8	16,72 ^r	66 806	6	15,46
2007-2008	78 122	8	17,84	71 020	6	16,21
Yukon						
2003-2004	1 282	0	41,93	1 258	-2	41,15
2004-2005	1 596	24	51,69 ^r	1 550	23	50,19
2005-2006	1 714	7	55,20 ^r	1 628	5	52,42
2006-2007	1 695	-1	54,31 ^r	1 587	-2	50,85
2007-2008	1 617	-5	52,18	1 477	-7	47,65
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	3 947	5	93,46	3 858	2	91,36
2004-2005	4 125	5	96,33 ^r	3 974	3	92,80
2005-2006	4 380	6	102,52 ^r	4 113	3	96,26
2006-2007	4 487	2	105,82 ^r	4 166	1	98,26
2007-2008	5 058	13	118,63	4 565	10	107,07
Nunavut						
2003-2004	4 749	21	162,83	4 740	21	162,51
2004-2005	5 023	6	169,52 ^r	4 963	5	167,51
2005-2006	5 430	8	180,92 ^r	5 277	6	175,82
2006-2007	5 575	3	183,39 ^r	5 330	1	175,32
2007-2008	..	...	...	...	...	...
Total						
2003-2004	602 639	...	19,03	586 225	...	18,51
2004-2005	607 596	...	18,99	580 321	...	18,14
2005-2006	673 312	...	20,84 ^r	629 264	...	19,47
2006-2007	658 820	-2	20,18 ^r	603 868	-4	18,50
2007-2008	670 026	...	20,32	600 920	...	18,22

1. Pour créer des chiffres en dollars constants corrigés des effets de l'inflation, on a converti les chiffres à la base 2002 = 100 en appliquant l'Indice des prix à la consommation de Statistique Canada.
 2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2003 et 2004; estimations postcensitaires mises à jour pour 2005 et 2006; et estimations postcensitaires provisoires pour 2007.
 3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont engagé environ 20 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
- Source(s)** : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 5
Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense

	Total		Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
			Affaires criminelles		Affaires civiles					
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador										
2003-2004	6 887	4 299	62	2 588	38	.	...	.	...
2004-2005	..	..	...	..	...	.	...	.	...
2005-2006	..	..	...	..	...	.	...	.	...
2006-2007	..	..	...	..	...	.	...	.	...
2007-2008	..	..	...	..	...	.	...	.	...
Île-du-Prince-Édouard										
2003-2004	965	648	67	317	33	...	...	...	...
2004-2005	1 442	..	...	..	...	...	...	...	...
2005-2006	..	..	...	..	...	...	...	...	...
2006-2007	..	..	...	..	...	...	...	...	...
2007-2008	..	..	...	..	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse										
2003-2004	13 965	6 864	49	5 791	41	1 310	9	0	0	
2004-2005	16 309	8 384	51	6 441	39	1 220	7	264	2	
2005-2006	18 466	9 398	51	7 811	42	1 188	6	69	0	
2006-2007	18 978	9 883	52	7 937	42	1 084	6	74	0	
2007-2008	21 314	11 576	54	8 312	39	1 352	6	74	0	
Nouveau-Brunswick										
2003-2004	5 147	2 666	52	1 814	35	667	13	0	0	
2004-2005	4 987	2 719	55	1 547	31	721	14	0	0	
2005-2006	6 325	3 474	55	1 781	28	1 070	17	0	0	
2006-2007	6 959	4 077	59	2 101	30	781	11	0	0	
2007-2008	6 297	3 052	48	2 611	41	634	10	0	0	
Québec¹										
2003-2004	123 031	41 789	34	69 710	57	10 624	9	908	1	
2004-2005	132 225	46 329	35	73 388	56	11 176	8	1 332	1	
2005-2006	128 891	46 716	36	69 871	54	11 293	9	1 011	1	
2006-2007	134 712	50 485	37	69 880	52	13 287	10	1 060	1	
2007-2008	127 526	49 572	39	64 973	51	11 968	9	1 013	1	
Ontario²										
2003-2004	299 470	111 059	37	137 702	46	56 130	19	-5 422	-2	
2004-2005	302 741	105 330	35	129 202	43	52 365	17	15 844	5	
2005-2006	351 665	143 957	41	138 768	39	52 338	15	16 602	5	
2006-2007	325 847	119 951	37	134 841	41	55 130	17	15 925	5	
2007-2008	332 828	121 431	36	130 256	39	54 907	16	26 234	8	
Manitoba										
2003-2004	20 934	10 775	51	5 512	26	4 131	20	516	2	
2004-2005	21 365	9 503	44	7 225	34	4 095	19	542	3	
2005-2006	23 531	11 069	47	7 282	31	4 606	20	574	2	
2006-2007	23 118	11 506	50	5 997	26	5 050	22	565	2	
2007-2008	24 511	12 928	53	6 091	25	4 850	20	642	3	
Saskatchewan										
2003-2004	12 937	8 124	63	3 838	30	890	7	85	1	
2004-2005	14 468	9 441	65	3 920	27	1 064	7	43	0	
2005-2006	16 631	10 639	64	4 377	26	1 543	9	72	0	
2006-2007	16 935	11 299	67	4 457	26	1 134	7	45	0	
2007-2008	19 147	13 121	69	4 539	24	1 409	7	78	0	
Alberta										
2003-2004	39 716	20 373	51	15 167	38	3 951	10	225	1	
2004-2005	42 692	21 752	51	15 888	37	4 832	11	220	1	
2005-2006	49 469	24 389	49	18 243	37	6 397	13	440	1	
2006-2007	48 297	24 758	51	16 498	34	6 645	14	396	1	
2007-2008	53 606	26 827	50	17 856	33	8 343	16	580	1	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 5 – suite

Dépenses totales des régimes d'aide juridique par type de dépense

	Total		Dépenses directes au chapitre des services juridiques				Dépenses administratives centrales		Autres dépenses	
			Affaires criminelles		Affaires civiles					
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Colombie-Britannique										
2003-2004	69 609	36 672	53	21 601	31	6 705	10	4 631	7	
2004-2005	60 623	33 026	54	15 321	25	7 973	13	4 303	7	
2005-2006	66 810	35 329	53	17 525	26	9 236	14	4 720	7	
2006-2007	72 217	38 121	53	19 278	27	9 411	13	5 407	7	
2007-2008	78 122	39 549	51	20 198	26	11 151	14	7 224	9	
Yukon										
2003-2004	1 282	768	60	284	22	230	18	0	0	
2004-2005	1 596	799	50	438	27	290	18	68	4	
2005-2006	1 714	923	54	477	28	260	15	54	3	
2006-2007	1 695	925	55	439	26	264	16	67	4	
2007-2008	1 617	909	56	416	26	278	17	14	1	
Territoires du Nord-Ouest³										
2003-2004	3 947	..	...	..	...	1 103	28	65	2	
2004-2005	4 125	..	...	..	...	621	15	828	20	
2005-2006	4 380	1 660	38	1 054	24	634	14	1 032	24	
2006-2007	4 487	1 907	43	956	21	606	14	1 018	23	
2007-2008	5 058	2 419	48	1 029	20	566	11	1 045	21	
Nunavut										
2003-2004	4 749	1 864	39	722	15	2 057	43	106	2	
2004-2005	5 023	1 650	33	650	13	2 322	46	401	8	
2005-2006	5 430	2 040	38	561	10	2 328	43	501	9	
2006-2007	5 575	2 500	45	499	9	2 378	43	198	4	
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...	..	...
Total										
2003-2004	602 639	...	...	...	...	87 798	15	1 114	0	
2004-2005	607 596	...	...	...	...	86 679	14	23 845	4	
2005-2006	673 312	289 594	43	267 750	40	90 893	13	25 075	4	
2006-2007	658 820	275 412	42	262 883	40	95 770	15	24 755	4	
2007-2008	670 026	281 384	42	256 281	38	95 458	14	36 904	6	

1. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses directes au chapitre des services juridiques et dépenses administratives centrales ont été estimées.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont engagé environ 20 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
3. Avant 2005-2006, la ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 6
Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques

	Total	Dépenses directes totales	Pourcentage du total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage ¹	milliers de dollars	pourcentage^{1}
Terre-Neuve-et-Labrador							
2003-2004	6 887	6 887	100	4 299	62	2 588	38
2004-2005	..	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	...
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard							
2003-2004	965	965	100	648	67	317	33
2004-2005	1 442	1 442	100	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...	..	...
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse							
2003-2004	13 965	12 655	91	6 864	54	5 791	46
2004-2005	16 309	14 825	91	8 384	57	6 441	43
2005-2006	18 466	17 209	93	9 398	55	7 811	45
2006-2007	18 978	17 820	94	9 883	55	7 937	45
2007-2008	21 314	19 888	93	11 576	58	8 312	42
Nouveau-Brunswick							
2003-2004	5 147	4 480	87	2 666	60	1 814	40
2004-2005	4 987	4 266	86	2 719	64	1 547	36
2005-2006	6 325	5 255	83	3 474	66	1 781	34
2006-2007	6 959	6 178	89	4 077	66	2 101	34
2007-2008	6 297	5 663	90	3 052	54	2 611	46
Québec²							
2003-2004	123 031	111 499	91	41 789	37	69 710	63
2004-2005	132 225	119 717	91	46 329	39	73 388	61
2005-2006	128 891	116 587	90	46 716	40	69 871	60
2006-2007	134 712	120 365	89	50 485	42	69 880	58
2007-2008	127 526	114 545	90	49 572	43	64 973	57
Ontario³							
2003-2004	299 470	248 762	83	111 059	45	137 702	55
2004-2005	302 741	234 532	77	105 330	45	129 202	55
2005-2006	351 665	282 725	80	143 957	51	138 768	49
2006-2007	325 847	254 792	78	119 951	47	134 841	53
2007-2008	332 828	251 687	76	121 431	48	130 256	52
Manitoba							
2003-2004	20 934	16 287	78	10 775	66	5 512	34
2004-2005	21 365	16 728	78	9 503	57	7 225	43
2005-2006	23 531	18 351	78	11 069	60	7 282	40
2006-2007	23 118	17 503	76	11 506	66	5 997	34
2007-2008	24 511	19 019	78	12 928	68	6 091	32
Saskatchewan							
2003-2004	12 937	11 962	92	8 124	68	3 838	32
2004-2005	14 468	13 361	92	9 441	71	3 920	29
2005-2006	16 631	15 016	90	10 639	71	4 377	29
2006-2007	16 935	15 756	93	11 299	72	4 457	28
2007-2008	19 147	17 660	92	13 121	74	4 539	26
Alberta							
2003-2004	39 716	35 540	89	20 373	57	15 167	43
2004-2005	42 692	37 640	88	21 752	58	15 888	42
2005-2006	49 469	42 632	86	24 389	57	18 243	43
2006-2007	48 297	41 256	85	24 758	60	16 498	40
2007-2008	53 606	44 683	83	26 827	60	17 856	40

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 6 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques

	Total	Dépenses directes totales	Pourcentage du total	Dépenses directes au chapitre des services juridiques			
				Affaires criminelles		Affaires civiles	
				milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage ¹
Colombie-Britannique							
2003-2004	69 609	58 273	84	36 672	63	21 601	37
2004-2005	60 623	48 347	80	33 026	68	15 321	32
2005-2006	66 810	52 854	79	35 329	67	17 525	33
2006-2007	72 217	57 399	79	38 121	66	19 278	34
2007-2008	78 122	59 747	76	39 549	66	20 198	34
Yukon							
2003-2004	1 282	1 052	82	768	73	284	27
2004-2005	1 596	1 237	78	799	65	438	35
2005-2006	1 714	1 400	82	923	66	477	34
2006-2007	1 695	1 364	80	925	68	439	32
2007-2008	1 617	1 325	82	909	69	416	31
Territoires du Nord-Ouest⁴							
2003-2004	3 947	2 779	70	..	...	..	...
2004-2005	4 125	2 677	65	..	...	..	...
2005-2006	4 380	2 714	62	1 660	61	1 054	39
2006-2007	4 487	2 863	64	1 907	67	956	33
2007-2008	5 058	3 448	68	2 419	70	1 029	30
Nunavut							
2003-2004	4 749	2 586	54	1 864	72	722	28
2004-2005	5 023	2 300	46	1 650	72	650	28
2005-2006	5 430	2 601	48	2 040	78	561	22
2006-2007	5 575	2 999	54	2 500	83	499	17
2007-2008	..	..	...	..	...	..	...
Total							
2003-2004	602 639	513 727	85	...	...	...	...
2004-2005	607 596	497 072	82	...	...	...	...
2005-2006	673 312	557 344	83	289 594	52	267 750	48
2006-2007	658 820	538 295	82	275 412	51	262 883	49
2007-2008	670 026	537 665	80	281 384	52	256 281	48

1. Pourcentage des dépenses directes totales.

2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses directes ont été estimées.

3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont engagé environ 20 % des dépenses totales au chapitre des services juridiques. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

4. Avant 2005-2006, la ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-1

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	6 887	100	6 853	100	35	1
2004-2005	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	965	70	671	70	294	30
2004-2005	1 442	79	1 137	79	305	21
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	12 655	81	10 311	81	2 344	19
2004-2005	14 825	78	11 611	78	3 214	22
2005-2006	17 209	78	13 463	78	3 746	22
2006-2007	17 820	81	14 441	81	3 379	19
2007-2008	19 888	79	15 702	79	4 186	21
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	4 480	32	1 430	32	3 050	68
2004-2005	4 266	66	2 836	66	1 430	34
2005-2006	5 255	75	3 930	75	1 325	25
2006-2007	6 178	75	4 664	75	1 514	25
2007-2008	5 663	51	2 890	51	2 773	49
Québec 2						
2003-2004	111 499	55	61 716	55	49 783	45
2004-2005	119 717	61	73 114	61	46 603	39
2005-2006	116 587	59	68 745	59	47 842	41
2006-2007	120 365	64	77 001	64	43 364	36
2007-2008	114 545	60	68 942	60	45 603	40
Ontario 3						
2003-2004	248 762	26	64 838	26	183 924	74
2004-2005	234 532	25	57 642	25	176 890	75
2005-2006	282 725	21	60 536	21	222 189	79
2006-2007	254 792	25	62 609	25	192 183	75
2007-2008	251 687	26	65 910	26	185 777	74
Manitoba						
2003-2004	16 287	47	7 625	47	8 662	53
2004-2005	16 728	51	8 586	51	8 142	49
2005-2006	18 351	50	9 132	50	9 219	50
2006-2007	17 503	55	9 644	55	7 859	45
2007-2008	19 019	54	10 303	54	8 716	46
Saskatchewan						
2003-2004	11 962	91	10 828	91	1 134	9
2004-2005	13 361	89	11 845	89	1 516	11
2005-2006	15 016	90	13 526	90	1 490	10
2006-2007	15 756	89	14 013	89	1 743	11
2007-2008	17 660	86	15 138	86	2 522	14
Alberta						
2003-2004	35 540	22	7 732	22	27 808	78
2004-2005	37 640	24	8 869	24	28 771	76
2005-2006	42 632	23	9 757	23	32 875	77
2006-2007	41 256	26	10 688	26	30 568	74
2007-2008	44 683	29	12 909	29	31 774	71
Colombie-Britannique						
2003-2004	58 273	12	7 124	12	51 149	88
2004-2005	48 347	16	7 598	16	40 749	84
2005-2006	52 854	14	7 198	14	45 656	86
2006-2007	57 399	13	7 312	13	50 087	87
2007-2008	59 747	13	7 648	13	52 099	87

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-1 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Yukon						
2003-2004	1 052	915	87	137		13
2004-2005	1 237	1 092	88	145		12
2005-2006	1 400	1 196	85	204		15
2006-2007	1 364	1 186	87	178		13
2007-2008	1 325	1 161	88	164		12
Territoires du Nord-Ouest⁴						
2003-2004	2 779	1 224	44	1 556		56
2004-2005	2 677	1 031	39	1 645		61
2005-2006	2 714	1 155	43	1 559		57
2006-2007	2 863	1 186	41	1 677		59
2007-2008	3 448	1 503	44	1 945		56
Nunavut						
2003-2004	2 586	1 251	48	1 335		52
2004-2005	2 300	1 050	46	1 250		54
2005-2006	2 601	1 122	43	1 479		57
2006-2007	2 999	964	32	2 035		68
2007-2008	..	..	...	..		...
Total						
2003-2004	513 727	182 518	36	331 211		64
2004-2005	497 072	186 411	38	310 660		62
2005-2006	557 344	189 760	34	367 584		66
2006-2007	538 295	203 708	38	334 587		62
2007-2008	537 665	202 106	38	335 559		62

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables d'environ 80 % des dépenses en services juridiques directs pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Avant 2005-2006, la ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-2

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	4 299	99	4 268	99	31	1
2004-2005	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	648	85	550	85	98	15
2004-2005	..	..	..	..	151	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	6 864	84	5 792	84	1 072	16
2004-2005	8 384	82	6 863	82	1 521	18
2005-2006	9 398	80	7 545	80	1 853	20
2006-2007	9 883	83	8 188	83	1 695	17
2007-2008	11 576	80	9 280	80	2 296	20
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	2 666	9	239	9	2 427	91
2004-2005	2 719	63	1 701	63	1 018	37
2005-2006	3 474	75	2 594	75	880	25
2006-2007	4 077	76	3 089	76	988	24
2007-2008	3 052	69	2 100	69	952	31
Québec 2						
2003-2004	41 789	49	20 342	49	21 447	51
2004-2005	46 329	58	26 661	58	19 668	42
2005-2006	46 716	55	25 756	55	20 960	45
2006-2007	50 485	62	31 198	62	19 287	38
2007-2008	49 572	53	26 272	53	23 300	47
Ontario 3						
2003-2004	111 059	6	6 281	6	104 778	94
2004-2005	105 330	6	6 504	6	98 826	94
2005-2006	143 957	6	8 216	6	135 741	94
2006-2007	119 951	7	8 923	7	111 028	93
2007-2008	121 431	8	9 850	8	111 580	92
Manitoba						
2003-2004	10 775	47	5 051	47	5 724	53
2004-2005	9 503	44	4 144	44	5 359	56
2005-2006	11 069	41	4 528	41	6 541	59
2006-2007	11 506	51	5 883	51	5 623	49
2007-2008	12 928	49	6 324	49	6 604	51
Saskatchewan						
2003-2004	8 124	89	7 231	89	893	11
2004-2005	9 441	86	8 077	86	1 364	14
2005-2006	10 639	87	9 301	87	1 338	13
2006-2007	11 299	86	9 763	86	1 536	14
2007-2008	13 121	82	10 804	82	2 317	18
Alberta						
2003-2004	20 373	15	3 096	15	17 277	85
2004-2005	21 752	17	3 610	17	18 142	83
2005-2006	24 389	15	3 758	15	20 631	85
2006-2007	24 758	19	4 697	19	20 061	81
2007-2008	26 827	19	4 964	19	21 863	81
Colombie-Britannique						
2003-2004	36 672	10	3 715	10	32 957	90
2004-2005	33 026	12	4 052	12	28 974	88
2005-2006	35 329	11	3 804	11	31 525	89
2006-2007	38 121	10	3 920	10	34 201	90
2007-2008	39 549	10	4 063	10	35 486	90

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-2 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Yukon						
2003-2004	768		84	123		16
2004-2005	799		84	132		17
2005-2006	923		79	196		21
2006-2007	925		82	171		18
2007-2008	909		83	158		17
Territoires du Nord-Ouest 4						
2003-2004	..	..	...	..	...	...
2004-2005	..	..	...	1 343	...	...
2005-2006	1 660	350	21	1 311		79
2006-2007	1 907	420	22	1 487		78
2007-2008	2 419	666	28	1 753		72
Nunavut						
2003-2004	1 864	796	43	1 068		57
2004-2005	1 650	700	42	950		58
2005-2006	2 040	700	34	1 340		66
2006-2007	2 500	500	20	2 000		80
2007-2008	..	..	...	..	...	...
Total						
2003-2004	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	289 594	67 279	23	222 316		77
2006-2007	275 412	77 335	28	198 077		72
2007-2008	281 384	75 074	27	206 309		73

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables d'environ 80 % des dépenses en services juridiques directs pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Avant 2005-2006, la ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 7-3

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		milliers de dollars	
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	2 588	2 585	100		3	0
2004-2005	..	..	...		..	...
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	..	..	...		..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	317	121	38		196	62
2004-2005	..	..	...		154	...
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	..	..	...		..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	5 791	4 519	78		1 272	22
2004-2005	6 441	4 748	74		1 693	26
2005-2006	7 811	5 918	76		1 893	24
2006-2007	7 937	6 253	79		1 684	21
2007-2008	8 312	6 422	77		1 890	23
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	1 814	1 191	66		623	34
2004-2005	1 547	1 135	73		412	27
2005-2006	1 781	1 336	75		445	25
2006-2007	2 101	1 575	75		526	25
2007-2008	2 611	790	30		1 821	70
Québec 2						
2003-2004	69 710	41 374	59		28 336	41
2004-2005	73 388	46 453	63		26 935	37
2005-2006	69 871	42 989	62		26 882	38
2006-2007	69 880	45 803	66		24 077	34
2007-2008	64 973	42 670	66		22 303	34
Ontario 3						
2003-2004	137 702	58 557	43		79 145	57
2004-2005	129 202	51 138	40		78 064	60
2005-2006	138 768	52 320	38		86 448	62
2006-2007	134 841	53 686	40		81 155	60
2007-2008	130 256	56 060	43		74 197	57
Manitoba						
2003-2004	5 512	2 574	47		2 938	53
2004-2005	7 225	4 442	61		2 783	39
2005-2006	7 282	4 604	63		2 678	37
2006-2007	5 997	3 761	63		2 236	37
2007-2008	6 091	3 979	65		2 112	35
Saskatchewan						
2003-2004	3 838	3 597	94		241	6
2004-2005	3 920	3 768	96		152	4
2005-2006	4 377	4 225	97		152	3
2006-2007	4 457	4 250	95		207	5
2007-2008	4 539	4 334	95		205	5
Alberta						
2003-2004	15 167	4 636	31		10 531	69
2004-2005	15 888	5 259	33		10 629	67
2005-2006	18 243	5 999	33		12 244	67
2006-2007	16 498	5 991	36		10 507	64
2007-2008	17 856	7 945	44		9 911	56
Colombie-Britannique						
2003-2004	21 601	3 409	16		18 192	84
2004-2005	15 321	3 546	23		11 775	77
2005-2006	17 525	3 394	19		14 131	81
2006-2007	19 278	3 392	18		15 886	82
2007-2008	20 198	3 585	18		16 613	82

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 7-3 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles

	Total	Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage		milliers de dollars	pourcentage
Yukon					
2003-2004	284	270	95	14	5
2004-2005	438	424	97	14	3
2005-2006	477	469	98	8	2
2006-2007	439	432	98	7	2
2007-2008	416	410	99	6	1
Territoires du Nord-Ouest 4					
2003-2004	..	..	...	..	...
2004-2005	..	..	...	302	...
2005-2006	1 054	806	76	248	24
2006-2007	956	766	80	190	20
2007-2008	1 029	837	81	192	19
Nunavut					
2003-2004	722	455	63	267	37
2004-2005	650	350	54	300	46
2005-2006	561	422	75	139	25
2006-2007	499	464	93	35	7
2007-2008	..	..	...	..	...
Total					
2003-2004	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...
2005-2006	267 750	122 482	46	145 268	54
2006-2007	262 883	126 373	48	136 510	52
2007-2008	256 281	127 032	50	129 250	50

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables d'environ 80 % des dépenses en services juridiques directs pour les avocats salariés. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
4. Avant 2005-2006, la ventilation des dépenses directes au chapitre de l'aide juridique selon le type d'affaire n'est pas disponible, mais ces dépenses font partie des dépenses totales.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire .I

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-1

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador ¹						
2003-2004	4 299	99	4 268	99	31	1
2004-2005	..	...	..	...	..	...
2005-2006	..	...	..	...	..	...
2006-2007	..	...	..	...	..	...
2007-2008	..	...	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	648	85	550	85	98	15
2004-2005	..	...	..	...	151	...
2005-2006	..	...	..	...	..	...
2006-2007	..	...	..	...	..	...
2007-2008	..	...	..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	6 864	84	5 792	84	1 072	16
2004-2005	8 384	82	6 863	82	1 521	18
2005-2006	9 398	80	7 545	80	1 853	20
2006-2007	9 883	83	8 188	83	1 695	17
2007-2008	11 576	80	9 280	80	2 296	20
Nouveau-Brunswick ²						
2003-2004	2 666	9	239	9	2 427	91
2004-2005	2 719	63	1 701	63	1 018	37
2005-2006	3 474	75	2 594	75	880	25
2006-2007	4 077	76	3 089	76	988	24
2007-2008	3 052	69	2 100	69	952	31
Québec ³						
2003-2004	41 789	49	20 342	49	21 447	51
2004-2005	46 329	58	26 661	58	19 668	42
2005-2006	46 716	55	25 756	55	20 960	45
2006-2007	50 485	62	31 198	62	19 287	38
2007-2008	49 572	53	26 272	53	23 300	47
Ontario ^{1, 4}						
2003-2004	111 059	6	6 281	6	104 778	94
2004-2005	105 330	6	6 504	6	98 826	94
2005-2006	143 957	6	8 216	6	135 741	94
2006-2007	119 951	7	8 923	7	111 028	93
2007-2008	121 431	8	9 850	8	111 580	92
Manitoba						
2003-2004	10 775	47	5 051	47	5 724	53
2004-2005	9 503	44	4 144	44	5 359	56
2005-2006	11 069	41	4 528	41	6 541	59
2006-2007	11 506	51	5 883	51	5 623	49
2007-2008	12 928	49	6 324	49	6 604	51
Saskatchewan						
2003-2004	8 124	89	7 231	89	893	11
2004-2005	9 441	86	8 077	86	1 364	14
2005-2006	10 639	87	9 301	87	1 338	13
2006-2007	11 299	86	9 763	86	1 536	14
2007-2008	13 121	82	10 804	82	2 317	18
Alberta						
2003-2004	20 373	15	3 096	15	17 277	85
2004-2005	21 752	17	3 610	17	18 142	83
2005-2006	24 389	15	3 758	15	20 631	85
2006-2007	24 758	19	4 697	19	20 061	81
2007-2008	26 827	19	4 964	19	21 863	81
Colombie-Britannique						
2003-2004	36 672	10	3 715	10	32 957	90
2004-2005	33 026	12	4 052	12	28 974	88
2005-2006	35 329	11	3 804	11	31 525	89
2006-2007	38 121	10	3 920	10	34 201	90
2007-2008	39 549	10	4 063	10	35 486	90

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-1 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Yukon						
2003-2004	768		84	123		16
2004-2005	799		84	132		17
2005-2006	923		79	196		21
2006-2007	925		82	171		18
2007-2008	909		83	158		17
Territoires du Nord-Ouest 1						
2003-2004	..	..	...	..	...	..
2004-2005	..	..	...	1 343	...	..
2005-2006	1 660	350	21	1 311	79	
2006-2007	1 907	420	22	1 487	78	
2007-2008	2 419	666	28	1 753	72	
Nunavut 5						
2003-2004	1 864	796	43	1 068	57	
2004-2005	1 650	700	42	950	58	
2005-2006	2 040	700	34	1 340	66	
2006-2007	2 500	500	20	2 000	80	
2007-2008	..	..	...	..	...	..
Total						
2003-2004	245 901	...	...	...	...	...
2004-2005	238 933	...	...	...	...	...
2005-2006	289 594	67 279	23	222 316	77	
2006-2007	275 412	77 335	28	198 077	72	
2007-2008	281 384	75 074	27	206 309	73	

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario, et dans les Territoires du Nord-Ouest les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
4. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales/territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles - adultes.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-2

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador ¹						
2003-2004	3 363	99	3 333	99	30	1
2004-2005	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	585	84	490	84	95	16
2004-2005	..	..	..	..	147	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	5 511	83	4 592	83	919	17
2004-2005	6 692	80	5 348	80	1 344	20
2005-2006	7 849	79	6 225	79	1 624	21
2006-2007	8 251	82	6 787	82	1 464	18
2007-2008	9 453	80	7 521	80	1 932	20
Nouveau-Brunswick ²						
2003-2004	2 421	10	239	10	2 182	90
2004-2005	2 480	62	1 533	62	947	38
2005-2006	3 224	75	2 407	75	817	25
2006-2007	4 023	77	3 089	77	934	23
2007-2008	3 025	69	2 100	69	925	31
Québec ³						
2003-2004	34 428	47	16 175	47	18 253	53
2004-2005	37 087	55	20 503	55	16 584	45
2005-2006	37 451	53	19 801	53	17 650	47
2006-2007	42 071	61	25 786	61	16 285	39
2007-2008	40 667	51	20 890	51	19 777	49
Ontario ^{1, 4}						
2003-2004	92 652	5	4 711	5	87 941	95
2004-2005	90 700	5	4 420	5	86 280	95
2005-2006	125 723	5	6 116	5	119 607	95
2006-2007	102 710	6	6 635	6	96 075	94
2007-2008	103 836	7	7 295	7	96 541	93
Manitoba						
2003-2004	8 911	45	4 022	45	4 889	55
2004-2005	7 891	41	3 271	41	4 620	59
2005-2006	9 440	40	3 751	40	5 689	60
2006-2007	9 395	49	4 587	49	4 808	51
2007-2008	10 460	47	4 942	47	5 518	53
Saskatchewan						
2003-2004	6 505	88	5 740	88	765	12
2004-2005	7 675	85	6 518	85	1 157	15
2005-2006	7 599	97	7 362	97	237	3
2006-2007	9 237	86	7 911	86	1 326	14
2007-2008	10 592	81	8 620	81	1 972	19
Alberta						
2003-2004	15 470	4	648	4	14 822	96
2004-2005	17 026	6	1 088	6	15 938	94
2005-2006	19 502	7	1 347	7	18 155	93
2006-2007	19 880	11	2 184	11	17 696	89
2007-2008	21 037	9	1 880	9	19 157	91
Colombie-Britannique						
2003-2004	32 539	10	3 255	10	29 284	90
2004-2005	29 450	12	3 556	12	25 894	88
2005-2006	31 903	10	3 345	10	28 558	90
2006-2007	34 390	10	3 453	10	30 937	90
2007-2008	35 608	10	3 602	10	32 006	90

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-2 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Yukon						
2003-2004	698		83	116		17
2004-2005	732		83	126		17
2005-2006	846		78	187		22
2006-2007	846		81	164		19
2007-2008	800		81	152		19
Territoires du Nord-Ouest 1						
2003-2004	..	..	...	..	...	..
2004-2005	..	..	...	1 325	...	..
2005-2006	1 633	350	21	1 283		79
2006-2007	1 874	420	22	1 454		78
2007-2008	2 400	666	28	1 734		72
Nunavut 5						
2003-2004	1 822	796	44	1 026		56
2004-2005	1 380	580	42	800		58
2005-2006	2 015	700	35	1 315		65
2006-2007	2 500	500	20	2 000		80
2007-2008	..	..	...	..	...	..
Total						
2003-2004	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	247 185	52 063	21	195 122		79
2006-2007	235 177	62 034	26	173 143		74
2007-2008	237 878	58 164	24	179 714		76

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario, et dans les Territoires du Nord-Ouest les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
4. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales/territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles - adultes.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-3

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage		pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador¹						
2003-2004	936	935	100	1	0	
2004-2005	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	63	60	95	3	5	
2004-2005	..	..	..	4	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	1 353	1 200	89	153	11	
2004-2005	1 692	1 515	90	177	10	
2005-2006	1 549	1 320	85	229	15	
2006-2007	1 632	1 401	86	231	14	
2007-2008	2 123	1 759	83	364	17	
Nouveau-Brunswick²						
2003-2004	150	0	0	150	100	
2004-2005	166	133	80	33	20	
2005-2006	229	171	75	58	25	
2006-2007	54	0	0	54	100	
2007-2008	27	0	0	27	100	
Québec³						
2003-2004	5 239	3 427	65	1 812	35	
2004-2005	7 259	5 423	75	1 836	25	
2005-2006	7 074	5 159	73	1 915	27	
2006-2007	5 910	4 242	72	1 668	28	
2007-2008	6 574	4 474	68	2 100	32	
Ontario^{1, 4}						
2003-2004	18 407	1 570	9	16 837	91	
2004-2005	14 584	2 038	14	12 546	86	
2005-2006	18 187	2 053	11	16 134	89	
2006-2007	17 150	2 197	13	14 953	87	
2007-2008	17 408	2 368	14	15 039	86	
Manitoba						
2003-2004	1 827	1 018	56	809	44	
2004-2005	1 571	844	54	727	46	
2005-2006	1 597	756	47	841	53	
2006-2007	2 086	1 285	62	801	38	
2007-2008	2 385	1 377	58	1 008	42	
Saskatchewan						
2003-2004	1 616	1 490	92	126	8	
2004-2005	1 763	1 558	88	205	12	
2005-2006	3 035	1 937	64	1 098	36	
2006-2007	2 057	1 850	90	207	10	
2007-2008	2 522	2 181	86	341	14	
Alberta						
2003-2004	4 786	2 448	51	2 338	49	
2004-2005	4 616	2 522	55	2 094	45	
2005-2006	4 768	2 411	51	2 357	49	
2006-2007	4 782	2 513	53	2 269	47	
2007-2008	5 695	3 084	54	2 611	46	
Colombie-Britannique						
2003-2004	3 513	378	11	3 135	89	
2004-2005	3 186	416	13	2 770	87	
2005-2006	3 169	402	13	2 767	87	
2006-2007	3 526	416	12	3 110	88	
2007-2008	3 729	407	11	3 322	89	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-3 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Yukon						
2003-2004	70		63	90	7	10
2004-2005	68		62	91	6	9
2005-2006	77		68	88	9	12
2006-2007	79		72	91	7	9
2007-2008	109		103	94	6	6
Territoires du Nord-Ouest 1						
2003-2004	..		.	...	..	...
2004-2005	..		.	...	18	...
2005-2006	28		.	...	28	100
2006-2007	33		.	...	33	100
2007-2008	19		.	...	19	100
Nunavut 5						
2003-2004	42		0	0	42	100
2004-2005	270		120	44	150	56
2005-2006	25		0	0	25	100
2006-2007	0		0	...	0	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	...		...	...	...	...
2004-2005	...		...	...	...	...
2005-2006	39 738		14 277	36	25 461	64
2006-2007	37 309		13 976	37	23 333	63
2007-2008	40 591		15 753	39	24 837	61

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario, et dans les Territoires du Nord-Ouest les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
4. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales/territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles - adultes.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 8-4

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Affaires de compétence provinciale

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador ¹						
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	0	...
2004-2005	0	...
2005-2006	0	...
2006-2007	0	...
2007-2008	0	...
Nouveau-Brunswick ²						
2003-2004	95	0	0	95	100	
2004-2005	73	35	48	38	52	
2005-2006	21	16	76	5	24	
2006-2007	0	0	0	0	0	
2007-2008	0	0	0	0	0	
Québec ³						
2003-2004	2 122	740	35	1 382	65	
2004-2005	1 983	735	37	1 248	63	
2005-2006	2 191	796	36	1 395	64	
2006-2007	2 504	1 170	47	1 334	53	
2007-2008	2 331	908	39	1 423	61	
Ontario ^{1, 4}						
2003-2004	..	..	...	.	...
2004-2005	46	46	100	.	...
2005-2006	47	47	100	.	...
2006-2007	91	91	100	.	...
2007-2008	187	187	100	.	...
Manitoba						
2003-2004	37	11	30	26	70	
2004-2005	41	29	71	12	29	
2005-2006	32	21	66	11	34	
2006-2007	25	11	44	14	56	
2007-2008	83	5	6	78	94	
Saskatchewan						
2003-2004	3	1	33	2	67	
2004-2005	3	1	33	2	67	
2005-2006	5	2	40	3	60	
2006-2007	5	2	40	3	60	
2007-2008	7	3	43	4	57	
Alberta						
2003-2004	117	0	0	117	100	
2004-2005	110	0	0	110	100	
2005-2006	119	0	0	119	100	
2006-2007	96	0	0	96	100	
2007-2008	95	0	0	95	100	
Colombie-Britannique						
2003-2004	620	82	13	538	87	
2004-2005	390	80	21	310	79	
2005-2006	257	57	22	200	78	
2006-2007	205	51	25	154	75	
2007-2008	212	54	25	158	75	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 8-4 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Affaires de compétence provinciale

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Yukon						
2003-2004	0		0	0	0	0
2004-2005	0		0	0	0	0
2005-2006	0		0	0	0	0
2006-2007	0		0	0	0	0
2007-2008	0		0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest 1						
2003-2004	.		...	.	...
2004-2005	.		...	.	...
2005-2006	.		...	.	...
2006-2007	.		...	.	...
2007-2008	.		...	.	...
Nunavut 5						
2003-2004	.		...	.	...
2004-2005	.		...	.	...
2005-2006	.		...	.	...
2006-2007	.		...	.	...
2007-2008	.		...	.	...
Total						
2003-2004	...		...	...	...
2004-2005	...		...	...	...
2005-2006	2 672		939	35	1 733	65
2006-2007	2 926		1 325	45	1 601	55
2007-2008	2 915		1 157	40	1 758	60

1. À Terre-Neuve-et-Labrador, en Ontario, et dans les Territoires du Nord-Ouest les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales et territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
4. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.
5. Au Nunavut, les dépenses directes au chapitre des services juridiques engagées relativement à des infractions provinciales/territoriales et des affaires criminelles concernant des jeunes sont incluses dans les affaires criminelles - adultes.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-1

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	2 588	100	2 585	100	3	0
2004-2005	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	317	38	121	38	196	62
2004-2005	..	..	..	..	154	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	5 791	78	4 519	78	1 272	22
2004-2005	6 441	74	4 748	74	1 693	26
2005-2006	7 811	76	5 918	76	1 893	24
2006-2007	7 937	79	6 253	79	1 684	21
2007-2008	8 312	77	6 422	77	1 890	23
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	1 814	66	1 191	66	623	34
2004-2005	1 547	73	1 135	73	412	27
2005-2006	1 781	75	1 336	75	445	25
2006-2007	2 101	75	1 575	75	526	25
2007-2008	2 611	30	790	30	1 821	70
Québec 2						
2003-2004	69 710	59	41 374	59	28 336	41
2004-2005	73 388	63	46 453	63	26 935	37
2005-2006	69 871	62	42 989	62	26 882	38
2006-2007	69 880	66	45 803	66	24 077	34
2007-2008	64 973	66	42 670	66	22 303	34
Ontario 3						
2003-2004	137 702	43	58 557	43	79 145	57
2004-2005	129 202	40	51 138	40	78 064	60
2005-2006	138 768	38	52 320	38	86 448	62
2006-2007	134 841	40	53 686	40	81 155	60
2007-2008	130 256	43	56 060	43	74 197	57
Manitoba						
2003-2004	5 512	47	2 574	47	2 938	53
2004-2005	7 225	61	4 442	61	2 783	39
2005-2006	7 282	63	4 604	63	2 678	37
2006-2007	5 997	63	3 761	63	2 236	37
2007-2008	6 091	65	3 979	65	2 112	35
Saskatchewan						
2003-2004	3 838	94	3 597	94	241	6
2004-2005	3 920	96	3 768	96	152	4
2005-2006	4 377	97	4 225	97	152	3
2006-2007	4 457	95	4 250	95	207	5
2007-2008	4 539	95	4 334	95	205	5
Alberta						
2003-2004	15 167	31	4 636	31	10 531	69
2004-2005	15 888	33	5 259	33	10 629	67
2005-2006	18 243	33	5 999	33	12 244	67
2006-2007	16 498	36	5 991	36	10 507	64
2007-2008	17 856	44	7 945	44	9 911	56
Colombie-Britannique						
2003-2004	21 601	16	3 409	16	18 192	84
2004-2005	15 321	23	3 546	23	11 775	77
2005-2006	17 525	19	3 394	19	14 131	81
2006-2007	19 278	18	3 392	18	15 886	82
2007-2008	20 198	18	3 585	18	16 613	82

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-1 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Yukon						
2003-2004	284		95	14		5
2004-2005	438		97	14		3
2005-2006	477		98	8		2
2006-2007	439		98	7		2
2007-2008	416		99	6		1
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	..	..	...	..	...	..
2004-2005	..	..	...	302	...	..
2005-2006	1 054	806	76	248		24
2006-2007	956	766	80	190		20
2007-2008	1 029	837	81	192		19
Nunavut						
2003-2004	722	455	63	267		37
2004-2005	650	350	54	300		46
2005-2006	561	422	75	139		25
2006-2007	499	464	93	35		7
2007-2008	..	..	...	..	...	..
Total						
2003-2004	265 046	...	...	...	...	...
2004-2005	254 020	...	...	...	...	...
2005-2006	267 750	122 482	46	145 268		54
2006-2007	262 883	126 373	48	136 510		52
2007-2008	256 281	127 032	50	129 250		50

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont engagé environ 95 % des dépenses en services juridiques directs pour d'autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-2

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	milliers de dollars	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	.	..	..	..	..	..
2004-2005	.	..	..	..	..	..
2005-2006	.	..	..	..	..	..
2006-2007	.	..	..	..	..	..
2007-2008	.	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	317	121	38	196	62	
2004-2005	..	..	..	154	..	
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	5 791	4 519	78	1 272	22	
2004-2005	6 441	4 748	74	1 693	26	
2005-2006	7 811	5 918	76	1 893	24	
2006-2007	7 937	6 253	79	1 684	21	
2007-2008	8 312	6 422	77	1 890	23	
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	1 488	1 191	80	297	20	
2004-2005	1 547	1 135	73	412	27	
2005-2006	1 781	1 336	75	445	25	
2006-2007	2 101	1 575	75	526	25	
2007-2008	2 611	790	30	1 821	70	
Québec 2						
2003-2004	48 972	29 207	60	19 765	40	
2004-2005	52 663	33 148	63	19 515	37	
2005-2006	50 314	30 427	60	19 887	40	
2006-2007	50 906	32 613	64	18 293	36	
2007-2008	46 757	30 064	64	16 693	36	
Ontario 3						
2003-2004	..	..	..	52 547	..	
2004-2005	54 868	2 809	5	52 059	95	
2005-2006	58 775	2 742	5	56 033	95	
2006-2007	57 436	2 926	5	54 510	95	
2007-2008	53 191	3 028	6	50 163	94	
Manitoba						
2003-2004	5 512	2 574	47	2 938	53	
2004-2005	7 225	4 442	61	2 783	39	
2005-2006	7 282	4 604	63	2 678	37	
2006-2007	5 997	3 761	63	2 236	37	
2007-2008	6 091	3 979	65	2 112	35	
Saskatchewan						
2003-2004	3 835	3 594	94	241	6	
2004-2005	3 911	3 759	96	152	4	
2005-2006	4 371	4 219	97	152	3	
2006-2007	4 453	4 246	95	207	5	
2007-2008	4 535	4 330	95	205	5	
Alberta						
2003-2004	..	..	..	8 056	..	
2004-2005	..	..	..	9 141	..	
2005-2006	16 133	5 603	35	10 530	65	
2006-2007	14 960	5 924	40	9 036	60	
2007-2008	15 539	7 115	46	8 424	54	
Colombie-Britannique						
2003-2004	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	16 931	2 289	14	14 642	86	
2007-2008	17 529	2 342	13	15 187	87	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-2 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Yukon						
2003-2004	255		95	12		5
2004-2005	256		95	13		5
2005-2006	270		98	5		2
2006-2007	281		98	7		2
2007-2008	315		98	6		2
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	..	..	...	..	...	..
2004-2005	..	..	...	267	...	..
2005-2006	1 034	806	78	228		22
2006-2007	934	766	82	168		18
2007-2008	992	837	84	155		16
Nunavut						
2003-2004	722	455	63	267		37
2004-2005	570	350	61	220		39
2005-2006	561	422	75	139		25
2006-2007	452	422	93	30		7
2007-2008	..	..	...	..	...	..
Total						
2003-2004	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...
2006-2007	162 388	61 049	38	101 339		62
2007-2008	155 872	59 216	38	96 656		62

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont engagé environ 95 % des dépenses en services juridiques directs pour d'autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 9-3

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	.	.	...	.	...	...
2004-2005	.	.	...	.	...	...
2005-2006	.	.	...	.	...	...
2006-2007	.	.	...	.	...	...
2007-2008	.	.	...	.	...	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...
2007-2008	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	0	0	...	0	...	...
2004-2005	0	0	...	0	...	...
2005-2006	0	0	...	0	...	...
2006-2007	0	0	...	0	...	...
2007-2008	0	0	...	0	...	...
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	326	0	0	326	100	...
2004-2005	0	0	...	0	...	...
2005-2006	0	0	...	0	...	...
2006-2007	0	0	...	0	...	...
2007-2008	0	0	...	0	...	...
Québec 2						
2003-2004	20 738	12 167	59	8 571	41	...
2004-2005	20 725	13 305	64	7 420	36	...
2005-2006	19 557	12 562	64	6 995	36	...
2006-2007	18 974	13 190	70	5 784	30	...
2007-2008	18 216	12 606	69	5 610	31	...
Ontario 3						
2003-2004	..	..	...	26 599	...	...
2004-2005	74 334	48 329	65	26 005	35	...
2005-2006	79 993	49 578	62	30 415	38	...
2006-2007	77 405	50 760	66	26 645	34	...
2007-2008	77 065	53 032	69	24 034	31	...
Manitoba						
2003-2004	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...
2007-2008	...	...	...	...	...	...
Saskatchewan						
2003-2004	3	3	100	0	0	...
2004-2005	9	9	100	0	0	...
2005-2006	6	6	100	0	0	...
2006-2007	4	4	100	0	0	...
2007-2008	4	4	100	0	0	...
Alberta						
2003-2004	7 111	4 636	65	2 475	35	...
2004-2005	6 747	5 259	78	1 488	22	...
2005-2006	2 110	396	19	1 714	81	...
2006-2007	1 538	67	4	1 471	96	...
2007-2008	2 317	830	36	1 487	64	...
Colombie-Britannique						
2003-2004	..	..	...	..	...	...
2004-2005	..	..	...	..	...	...
2005-2006	..	..	...	..	...	...
2006-2007	2 347	1 103	47	1 244	53	...
2007-2008	2 669	1 243	47	1 426	53	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 9-3 – suite

Dépenses directes engagées par les régimes d'aide juridique au chapitre des services juridiques directs, avocats salariés et de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	milliers de dollars		pourcentage	milliers de dollars	pourcentage	
Yukon						
2003-2004	29		27	93	2	7
2004-2005	182		181	99	1	1
2005-2006	207		204	99	3	1
2006-2007	158		158	100	0	0
2007-2008	101		101	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	..		.	...	..	...
2004-2005	..		.	...	35	...
2005-2006	20		.	...	20	100
2006-2007	22		.	...	22	100
2007-2008	37		.	...	37	100
Nunavut						
2003-2004	0		0	...	0	...
2004-2005	80		0	0	80	100
2005-2006	0		0	...	0	...
2006-2007	47		42	89	5	11
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	...		...	...	...	...
2004-2005	...		...	...	...	...
2005-2006	...		...	...	...	...
2006-2007	100 495		65 324	65	35 171	35
2007-2008	100 409		67 816	68	32 594	32

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. Les données du Québec concernant la répartition des dépenses pour les avocats salariés ont été estimées.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont engagé environ 95 % des dépenses en services juridiques directs pour d'autres affaires civiles. Le chiffre pour les dépenses d'aide juridique directes de l'Ontario comporte une estimation pour les travaux effectués par les avocats de pratique privée, mais non facturés au régime d'aide juridique à la fin de l'exercice. Un changement dans la méthode utilisée pour l'estimation de ce chiffre a donné lieu à une augmentation ponctuelle des dépenses d'aide juridique directes (ayant trait aux affaires criminelles et aux affaires civiles) de 33,6 millions de dollars en 2005-2006.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 10
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire

	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en pourcentage	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador ¹								
2003-2004	8 834	...	4 572	...	52	4 262	...	48
2004-2005	..	...	..	...	...	..	...	...
2005-2006	..	...	..	...	...	..	...	...
2006-2007	..	...	..	...	...	..	...	...
2007-2008	..	...	..	...	...	..	...	...
Île-du-Prince-Édouard								
2003-2004	.	...	.	...	...	.	...	...
2004-2005	.	...	.	...	...	.	...	...
2005-2006	.	...	.	...	...	.	...	...
2006-2007	.	...	.	...	...	.	...	...
2007-2008	.	...	.	...	...	.	...	...
Nouvelle-Écosse								
2003-2004	18 650	0	10 965	1	59	7 685	-2	41
2004-2005	19 458	4	11 429	4	59	8 029	4	41
2005-2006	19 948	3	11 913	4	60	8 035	0	40
2006-2007	20 327	2	12 915	8	64	7 412	-8	36
2007-2008	21 184	4	13 953	8	66	7 231	-2	34
Nouveau-Brunswick								
2003-2004	2 507	5	2 129	4	85	378	10	15
2004-2005	2 220	-11	1 838	-14	83	382	1	17
2005-2006	2 321	5	1 964	7	85	357	-7	15
2006-2007	2 499	8	2 117	8	85	382	7	15
2007-2008	2 574	3	2 173	3	84	401	5	16
Québec								
2003-2004	263 658	-1	112 229	0	43	151 429	-1	57
2004-2005	257 949	-2	113 420	1	44	144 529	-5	56
2005-2006	261 504	1	116 729	3	45	144 775	0	55
2006-2007	259 594	-1	120 924	4	47	138 670	-4	53
2007-2008	256 255	-1	121 381	0	47	134 874	-3	53
Ontario ²								
2003-2004	341 492	-6	..	...	...	..	...	...
2004-2005	329 000	...	80 000	...	24	249 000	...	76
2005-2006	347 687	6	85 535	7	25	262 152	5	75
2006-2007	337 988	-3	86 282	1	26	251 706	-4	74
2007-2008	332 837	-2	84 832	-2	25	248 005	-1	75
Manitoba ³								
2003-2004	19 091	-10	10 788	-6	57	8 303	-15	43
2004-2005	25 620	34	16 771	55	65	8 849	7	35
2005-2006	27 546	8	18 741	12	68	8 805	0	32
2006-2007	23 494	-15	15 548	-17	66	7 946	-10	34
2007-2008	22 110	-6	14 699	-5	66	7 411	-7	34
Saskatchewan								
2003-2004	22 450	2	16 540	3	74	5 910	-1	26
2004-2005	23 184	3	17 029	3	73	6 155	4	27
2005-2006	23 801	3	17 749	4	75	6 052	-2	25
2006-2007	22 585	-5	17 584	-1	78	5 001	-17	22
2007-2008	21 765	-4	17 234	-2	79	4 531	-9	21
Alberta								
2003-2004	46 465 ^r	... ^r	31 738 ^r	... ^r	68	14 727 ^r	... ^r	32
2004-2005	49 682 ^r	7	32 197 ^r	1 ^r	65	17 485 ^r	19 ^r	35
2005-2006	47 477 ^r	-4 ^r	33 490 ^r	4 ^r	71 ^r	13 987 ^r	-20 ^r	29 ^r
2006-2007	44 835 ^r	-6	33 229 ^r	-1 ^r	74 ^r	11 606 ^r	-17	26 ^r
2007-2008	45 398	1 ^r	33 839	2 ^r	75	11 559	0 ^r	25

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 10 – suite

Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire

	Demandes totales		Affaires criminelles			Affaires civiles		
	Total	Variation en pourcentage	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Total	Variation en pourcentage	Pourcentage du total
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage	
Colombie-Britannique⁴								
2003-2004	42 176	-21	28 821	0	68	13 355	-46	32
2004-2005	39 749	-6	27 823	-3	70	11 926	-11	30
2005-2006	41 184	4	28 381	2	69	12 803	7	31
2006-2007	41 722	1	29 024	2	70	12 698	-1	30
2007-2008	42 647	2	29 314	1	69	13 333	5	31
Yukon⁵								
2003-2004	1 388	-3	956	-11	69	432	20	31
2004-2005	1 439	4	982	3	68	457	6	32
2005-2006	1 442	0	943	-4	65	499	9	35
2006-2007	1 467	2	1 095	16	75	372	-25	25
2007-2008	1 464	0	1 088	-1	74	376	1	26
Territoires du Nord-Ouest⁶								
2003-2004	1 517	10	835	17	55	682	3	45
2004-2005	1 433	-6	770	-8	54	663	-3	46
2005-2006	1 522	6	848	10	56	674	2	44
2006-2007	1 455	-4	788	-7	54	667	-1	46
2007-2008	1 523	5	873	11	57	650	-3	43
Nunavut								
2003-2004	652	19	361	25	55	291	11	45
2004-2005	805	23	488	35	61	317	9	39
2005-2006	837	4	376	-23	45	461	45	55
2006-2007	862	3	435	16	50	427	-7	50
2007-2008	..	..	..	..	..	..	..	..
Total								
2003-2004	768 880 ^r	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	750 539 ^r	..	302 747 ^r	..	40	447 792 ^r	..	60
2005-2006	775 269 ^r	3	316 669 ^r	5	41	458 600 ^r	2	59
2006-2007	756 828 ^r	-2	319 941 ^r	1	42	436 887 ^r	-5	58
2007-2008	747 757	..	319 386	..	43	428 371	..	57

1. Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve-et-Labrador en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. à partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes. Par suite de cette rupture de la série, la variation en pourcentage n'est pas présentée pour 2003-2004.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, le régime d'aide juridique a reçu 138 614 demandes écrites de services offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 194 223 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
3. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte des demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
4. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 11
Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Demandes total		Affaires criminelles						
	Total	Adultes	Jeunes		Lois provinciales				
			nombre	pourcentage	nombre	pourcentage			nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador ¹									
2003-2004	8 834	4 572	3 628	79	944	21	
2004-2005	
2005-2006	
2006-2007	
2007-2008	
Île-du-Prince-Édouard									
2003-2004	
2004-2005	
2005-2006	
2006-2007	
2007-2008	
Nouvelle-Écosse									
2003-2004	18 650	10 965	8 828	81	2 027	18	110	1	
2004-2005	19 458	11 429	9 207	81	2 118	19	104	1	
2005-2006	19 948	11 913	9 327	78	2 469	21	117	1	
2006-2007	20 327	12 915	10 035	78	2 823	22	57	0	
2007-2008	21 184	13 953	10 963	79	2 939	21	51	0	
Nouveau-Brunswick									
2003-2004	2 507	2 129	1 783	84	196	9	150	7	
2004-2005	2 220	1 838	1 594	87	147	8	97	5	
2005-2006	2 321	1 964	1 751	89	212	11	1	0	
2006-2007	2 499	2 117	1 926	91	191	9	0	0	
2007-2008	2 574	2 173	1 997	92	169	8	7	0	
Québec									
2003-2004	263 658	112 229	92 343	82	12 880	11	7 006	6	
2004-2005	257 949	113 420	93 884	83	13 259	12	6 277	6	
2005-2006	261 504	116 729	96 346	83	12 909	11	7 474	6	
2006-2007	259 594	120 924	100 089	83	13 341	11	7 494	6	
2007-2008	256 255	121 381	100 287	83	14 304	12	6 790	6	
Ontario ²									
2003-2004	341 492	..	..	...	..	...	..	...
2004-2005	329 000	80 000	69 136	86	10 581	13	283	0	
2005-2006	347 687	85 535	73 822	86	11 364	13	349	0	
2006-2007	337 988	86 282	73 977	86	11 927	14	378	0	
2007-2008	332 837	84 832	70 964	84	13 436	16	432	1	
Manitoba ³									
2003-2004	19 091	10 788	9 104	84	1 684	16	.	...
2004-2005	25 620	16 771	13 746	82	3 025	18	.	...
2005-2006	27 546	18 741	15 316	82	3 425	18	.	...
2006-2007	23 494	15 548	12 393	80	3 155	20	.	...
2007-2008	22 110	14 699	11 581	79	3 118	21	.	...
Saskatchewan									
2003-2004	22 450	16 540	13 118	79	3 404	21	18	0	
2004-2005	23 184	17 029	13 551	80	3 466	20	12	0	
2005-2006	23 801	17 749	13 937	79	3 802	21	10	0	
2006-2007	22 585	17 584	13 660	78	3 906	22	18	0	
2007-2008	21 765	17 234	12 945	75	4 272	25	17	0	
Alberta									
2003-2004	46 465 ^r	31 738 ^r	25 138 ^r	79 ^r	6 028	19 ^r	572 ^r	2 ^r	
2004-2005	49 682 ^r	32 197 ^r	25 937 ^r	81 ^r	5 709	18 ^r	551 ^r	2	
2005-2006	47 477 ^r	33 490 ^r	27 081 ^r	81 ^r	5 898	18 ^r	511 ^r	2	
2006-2007	44 835 ^r	33 229 ^r	26 988 ^r	81 ^r	5 662	17 ^r	579 ^r	2	
2007-2008	45 398	33 839	27 491	81	5 795	17	553	2	
Colombie-Britannique ⁴									
2003-2004	42 176	28 821	24 632	85	3 389	12	800	3	
2004-2005	39 749	27 823	23 915	86	3 219	12	689	2	
2005-2006	41 184	28 381	24 640	87	3 241	11	500	2	
2006-2007	41 722	29 024	25 375	87	3 212	11	437	2	
2007-2008	42 647	29 314	25 663	88	3 218	11	433	1	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Demandes total	Affaires criminelles							
		Total		Adultes		Jeunes		Lois provinciales	
		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Yukon ⁵									
2003-2004	1 388	956	893	93	63	7	0	0	
2004-2005	1 439	982	872	89	110	11	0	0	
2005-2006	1 442	943	836	89	107	11	0	0	
2006-2007	1 467	1 095	943	86	152	14	0	0	
2007-2008	1 464	1 088	903	83	184	17	1	0	
Territoires du Nord-Ouest ⁶									
2003-2004	1 517	835	779	93	56	7	.	...
2004-2005	1 433	770	695	90	75	10	.	...
2005-2006	1 522	848	742	88	106	13	.	...
2006-2007	1 455	788	721	91	67	9	.	...
2007-2008	1 523	873	804	92	69	8	.	...
Nunavut									
2003-2004	652	361	349	97	12	3	..	...
2004-2005	805	488	466	95	22	5	..	...
2005-2006	837	376	359	95	11	3	6	2	
2006-2007	862	435	420	97	15	3	0	0	
2007-2008	..	..	..	...	..	...	..	...
Total									
2003-2004	768 880 ^r	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	750 539 ^r	302 747 ^r	253 003 ^r	84	41 731	14	8 013 ^r	3	
2005-2006	775 269 ^r	316 669 ^r	264 157 ^r	83 ^r	43 544	14	8 968 ^r	3	
2006-2007	756 828 ^r	319 941 ^r	266 527 ^r	83	44 451	14	8 963 ^r	3	
2007-2008	747 757	319 386	263 598	83	47 504	15	8 284	3	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Affaires civiles				
	Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre	pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador ¹					
2003-2004	4 262	4 216	99	46	1
2004-2005	..	..	...	..	...
2005-2006	..	..	...	..	...
2006-2007	..	..	...	..	...
2007-2008	..	..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard					
2003-2004	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
Nouvelle-Écosse					
2003-2004	7 685	7 240	94	445	6
2004-2005	8 029	7 547	94	482	6
2005-2006	8 035	7 513	94	522	6
2006-2007	7 412	7 015	95	397	5
2007-2008	7 231	6 655	92	576	8
Nouveau-Brunswick					
2003-2004	378	378	100	0	0
2004-2005	382	382	100	0	0
2005-2006	357	357	100	0	0
2006-2007	382	382	100	0	0
2007-2008	401	401	100	0	0
Québec					
2003-2004	151 429	94 902	63	56 527	37
2004-2005	144 529	90 809	63	53 720	37
2005-2006	144 775	90 741	63	54 034	37
2006-2007	138 670	86 503	62	52 167	38
2007-2008	134 874	82 381	61	52 493	39
Ontario ²					
2003-2004	..	..	...	..	...
2004-2005	249 000	39 054	16	209 946	84
2005-2006	262 152	44 385	17	217 767	83
2006-2007	251 706	41 506	16	210 200	84
2007-2008	248 005	39 667	16	208 338	84
Manitoba ³					
2003-2004	8 303	8 303	100	..	...
2004-2005	8 849	8 849	100	..	...
2005-2006	8 805	8 805	100	..	...
2006-2007	7 946	7 946	100	..	...
2007-2008	7 411	7 411	100	..	...
Saskatchewan					
2003-2004	5 910	5 898	100	12	0
2004-2005	6 155	6 147	100	8	0
2005-2006	6 052	6 049	100	3	0
2006-2007	5 001	4 999	100	2	0
2007-2008	4 531	4 527	100	4	0
Alberta					
2003-2004	14 727 ^r	12 529 ^r	85 ^r	2 198 ^r	15 ^r
2004-2005	17 485 ^r	14 355 ^r	82 ^r	3 130 ^r	18 ^r
2005-2006	13 987 ^r	12 093 ^r	86 ^r	1 894 ^r	14 ^r
2006-2007	11 606 ^r	9 662 ^r	83 ^r	1 944 ^r	17 ^r
2007-2008	11 559	9 760	84	1 799	16
Colombie-Britannique ⁴					
2003-2004	13 355	11 294	85	2 061	15
2004-2005	11 926	10 932	92	994	8
2005-2006	12 803	11 769	92	1 034	8
2006-2007	12 698	11 499	91	1 199	9
2007-2008	13 333	11 853	89	1 480	11

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 11 – suite

Total des demandes d'aide juridique par type d'affaire criminelle ou civile

	Affaires civiles				
	Total		Droit de la famille		Autres
	nombre		pourcentage	nombre	pourcentage
Yukon ⁵					
2003-2004	432		395	91	37
2004-2005	457		344	75	113
2005-2006	499		311	62	188
2006-2007	372		321	86	51
2007-2008	376		313	83	63
Territoires du Nord-Ouest ⁶					
2003-2004	682		624	91	58
2004-2005	663		637	96	26
2005-2006	674		627	93	47
2006-2007	667		621	93	46
2007-2008	650		606	93	44
Nunavut					
2003-2004	291		267	92	24
2004-2005	317		296	93	21
2005-2006	461		374	81	87
2006-2007	427		367	86	60
2007-2008	..		..	...	..
Total					
2003-2004	...		...	...	...
2004-2005	447 792 ^r		179 352 ^r	40	268 440 ^r
2005-2006	458 600 ^r		183 024 ^r	40	275 576 ^r
2006-2007	436 887 ^r		170 821 ^r	39	266 066 ^r
2007-2008	428 371		163 574	38	264 797

1. Une modification de la méthode de déclaration a entraîné une diminution du nombre de demandes d'aide juridique à Terre-Neuve-et-Labrador en 2003-2004. Les chiffres antérieurs à 2003-2004 reflètent le nombre d'accusations associées aux demandes d'aide juridique. à partir de 2003-2004, seules les accusations les plus graves servent au calcul du nombre total de demandes.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, le régime d'aide juridique a reçu 56 195 demandes écrites de services civils offerts par certificat. Le système des cliniques ne tient pas compte du nombre de demandes écrites de la façon définie dans l'enquête; toutefois, il est possible de déduire ce nombre, puisque ces cliniques ont fourni 194 223 services liés à des causes et services de préparation, de conseil et de renvoi, dont 97 % avaient rapport à d'autres affaires civiles. En 2005-2006, l'Ontario a modifié sa méthode de calcul du nombre total de demandes. Les chiffres ne peuvent donc pas être comparés à ceux des années antérieures.
3. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte des demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
4. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
5. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
6. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. La somme des demandes approuvées et rejetées peut différer du nombre total de demandes pour deux raisons : (i) la décision de rejeter une demande n'est pas toujours prise dans la même période que celle où la demande est faite, bien que le nombre de demandes reportées à l'exercice financier suivant soit relativement faible; (ii) les chiffres des demandes approuvées s'appliquent aux demandes de services complets seulement, alors que le nombre total de demandes est la somme des demandes de services complets et de services sommaires.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 12
Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire

	Total des demandes approuvées ¹			Affaires criminelles ²				Affaires civiles ²				
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1,000 habitants ³	Total criminel	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants ³	Total des affaires civiles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants ³	
	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux
Terre-Neuve-et-Labrador												
2003-2004	4 849	2	9	3 119	2	64	6	1 730	3	36	3	
2004-2005	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard ⁴												
2003-2004	1 265	-14	9	1 043	-12	82	8	222	-24	18	2	
2004-2005	1 496	18	11	1 167	12	78	8	329	48	22	2	
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse												
2003-2004	14 847	1	16	9 680	3	65	10	5 167	-2	35	6	
2004-2005	15 576	5	17	9 965	3	64	11	5 611	9	36	6	
2005-2006	15 951	2	17	10 453	5	66	11	5 498	-2	34	6	
2006-2007	16 580	4	18	11 278	8	68	12	5 302	-4	32	6	
2007-2008	17 314	4	19	12 186	8	70	13	5 128	-3	30	5	
Nouveau-Brunswick												
2003-2004	1 635	-15	2	1 373	-16	84	2	262	-5	16	0	
2004-2005	1 361	-17	2	1 097	-20	81	1	264	1	19	0	
2005-2006	1 526	12	2	1 266	15	83	2	260	-2	17	0	
2006-2007	1 669	9	2	1 402	11	84	2	267	3	16	0	
2007-2008	1 664	0	2	1 396	0	84	2	268	0	16	0	
Québec												
2003-2004	217 268	-1	29	89 824	0	41	12	127 444	-2	59	17	
2004-2005	213 302	-2	28	91 889	2	43	12	121 413	-5	57	16	
2005-2006	215 955	1	28	94 088	2	44	12	121 867	0	56	16	
2006-2007	214 836	-1	28	97 722	4	45	13	117 114	-4	55	15	
2007-2008	215 324	0	28	100 735	3	47	13	114 589	-2	53	15	
Ontario												
2003-2004	121 700	-12	10	60 775	0	50	5	60 925	-20	50	5	
2004-2005	122 916	1	10	61 111	1	50	5	61 805	1	50	5	
2005-2006	128 890	5	10	66 380	9	52	5	62 510	1	48	5	
2006-2007	129 003	0	10	66 733	1	52	5	62 270	0	48	5	
2007-2008	126 964	-2	10	65 250	-2	51	5	61 714	-1	49	5	
Manitoba ⁵												
2003-2004	20 508	-9	18	13 760	-4	67	12	6 748	-18	33	6	
2004-2005	21 985	7	19	15 229	11	69	13	6 756	0	31	6	
2005-2006	23 547	7	20	16 958	11	72	14	6 589	-2	28	6	
2006-2007	21 126	-10	18	14 844	-12	70	13	6 282	-5	30	5	
2007-2008	21 887	4	18	16 197	9	74	14	5 690	-9	26	5	
Saskatchewan												
2003-2004	19 151	0	19	14 442	2	75	15	4 709	-4	25	5	
2004-2005	19 828	4	20	14 900	3	75	15	4 928	5	25	5	
2005-2006	20 417	3	21	15 590	5	76	16	4 827	-2	24	5	
2006-2007	19 208	-6	19	15 245	-2	79	15	3 963	-18	21	4	
2007-2008	18 308	-5	18	14 680	-4	80	15	3 628	-8	20	4	
Alberta												
2003-2004	36 889	-2	12	26 765	-3	73	8	10 124	0	27	3	
2004-2005	40 410	10	13	27 140	1	67	8	13 270	31	33	4	
2005-2006	37 474	-7	11 ^r	27 815	2	74	8 ^r	9 659	-27	26	3	
2006-2007	35 861	-4	11	27 798	0	78	8	8 063	-17	22	2	
2007-2008	36 433	2	10	28 405	2	78	8	8 028	0	22	2	
Colombie-Britannique ⁶												
2003-2004	30 083	-5	7	21 828	-1	73	5	8 255	-14	27	2	
2004-2005	28 518	-5	7	21 404	-2	75	5	7 114	-14	25	2	
2005-2006	29 925	5	7	22 048	3	74	5	7 877	11	26	2	
2006-2007	30 441	2	7	22 602	3	74	5	7 839	0	26	2	
2007-2008	31 297	3	7	22 867	1	73	5	8 430	8	27	2	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 12 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées par type d'affaire

	Total des demandes approuvées ¹			Affaires criminelles ²				Affaires civiles ²			
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1,000 habitants ³	Total criminel	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants ³	Total des affaires civiles	Variation en pourcentage	Pourcentage du total	Taux pour 1,000 habitants ³
	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux	nombre	pourcentage	taux		
Yukon ⁷											
2003-2004	1 284	-8	42	933	-12	73	31	351	5	27	11
2004-2005	1 373	7	44	968	4	71	31	405	15	29	13
2005-2006	1 258	-8	41 ^r	904	-7	72	29	354	-13	28	11
2006-2007	1 406	12	45	1 083	20	77	35	323	-9	23	10
2007-2008	1 397	-1	45	1 069	-1	77	34	328	2	23	11
Territoires du Nord-Ouest ⁸											
2003-2004	1 074	-8	25	670	-4	62	16	404	-14	38	10
2004-2005	1 354	26	32	916	37	68	21	438	8	32	10
2005-2006	1 134	-16	27	833	-9	73	19 ^r	301	-31	27	7
2006-2007	1 364	20	32 ^r	959	15	70	23	405	35	30	10
2007-2008	1 633	20	38	1 197	25	73	28	436	8	27	10
Nunavut											
2003-2004	628	70	22	361	40	57	12	267	141	43	9
2004-2005	603	-4	20	494	37	82	17	109	-59	18	4
2005-2006	837	39	28	376	-24	45	13	461	323	55	15
2006-2007	530	-37	17	387	3	73	13	143	-69	27	5
2007-2008	..	...	...	..	...	...	...	..	...	...	...
Total											
2003-2004	471 181	-5	15	244 573	-1	52	8	226 608	-8	48	7
2004-2005	468 722	...	15	246 280	...	53	8	222 442	...	47	7
2005-2006	476 914	...	15	256 711	...	54	8	220 203	...	46	7
2006-2007	472 024	-1	14	260 053	1	55	8	211 971	-4	45	6
2007-2008	472 221	...	14	263 982	...	56	8	208 239	...	44	6

1. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.
2. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).
3. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1er juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2003 et 2004; estimations postcensitaires mises à jour pour 2005 et 2006; et estimations postcensitaires provisoires pour 2007.
4. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
5. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées au Manitoba en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
6. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
7. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
8. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total des demandes approuvées

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	4 849		4 839	100	10	0
2004-2005	..		..	...	..	...
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard¹						
2003-2004	1 265		1 009	80	256	20
2004-2005	1 496		1 269	85	227	15
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	14 847		11 509	78	3 338	22
2004-2005	15 576		11 787	76	3 789	24
2005-2006	15 951		12 146	76	3 805	24
2006-2007	16 580		12 964	78	3 616	22
2007-2008	17 314		13 412	77	3 902	23
Nouveau-Brunswick²						
2003-2004	1 635		14	1	1 621	99
2004-2005	1 361		740	54	621	46
2005-2006	1 526		866	57	660	43
2006-2007	1 669		925	55	744	45
2007-2008	1 664		919	55	745	45
Québec						
2003-2004	217 268		100 377	46	116 891	54
2004-2005	213 302		97 734	46	115 568	54
2005-2006	215 955		98 612	46	117 343	54
2006-2007	214 836		98 889	46	115 947	54
2007-2008	215 324		99 912	46	115 412	54
Ontario³						
2003-2004	121 700		16 744	14	104 956	86
2004-2005	122 916		17 254	14	105 662	86
2005-2006	128 890		17 872	14	111 018	86
2006-2007	129 003		19 902	15	109 101	85
2007-2008	126 964		19 665	15	107 299	85
Manitoba⁴						
2003-2004	20 508		8 995	44	11 513	56
2004-2005	21 985		9 882	45	12 103	55
2005-2006	23 547		10 563	45	12 984	55
2006-2007	21 126		9 328	44	11 798	56
2007-2008	21 887		8 908	41	12 979	59
Saskatchewan						
2003-2004	19 151		18 209	95	942	5
2004-2005	19 828		18 493	93	1 335	7
2005-2006	20 417		19 281	94	1 136	6
2006-2007	19 208		17 861	93	1 347	7
2007-2008	18 308		16 720	91	1 588	9
Alberta						
2003-2004	36 889		4 742	13	32 147	87
2004-2005	40 410		5 371	13	35 039	87
2005-2006	37 474		4 498	12	32 976	88
2006-2007	35 861		3 771	11	32 090	89
2007-2008	36 433		3 645	10	32 788	90
Colombie-Britannique⁵						
2003-2004	30 083		1 129	4	28 954	96
2004-2005	28 518		1 112	4	27 406	96
2005-2006	29 925		1 052	4	28 873	96
2006-2007	30 441		919	3	29 522	97
2007-2008	31 297		697	2	30 600	98

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Total des demandes approuvées

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ⁶						
2003-2004	1 284		1 137	89	147	11
2004-2005	1 373		1 280	93	93	7
2005-2006	1 258		1 150	91	108	9
2006-2007	1 406		1 310	93	96	7
2007-2008	1 397		1 291	92	106	8
Territoires du Nord-Ouest ⁷						
2003-2004	1 074		612	57	462	43
2004-2005	1 354		507	37	847	63
2005-2006	1 134		387	34	747	66
2006-2007	1 364		419	31	945	69
2007-2008	1 633		496	30	1 137	70
Nunavut						
2003-2004	628		300	48	328	52
2004-2005	603		300	50	303	50
2005-2006	837		694	83	143	17
2006-2007	530		343	65	187	35
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	471 181		169 616	36	301 565	64
2004-2005	468 722		165 729	35	302 993	65
2005-2006	476 914		167 121	35	309 793	65
2006-2007	472 024		166 631	35	305 393	65
2007-2008	472 221		165 665	35	306 556	65

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont traité 90 % des demandes d'aide juridique approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.
4. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées au Manitoba en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-2

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	3 119	3 111	100		8	0
2004-2005	..	..	...		..	...
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	..	..	...		..	...
Île-du-Prince-Édouard ¹						
2003-2004	1 043	967	93		76	7
2004-2005	1 167	1 057	91		110	9
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	..	..	...		..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	9 680	8 003	83		1 677	17
2004-2005	9 965	8 390	84		1 575	16
2005-2006	10 453	8 555	82		1 898	18
2006-2007	11 278	9 384	83		1 894	17
2007-2008	12 186	9 930	81		2 256	19
Nouveau-Brunswick ²						
2003-2004	1 373	14	1		1 359	99
2004-2005	1 097	643	59		454	41
2005-2006	1 266	778	61		488	39
2006-2007	1 402	825	59		577	41
2007-2008	1 396	848	61		548	39
Québec						
2003-2004	89 824	30 759	34		59 065	66
2004-2005	91 889	30 908	34		60 981	66
2005-2006	94 088	31 248	33		62 840	67
2006-2007	97 722	34 190	35		63 532	65
2007-2008	100 735	37 134	37		63 601	63
Ontario ³						
2003-2004	60 775	41	0		60 734	100
2004-2005	61 111	312	1		60 799	99
2005-2006	66 380	885	1		65 495	99
2006-2007	66 733	947	1		65 786	99
2007-2008	65 250	915	1		64 335	99
Manitoba ⁴						
2003-2004	13 760	6 026	44		7 734	56
2004-2005	15 229	6 419	42		8 810	58
2005-2006	16 958	7 252	43		9 706	57
2006-2007	14 844	5 490	37		9 354	63
2007-2008	16 197	5 488	34		10 709	66
Saskatchewan						
2003-2004	14 442	13 698	95		744	5
2004-2005	14 900	13 822	93		1 078	7
2005-2006	15 590	14 651	94		939	6
2006-2007	15 245	14 160	93		1 085	7
2007-2008	14 680	13 360	91		1 320	9
Alberta						
2003-2004	26 765	2 334	9		24 431	91
2004-2005	27 140	2 370	9		24 770	91
2005-2006	27 815	2 301	8		25 514	92
2006-2007	27 798	2 144	8		25 654	92
2007-2008	28 405	2 009	7		26 396	93
Colombie-Britannique ⁵						
2003-2004	21 828	425	2		21 403	98
2004-2005	21 404	446	2		20 958	98
2005-2006	22 048	408	2		21 640	98
2006-2007	22 602	361	2		22 241	98
2007-2008	22 867	310	1		22 557	99

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-2 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires criminelles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ⁶						
2003-2004	933		88		111	12
2004-2005	968		91		83	9
2005-2006	904		89		96	11
2006-2007	1 083	1 000	92		83	8
2007-2008	1 069	977	91		92	9
Territoires du Nord-Ouest ⁷						
2003-2004	670	452	67		218	33
2004-2005	916	300	33		616	67
2005-2006	833	191	23		642	77
2006-2007	959	191	20		768	80
2007-2008	1 197	194	16		1 003	84
Nunavut						
2003-2004	361	73	20		288	80
2004-2005	494	205	41		289	59
2005-2006	376	250	66		126	34
2006-2007	387	245	63		142	37
2007-2008	..	..	...		..	...
Total						
2003-2004	244 573	66 725	27		177 848	73
2004-2005	246 280	65 757	27		180 523	73
2005-2006	256 711	67 327	26		189 384	74
2006-2007	260 053	68 937	27		191 116	73
2007-2008	263 982	71 165	27		192 817	73

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont traité 90 % des demandes d'aide juridique approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.
4. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées au Manitoba en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 13-3

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	1 730		1 728	100	2	0
2004-2005	..		..	...	..	...
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard ¹						
2003-2004	222		42	19	180	81
2004-2005	329		212	64	117	36
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	5 167		3 506	68	1 661	32
2004-2005	5 611		3 397	61	2 214	39
2005-2006	5 498		3 591	65	1 907	35
2006-2007	5 302		3 580	68	1 722	32
2007-2008	5 128		3 482	68	1 646	32
Nouveau-Brunswick ²						
2003-2004	262		0	0	262	100
2004-2005	264		97	37	167	63
2005-2006	260		88	34	172	66
2006-2007	267		100	37	167	63
2007-2008	268		71	26	197	74
Québec						
2003-2004	127 444		69 618	55	57 826	45
2004-2005	121 413		66 826	55	54 587	45
2005-2006	121 867		67 364	55	54 503	45
2006-2007	117 114		64 699	55	52 415	45
2007-2008	114 589		62 778	55	51 811	45
Ontario ³						
2003-2004	60 925		16 703	27	44 222	73
2004-2005	61 805		16 942	27	44 863	73
2005-2006	62 510		16 987	27	45 523	73
2006-2007	62 270		18 955	30	43 315	70
2007-2008	61 714		18 750	30	42 964	70
Manitoba ⁴						
2003-2004	6 748		2 969	44	3 779	56
2004-2005	6 756		3 463	51	3 293	49
2005-2006	6 589		3 311	50	3 278	50
2006-2007	6 282		3 838	61	2 444	39
2007-2008	5 690		3 420	60	2 270	40
Saskatchewan						
2003-2004	4 709		4 511	96	198	4
2004-2005	4 928		4 671	95	257	5
2005-2006	4 827		4 630	96	197	4
2006-2007	3 963		3 701	93	262	7
2007-2008	3 628		3 360	93	268	7
Alberta						
2003-2004	10 124		2 408	24	7 716	76
2004-2005	13 270		3 001	23	10 269	77
2005-2006	9 659		2 197	23	7 462	77
2006-2007	8 063		1 627	20	6 436	80
2007-2008	8 028		1 636	20	6 392	80
Colombie-Britannique ⁵						
2003-2004	8 255		704	9	7 551	91
2004-2005	7 114		666	9	6 448	91
2005-2006	7 877		644	8	7 233	92
2006-2007	7 839		558	7	7 281	93
2007-2008	8 430		387	5	8 043	95

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 13-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire — Affaires civiles

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ⁶						
2003-2004	351		90		36	10
2004-2005	405		98		10	2
2005-2006	354		97		12	3
2006-2007	323		96		13	4
2007-2008	328		96		14	4
Territoires du Nord-Ouest ⁷						
2003-2004	404		40		244	60
2004-2005	438		47		231	53
2005-2006	301		65		105	35
2006-2007	405		56		177	44
2007-2008	436		69		134	31
Nunavut						
2003-2004	267		85		40	15
2004-2005	109		87		14	13
2005-2006	461		96		17	4
2006-2007	143		69		45	31
2007-2008	..		..		..	..
Total						
2003-2004	226 608		45		123 717	55
2004-2005	222 442		45		122 470	55
2005-2006	220 203		45		120 409	55
2006-2007	211 971		46		114 277	54
2007-2008	208 239		45		113 739	55

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont traité 90 % des demandes d'aide juridique approuvées qui ont été confiées à des avocats salariés.
4. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées au Manitoba en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle
— Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	3 119	3 111	100		8	0
2004-2005	..	..	...		..	...
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	..	..	...		..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	1 043	967	93		76	7
2004-2005	1 167	1 057	91		110	9
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	..	..	...		..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	9 680	8 003	83		1 677	17
2004-2005	9 965	8 390	84		1 575	16
2005-2006	10 453	8 555	82		1 898	18
2006-2007	11 278	9 384	83		1 894	17
2007-2008	12 186	9 930	81		2 256	19
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	1 373	14	1		1 359	99
2004-2005	1 097	643	59		454	41
2005-2006	1 266	778	61		488	39
2006-2007	1 402	825	59		577	41
2007-2008	1 396	848	61		548	39
Québec						
2003-2004	89 824	30 759	34		59 065	66
2004-2005	91 889	30 908	34		60 981	66
2005-2006	94 088	31 248	33		62 840	67
2006-2007	97 722	34 190	35		63 532	65
2007-2008	100 735	37 134	37		63 601	63
Ontario						
2003-2004	60 775	41	0		60 734	100
2004-2005	61 111	312	1		60 799	99
2005-2006	66 380	885	1		65 495	99
2006-2007	66 733	947	1		65 786	99
2007-2008	65 250	915	1		64 335	99
Manitoba 2						
2003-2004	13 760	6 026	44		7 734	56
2004-2005	15 229	6 419	42		8 810	58
2005-2006	16 958	7 252	43		9 706	57
2006-2007	14 844	5 490	37		9 354	63
2007-2008	16 197	5 488	34		10 709	66
Saskatchewan						
2003-2004	14 442	13 698	95		744	5
2004-2005	14 900	13 822	93		1 078	7
2005-2006	15 590	14 651	94		939	6
2006-2007	15 245	14 160	93		1 085	7
2007-2008	14 680	13 360	91		1 320	9
Alberta						
2003-2004	26 765	2 334	9		24 431	91
2004-2005	27 140	2 370	9		24 770	91
2005-2006	27 815	2 301	8		25 514	92
2006-2007	27 798	2 144	8		25 654	92
2007-2008	28 405	2 009	7		26 396	93
Colombie-Britannique						
2003-2004	21 828	425	2		21 403	98
2004-2005	21 404	446	2		20 958	98
2005-2006	22 048	408	2		21 640	98
2006-2007	22 602	361	2		22 241	98
2007-2008	22 867	310	1		22 557	99

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle
— Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ³						
2003-2004	933		88		111	12
2004-2005	968		91		83	9
2005-2006	904		89		96	11
2006-2007	1 083	1 000	92		83	8
2007-2008	1 069	977	91		92	9
Territoires du Nord-Ouest ⁴						
2003-2004	670		67		218	33
2004-2005	916		33		616	67
2005-2006	833		23		642	77
2006-2007	959		20		768	80
2007-2008	1 197	194	16		1 003	84
Nunavut						
2003-2004	361		20		288	80
2004-2005	494		41		289	59
2005-2006	376		66		126	34
2006-2007	387		63		142	37
2007-2008	..	..	...		..	...
Total						
2003-2004	244 573	66 725	27		177 848	73
2004-2005	246 280	65 757	27		180 523	73
2005-2006	256 711	67 327	26		189 384	74
2006-2007	260 053	68 937	27		191 116	73
2007-2008	263 982	71 165	27		192 817	73

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées au Manitoba en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
4. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir le glossaire I. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-2

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	2 302	2 296	100		6	0
2004-2005	..	..	...		..	...
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	..	..	...		..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	893	822	92		71	8
2004-2005	1 019	918	90		101	10
2005-2006	..	..	...		..	...
2006-2007	..	..	...		..	...
2007-2008	..	..	...		..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	7 581	6 271	83		1 310	17
2004-2005	7 853	6 572	84		1 281	16
2005-2006	8 014	6 528	81		1 486	19
2006-2007	8 500	7 015	83		1 485	17
2007-2008	9 290	7 511	81		1 779	19
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	1 185	13	1		1 172	99
2004-2005	972	573	59		399	41
2005-2006	1 141	695	61		446	39
2006-2007	1 211	758	63		453	37
2007-2008	1 289	776	60		513	40
Québec						
2003-2004	71 630	23 338	33		48 292	67
2004-2005	73 907	23 172	31		50 735	69
2005-2006	75 439	23 406	31		52 033	69
2006-2007	78 582	25 899	33		52 683	67
2007-2008	81 249	28 738	35		52 511	65
Ontario						
2003-2004	49 718	41	0		49 677	100
2004-2005	53 091	260	0		52 831	100
2005-2006	56 884	803	1		56 081	99
2006-2007	56 098	..	...		56 098	100
2007-2008	54 554	..	...		54 554	100
Manitoba 2						
2003-2004	11 349	4 916	43		6 433	57
2004-2005	12 408	5 294	43		7 114	57
2005-2006	13 778	5 971	43		7 807	57
2006-2007	11 668	4 135	35		7 533	65
2007-2008	12 593	4 324	34		8 269	66
Saskatchewan						
2003-2004	11 544	10 917	95		627	5
2004-2005	11 943	11 121	93		822	7
2005-2006	12 404	11 646	94		758	6
2006-2007	12 045	11 156	93		889	7
2007-2008	11 210	10 123	90		1 087	10
Alberta						
2003-2004	20 491	26	0		20 465	100
2004-2005	21 181	44	0		21 137	100
2005-2006	21 710	16	0		21 694	100
2006-2007	21 973	26	0		21 947	100
2007-2008	22 430	23	0		22 407	100
Colombie-Britannique						
2003-2004	18 033	338	2		17 695	98
2004-2005	17 853	355	2		17 498	98
2005-2006	18 701	324	2		18 377	98
2006-2007	19 293	307	2		18 986	98
2007-2008	19 551	236	1		19 315	99

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-2 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Adultes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ³						
2003-2004	870		761	87	109	13
2004-2005	858		777	91	81	9
2005-2006	797		708	89	89	11
2006-2007	931		856	92	75	8
2007-2008	885		796	90	89	10
Territoires du Nord-Ouest ⁴						
2003-2004	614		410	67	204	33
2004-2005	824		271	33	553	67
2005-2006	726		168	23	558	77
2006-2007	875		178	20	697	80
2007-2008	1 109		181	16	928	84
Nunavut						
2003-2004	349		70	20	279	80
2004-2005	423		147	35	276	65
2005-2006	359		236	66	123	34
2006-2007	376		239	64	137	36
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	196 559		50 219	26	146 340	74
2004-2005	202 332		49 504	24	152 828	76
2005-2006	209 953		50 501	24	159 452	76
2006-2007	211 552		50 569	24	160 983	76
2007-2008	214 160		52 708	25	161 452	75

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées au Manitoba en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
4. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-3

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	817		815	100	2	0
2004-2005	..		..	...	..	...
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	150		145	97	5	3
2004-2005	148		139	94	9	6
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	2 066		1 699	82	367	18
2004-2005	2 078		1 784	86	294	14
2005-2006	2 407		1 995	83	412	17
2006-2007	2 773		2 364	85	409	15
2007-2008	2 888		2 411	83	477	17
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	125		0	0	125	100
2004-2005	88		54	61	34	39
2005-2006	124		83	67	41	33
2006-2007	191		67	35	124	65
2007-2008	105		72	69	33	31
Québec						
2003-2004	12 571		6 180	49	6 391	51
2004-2005	12 951		6 758	52	6 193	48
2005-2006	12 559		6 812	54	5 747	46
2006-2007	12 986		6 627	51	6 359	49
2007-2008	14 030		7 174	51	6 856	49
Ontario						
2003-2004	11 057		...	...	11 057	100
2004-2005	8 004		36	0	7 968	100
2005-2006	9 480		66	1	9 414	99
2006-2007	9 688		..	...	9 688	100
2007-2008	9 781		..	...	9 781	100
Manitoba 2						
2003-2004	2 382		1 101	46	1 281	54
2004-2005	2 797		1 122	40	1 675	60
2005-2006	3 153		1 277	41	1 876	59
2006-2007	3 117		1 333	43	1 784	57
2007-2008	3 541		1 139	32	2 402	68
Saskatchewan						
2003-2004	2 897		2 780	96	117	4
2004-2005	2 955		2 699	91	256	9
2005-2006	3 183		3 002	94	181	6
2006-2007	3 192		2 996	94	196	6
2007-2008	3 464		3 231	93	233	7
Alberta						
2003-2004	6 028		2 304	38	3 724	62
2004-2005	5 709		2 326	41	3 383	59
2005-2006	5 898		2 282	39	3 616	61
2006-2007	5 662		2 110	37	3 552	63
2007-2008	5 795		1 981	34	3 814	66
Colombie-Britannique						
2003-2004	3 293		76	2	3 217	98
2004-2005	3 119		77	2	3 042	98
2005-2006	3 142		75	2	3 067	98
2006-2007	3 131		49	2	3 082	98
2007-2008	3 139		70	2	3 069	98

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Jeunes

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ³						
2003-2004	63		61	97	2	3
2004-2005	110		108	98	2	2
2005-2006	107		100	93	7	7
2006-2007	152		144	95	8	5
2007-2008	184		181	98	3	2
Territoires du Nord-Ouest ⁴						
2003-2004	56		42	75	14	25
2004-2005	92		29	32	63	68
2005-2006	107		23	21	84	79
2006-2007	84		13	15	71	85
2007-2008	88		13	15	75	85
Nunavut						
2003-2004	12		3	25	9	75
2004-2005	21		8	38	13	62
2005-2006	11		9	82	2	18
2006-2007	11		6	55	5	45
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	41 517		15 206	37	26 311	63
2004-2005	38 072		15 140	40	22 932	60
2005-2006	40 171		15 724	39	24 447	61
2006-2007	40 987		15 709	38	25 278	62
2007-2008	43 015		16 272	38	26 743	62

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées au Manitoba en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
4. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 14-4

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	0	0	0	0	0	0
2004-2005	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	...	...	...	...	...	...
2006-2007	...	...	...	...	...	...
2007-2008	...	...	...	...	...	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	33	33	100	0	0	0
2004-2005	34	34	100	0	0	0
2005-2006	32	32	100	0	0	0
2006-2007	5	5	100	0	0	0
2007-2008	8	8	100	0	0	0
Nouveau-Brunswick 1						
2003-2004	63	1	2	62	98	98
2004-2005	37	16	43	21	57	57
2005-2006	1	0	0	1	100	100
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	2	0	0	2	100	100
Québec						
2003-2004	5 623	1 241	22	4 382	78	78
2004-2005	5 031	978	19	4 053	81	81
2005-2006	6 090	1 030	17	5 060	83	83
2006-2007	6 154	1 664	27	4 490	73	73
2007-2008	5 456	1 222	22	4 234	78	78
Ontario						
2003-2004	...	...	...	...	...	...
2004-2005	16	16	100	0	0	0
2005-2006	16	16	100	0	0	0
2006-2007	34	34	100	0	0	0
2007-2008	67	67	100	0	0	0
Manitoba 2						
2003-2004	29	9	31	20	69	69
2004-2005	24	3	13	21	88	88
2005-2006	27	4	15	23	85	85
2006-2007	59	22	37	37	63	63
2007-2008	63	25	40	38	60	60
Saskatchewan						
2003-2004	1	1	100	0	0	0
2004-2005	2	2	100	0	0	0
2005-2006	3	3	100	0	0	0
2006-2007	8	8	100	0	0	0
2007-2008	6	6	100	0	0	0
Alberta						
2003-2004	246	4	2	242	98	98
2004-2005	250	0	0	250	100	100
2005-2006	207	3	1	204	99	99
2006-2007	163	8	5	155	95	95
2007-2008	180	5	3	175	97	97
Colombie-Britannique						
2003-2004	502	11	2	491	98	98
2004-2005	432	14	3	418	97	97
2005-2006	205	9	4	196	96	96
2006-2007	178	5	3	173	97	97
2007-2008	177	4	2	173	98	98

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 14-4 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire criminelle — Infractions aux lois provinciales

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon³						
2003-2004	0		0		0	0
2004-2005	0		0		0	0
2005-2006	0		0		0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	0		0		0	0
Territoires du Nord-Ouest⁴						
2003-2004	.	.	...	.	.	...
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
Nunavut						
2003-2004	..	..	...	..	..	...
2004-2005	50	50	100	..	..	...
2005-2006	6	5	83	1	17	...
2006-2007	0	0	0	0	0	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Total						
2003-2004	6 497	1 300	20	5 197	80	
2004-2005	5 876	1 113	19	4 763	81	
2005-2006	6 587	1 102	17	5 485	83	
2006-2007	6 601	1 746	26	4 855	74	
2007-2008	5 959	1 337	22	4 622	78	

1. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
2. La plus grande partie de la diminution du nombre de demandes approuvées au Manitoba en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
4. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-1

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	1 730		100		2	0
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Île-du-Prince-Édouard ¹						
2003-2004	222	42	19		180	81
2004-2005	329	212	64		117	36
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	5 167	3 506	68		1 661	32
2004-2005	5 611	3 397	61		2 214	39
2005-2006	5 498	3 591	65		1 907	35
2006-2007	5 302	3 580	68		1 722	32
2007-2008	5 128	3 482	68		1 646	32
Nouveau-Brunswick ²						
2003-2004	262	0	0		262	100
2004-2005	264	97	37		167	63
2005-2006	260	88	34		172	66
2006-2007	267	100	37		167	63
2007-2008	268	71	26		197	74
Québec						
2003-2004	127 444	69 618	55		57 826	45
2004-2005	121 413	66 826	55		54 587	45
2005-2006	121 867	67 364	55		54 503	45
2006-2007	117 114	64 699	55		52 415	45
2007-2008	114 589	62 778	55		51 811	45
Ontario ³						
2003-2004	60 925	16 703	27		44 222	73
2004-2005	61 805	16 942	27		44 863	73
2005-2006	62 510	16 987	27		45 523	73
2006-2007	62 270	18 955	30		43 315	70
2007-2008	61 714	18 750	30		42 964	70
Manitoba ⁴						
2003-2004	6 748	2 969	44		3 779	56
2004-2005	6 756	3 463	51		3 293	49
2005-2006	6 589	3 311	50		3 278	50
2006-2007	6 282	3 838	61		2 444	39
2007-2008	5 690	3 420	60		2 270	40
Saskatchewan						
2003-2004	4 709	4 511	96		198	4
2004-2005	4 928	4 671	95		257	5
2005-2006	4 827	4 630	96		197	4
2006-2007	3 963	3 701	93		262	7
2007-2008	3 628	3 360	93		268	7
Alberta						
2003-2004	10 124	2 408	24		7 716	76
2004-2005	13 270	3 001	23		10 269	77
2005-2006	9 659	2 197	23		7 462	77
2006-2007	8 063	1 627	20		6 436	80
2007-2008	8 028	1 636	20		6 392	80
Colombie-Britannique ⁵						
2003-2004	8 255	704	9		7 551	91
2004-2005	7 114	666	9		6 448	91
2005-2006	7 877	644	8		7 233	92
2006-2007	7 839	558	7		7 281	93
2007-2008	8 430	387	5		8 043	95

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Total

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ⁶						
2003-2004	351		90		36	10
2004-2005	405		98		10	2
2005-2006	354		97		12	3
2006-2007	323		96		13	4
2007-2008	328		96		14	4
Territoires du Nord-Ouest ⁷						
2003-2004	404		40		244	60
2004-2005	438		47		231	53
2005-2006	301		65		105	35
2006-2007	405		56		177	44
2007-2008	436		69		134	31
Nunavut						
2003-2004	267		85		40	15
2004-2005	109		87		14	13
2005-2006	461		96		17	4
2006-2007	143		69		45	31
2007-2008	..		..		..	..
Total						
2003-2004	226 608		45		123 717	55
2004-2005	222 442		45		122 470	55
2005-2006	220 203		45		120 409	55
2006-2007	211 971		46		114 277	54
2007-2008	208 239		45		113 739	55

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont traité 94 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
4. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte des demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-2

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	1 697		100		2	0
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Île-du-Prince-Édouard ¹						
2003-2004	222	42	19		180	81
2004-2005	329	212	64		117	36
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	4 913	3 300	67		1 613	33
2004-2005	5 327	3 198	60		2 129	40
2005-2006	5 258	3 409	65		1 849	35
2006-2007	5 118	3 416	67		1 702	33
2007-2008	4 771	3 161	66		1 610	34
Nouveau-Brunswick ²						
2003-2004	158	0	0		158	100
2004-2005	264	97	37		167	63
2005-2006	260	88	34		172	66
2006-2007	267	100	37		167	63
2007-2008	268	71	26		197	74
Québec						
2003-2004	83 711	44 759	53		38 952	47
2004-2005	80 141	42 870	53		37 271	47
2005-2006	79 827	42 723	54		37 104	46
2006-2007	76 294	40 782	53		35 512	47
2007-2008	72 823	39 037	54		33 786	46
Ontario ³						
2003-2004	27 550	1 084	4		26 466	96
2004-2005	28 115	978	3		27 137	97
2005-2006	29 753	959	3		28 794	97
2006-2007	27 702	1 252	5		26 450	95
2007-2008	26 749	1 150	4		25 599	96
Manitoba ⁴						
2003-2004	6 748	2 969	44		3 779	56
2004-2005	6 756	3 463	51		3 293	49
2005-2006	6 589	3 311	50		3 278	50
2006-2007	6 282	3 838	61		2 444	39
2007-2008	5 690	3 420	60		2 270	40
Saskatchewan						
2003-2004	4 708	4 510	96		198	4
2004-2005	4 926	4 669	95		257	5
2005-2006	4 827	4 630	96		197	4
2006-2007	3 963	3 701	93		262	7
2007-2008	3 627	3 359	93		268	7
Alberta						
2003-2004	8 883	2 328	26		6 555	74
2004-2005	10 838	2 839	26		7 999	74
2005-2006	8 488	2 132	25		6 356	75
2006-2007	6 781	1 577	23		5 204	77
2007-2008	6 956	1 585	23		5 371	77
Colombie-Britannique ⁵						
2003-2004	6 499	704	11		5 795	89
2004-2005	6 374	666	10		5 708	90
2005-2006	7 040	644	9		6 396	91
2006-2007	6 827	554	8		6 273	92
2007-2008	7 238	386	5		6 852	95

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-2 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée — Droit de la famille

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ⁶						
2003-2004	317		285	90	32	10
2004-2005	294		285	97	9	3
2005-2006	277		268	97	9	3
2006-2007	274		262	96	12	4
2007-2008	274		260	95	14	5
Territoires du Nord-Ouest ⁷						
2003-2004	388		160	41	228	59
2004-2005	423		198	47	225	53
2005-2006	289		191	66	98	34
2006-2007	384		218	57	166	43
2007-2008	418		287	69	131	31
Nunavut						
2003-2004	267		227	85	40	15
2004-2005	109		95	87	14	13
2005-2006	374		360	96	14	4
2006-2007	139		95	68	44	32
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	146 061		62 063	42	83 998	58
2004-2005	143 896		59 570	41	84 326	59
2005-2006	142 982		58 715	41	84 267	59
2006-2007	134 031		55 795	42	78 236	58
2007-2008	128 814		52 716	41	76 098	59

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont traité 94 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
4. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte des demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 15-3

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée, par type d'affaire civile — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	33		33	100	0	0
2004-2005	..		..	...	..	...
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard ¹						
2003-2004	.		.	...	.	...
2004-2005	.		.	...	.	...
2005-2006	.		.	...	.	...
2006-2007	.		.	...	.	...
2007-2008	.		.	...	.	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	254		206	81	48	19
2004-2005	284		199	70	85	30
2005-2006	240		182	76	58	24
2006-2007	184		164	89	20	11
2007-2008	357		321	90	36	10
Nouveau-Brunswick ²						
2003-2004	104		0	0	104	100
2004-2005	0		0	0	0	0
2005-2006	0		0	0	0	0
2006-2007	0		0	0	0	0
2007-2008	0		0	0	0	0
Québec						
2003-2004	43 733		24 859	57	18 874	43
2004-2005	41 272		23 956	58	17 316	42
2005-2006	42 040		24 641	59	17 399	41
2006-2007	40 820		23 917	59	16 903	41
2007-2008	41 766		23 741	57	18 025	43
Ontario ³						
2003-2004	33 375		15 619	47	17 756	53
2004-2005	33 690		15 964	47	17 726	53
2005-2006	32 757		16 028	49	16 729	51
2006-2007	34 568		17 703	51	16 865	49
2007-2008	34 965		17 600	50	17 365	50
Manitoba ⁴						
2003-2004	...		...	...	...	...
2004-2005	...		...	...	...	...
2005-2006	...		...	...	...	...
2006-2007	...		...	...	...	...
2007-2008	...		...	...	...	...
Saskatchewan						
2003-2004	1		1	100	0	0
2004-2005	2		2	100	0	0
2005-2006	0		0	0	0	0
2006-2007	0		0	0	0	0
2007-2008	1		1	100	0	0
Alberta						
2003-2004	1 241		80	6	1 161	94
2004-2005	2 432		162	7	2 270	93
2005-2006	1 171		65	6	1 106	94
2006-2007	1 282		50	4	1 232	96
2007-2008	1 072		51	5	1 021	95
Colombie-Britannique ⁵						
2003-2004	1 756		0	0	1 756	100
2004-2005	740		0	0	740	100
2005-2006	837		0	0	837	100
2006-2007	1 012		4	0	1 008	100
2007-2008	1 192		1	0	1 191	100

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 15-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, avocats salariés et avocats de pratique privée — Autres

	Total		Avocats salariés		Avocats de pratique privée	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon ⁶						
2003-2004	34		30	88	4	12
2004-2005	111		110	99	1	1
2005-2006	77		74	96	3	4
2006-2007	49		48	98	1	2
2007-2008	54		54	100	0	0
Territoires du Nord-Ouest ⁷						
2003-2004	16		0	0	16	100
2004-2005	15		9	60	6	40
2005-2006	12		5	42	7	58
2006-2007	21		10	48	11	52
2007-2008	18		15	83	3	17
Nunavut						
2003-2004	0		0	0	0	0
2004-2005	0		0	0	0	0
2005-2006	87		84	97	3	3
2006-2007	4		3	75	1	25
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	80 547		40 828	51	39 719	49
2004-2005	78 546		40 402	51	38 144	49
2005-2006	77 221		41 079	53	36 142	47
2006-2007	77 940		41 899	54	36 041	46
2007-2008	79 425		41 784	53	37 641	47

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, toutes les demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées en 2004-2005 ont été comptées comme des demandes de services complets.
2. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques ont traité 94 % des demandes d'aide juridique en matière civile qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés et 100 % des demandes d'aide juridique pour d'autres affaires civiles qui ont été approuvées et confiées à des avocats salariés.
4. Au Manitoba, la plus grande partie de la diminution du nombre de demandes en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles entrée en vigueur en janvier 2003. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte des demandes d'aide juridique totales, approuvées et refusées. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
5. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes qui s'est produite en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par l'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des affaires civile ne relevant pas du droit de la famille.
6. Le Yukon ne fait pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets. Les données pour le Yukon comprennent le nombre d'avocats nommés d'office. En 2004-2005, le Yukon a ouvert une clinique du droit des pauvres, ce qui a eu pour effet d'augmenter le nombre de demandes pour d'autres affaires civiles.
7. Les chiffres relatifs à l'admissibilité présumée ne figurent pas dans les données des Territoires du Nord-Ouest. Les infractions aux lois territoriales sont incluses dans les affaires criminelles.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Le nombre de demandes d'aide juridique approuvées est le nombre de demandes de services complets seulement. Une demande de services complets approuvée est une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Pour les affaires civiles, il y a une affaire par demande. Pour les affaires criminelles, il peut y avoir des accusations multiples par demande, et elles peuvent être traitées séparément (c.-à-d. par des avocats différents).

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 16
Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires

	Total des demandes de service sommaire ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants ²
	nombre	pourcentage	taux
Terre-Neuve-et-Labrador			
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
Île-du-Prince-Édouard			
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
Nouvelle-Écosse			
2003-2004	1 055	-7	1
2004-2005	844	-20	1
2005-2006	1 152	36	1
2006-2007	1 030	-11	1
2007-2008	935	-9	1
Nouveau-Brunswick			
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
Québec			
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
Ontario ³			
2003-2004	185 328	0	15
2004-2005	132 662	...	11
2005-2006	130 121	-2	10
2006-2007	130 310	0	10
2007-2008	129 724	0	10
Manitoba			
2003-2004	17 479	-6	15
2004-2005	16 817	-4	14
2005-2006	18 234	8	16
2006-2007	18 028	-1	15
2007-2008	16 541	-8	14
Saskatchewan			
2003-2004	4 645	3	5
2004-2005	4 711	1	5
2005-2006	5 231	11	5
2006-2007	5 236	0	5
2007-2008	4 795	-8	5
Alberta			
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 16 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées, services sommaires

	Total des demandes de service sommaire ¹		
	Total	Variation en pourcentage	Taux pour 1 000 habitants ²
	nombre	pourcentage	taux
Colombie-Britannique			
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
Yukon			
2003-2004	..	...	...
2004-2005	39	...	1
2005-2006	110	182	4
2006-2007	86	-22	3
2007-2008	50	-42	2
Territoires du Nord-Ouest ⁴			
2003-2004	.	...	...
2004-2005	.	...	...
2005-2006	.	...	...
2006-2007	.	...	...
2007-2008	.	...	...
Nunavut			
2003-2004	838	339	29
2004-2005	253	-70	9
2005-2006	87	-66	3
2006-2007	327	276	11
2007-2008	..	...	...
Total			
2003-2004	209 345	...	7
2004-2005	155 326	...	5
2005-2006	154 935	0	5
2006-2007	155 017	0	5
2007-2008	152 045	...	5

1. Une demande de services sommaires approuvée a trait à la prestation de conseils ou d'information juridiques, ou à d'autres types de services juridiques sommaires assurés à un particulier sur demande écrite pendant une entrevue officielle. Seules les demandes écrites sont comptées.
2. Les estimations de population qui ont servi à calculer les chiffres par habitant proviennent de Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie. Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2003 et 2004; estimations postcensitaires mises à jour pour 2005 et 2006; et estimations postcensitaires provisoires pour 2007.
3. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. Les chiffres figurant au tableau 16 représentent les services sommaires de consultation juridique fournis par ces cliniques. Les services sommaires de consultation juridique assurés par le régime d'aide juridique sont inclus dans les services d'avocats nommés d'office (tableau 21).
4. Les Territoires du Nord-Ouest ne font pas de distinction entre les demandes de services sommaires et de services complets. Toutes les demandes sont comptées comme des demandes de services complets.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 17
Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet

	Total ¹		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ²	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador												
2003-2004	3 121
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
Île-du-Prince-Édouard												
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
Nouvelle-Écosse												
2003-2004	2 318	1 161	50	75	3	312	13	71	3	699	30	
2004-2005	2 572	1 208	47	65	3	275	11	108	4	916	36	
2005-2006	2 408	1 181	49	56	2	264	11	79	3	828	34	
2006-2007	2 419	1 089	45	94	4	222	9	95	4	919	38	
2007-2008	2 608	1 241	48	133	5	299	11	109	4	826	32	
Nouveau-Brunswick												
2003-2004	551	..	...	..	...	.	...	..	...	551	100
2004-2005	859	..	...	..	...	.	...	..	...	859	100
2005-2006	795	..	...	..	...	.	...	..	...	795	100
2006-2007	830	..	...	..	...	.	...	..	...	830	100
2007-2008	550	73	13	292	53	.	...	69	13	116	21
Québec												
2003-2004	39 051	24 124	62	7 823	20	1 781	5	60	0	5 263	13	
2004-2005	36 913	22 886	62	7 303	20	1 754	5	74	0	4 896	13	
2005-2006	38 009	24 366	64	6 987	18	1 678	4	74	0	4 904	13	
2006-2007	36 962	24 444	66	6 552	18	1 514	4	56	0	4 396	12	
2007-2008	37 420	25 563	68	6 362	17	1 280	3	58	0	4 157	11	
Ontario ³												
2003-2004	31 788	7 705	24	9 096	29	13 243	42	.	...	1 744	5
2004-2005	43 264	20 624	48	11 496	27	9 815	23	.	...	1 329	3
2005-2006	46 178	24 270	53	10 579	23	..	...	.	...	11 329	25
2006-2007	44 256	22 412	51	11 194	25	..	...	.	...	10 650	24
2007-2008	42 193	21 649	51	10 128	24	..	...	.	...	10 416	25
Manitoba ⁴												
2003-2004	3 089	323	10	289	9	628	20	40	1	1 809	59	
2004-2005	3 306	348	11	304	9	655	20	4	0	1 995	60	
2005-2006	3 612	396	11	235	7	749	21	17	0	2 215	61	
2006-2007	5 025	675	13	431	9	802	16	21	0	3 096	62	
2007-2008	6 142	728	12	356	6	740	12	54	1	4 264	69	
Saskatchewan												
2003-2004	1 858	1 313	71	271	15	148	8	35	2	91	5	
2004-2005	1 770	1 266	72	211	12	143	8	30	2	120	7	
2005-2006	1 772	1 451	82	119	7	89	5	27	2	86	5	
2006-2007	1 930	1 571	81	176	9	90	5	20	1	73	4	
2007-2008	1 923	1 691	88	117	6	79	4	10	1	26	1	
Alberta ⁵												
2003-2004	9 576 ^r	3 977 ^r	42 ^r	2 695 ^r	28 ^r	993 ^r	10 ^r	697 ^r	7 ^r	1 214 ^r	13 ^r	
2004-2005	9 272 ^r	3 595 ^r	39 ^r	2 874 ^r	31	897 ^r	10 ^r	570 ^r	6 ^r	1 336 ^r	14 ^r	
2005-2006	10 003 ^r	4 135 ^r	41 ^r	2 729 ^r	27 ^r	939 ^r	9 ^r	698 ^r	7 ^r	1 502 ^r	15 ^r	
2006-2007	8 974 ^r	4 013 ^r	45 ^r	2 262 ^r	25 ^r	748 ^r	8 ^r	712 ^r	8 ^r	1 239 ^r	14 ^r	
2007-2008	8 965	3 630	40	2 402	27	713	8	867	10	1 353	15	
Colombie-Britannique ⁶												
2003-2004	11 978	1 867	16	7 062	59	.	...	.	...	3 049	25
2004-2005	11 123	2 417	22	5 386	48	.	...	.	...	3 320	30
2005-2006	11 174	2 382	21	5 192	46	.	...	.	...	3 600	32
2006-2007	11 175	2 866	26	4 425	40	.	...	.	...	3 884	35
2007-2008	11 233	3 221	29	3 824	34	.	...	.	...	4 188	37
Yukon												
2003-2004	104	63	61	14	13	17	16	0	0	10	10	
2004-2005	66	57	86	5	8	4	6	0	0	0	0	
2005-2006	74	57	77	14	19	3	4	0	0	0	0	
2006-2007	61	51	84	7	11	3	5	0	0	0	0	
2007-2008	67	53	79	10	15	3	4	1	1	0	0	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 17 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet

	Total ¹		Inadmissibilité financière		Raisons liées à l'applicabilité		Mérite insuffisant		Non-conformité ou abus		Autres raisons ²	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Territoires du Nord-Ouest												
2003-2004	443	125	28	37	8	51	12	147	33	83	19	
2004-2005	467	105	22	28	6	107	23	227	49	0	0	
2005-2006	485	129	27	33	7	88	18	230	47	5	1	
2006-2007	484	130	27	33	7	46	10	230	48	45	9	
2007-2008	406	66	16	27	7	68	17	215	53	30	7	
Nunavut												
2003-2004	34	6	18	27	79	1	3	0	0	0	0	
2004-2005	33	7	21	21	64	1	3	0	0	4	12	
2005-2006	64	3	5	30	47	15	23	1	2	15	23	
2006-2007	46	15	33	27	59	4	9	0	0	0	0	
2007-2008	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Total												
2003-2004	103 911 ^r	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	109 645 ^r	52 513 ^r	48 ^r	27 693 ^r	25 ^r	13 651 ^r	12	1 013 ^r	1	14 775 ^r	13 ^r	
2005-2006	114 574 ^r	58 370 ^r	51 ^r	25 974 ^r	23 ^r	3 825 ^r	3	1 126 ^r	1	25 279 ^r	22 ^r	
2006-2007	112 162 ^r	57 266 ^r	51 ^r	25 201 ^r	22	3 429 ^r	3	1 134 ^r	1	25 132 ^r	22 ^r	
2007-2008	111 507	57 915	52	23 651	21	3 182	3	1 383	1	25 376	23	

- Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.
- Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.
- L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables de 50 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. à partir de 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.
- En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
- L'Alberta emploie une nouvelle méthode pour produire les chiffres sur les demandes refusées. Par conséquent, les données pour les années antérieures à 2003-2004 ne sont pas comparables.
- En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui est survenue en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par le régime d'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des autres affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-1

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	3 121	..	...	..	..	...
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	.	.	...	.	.	...
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	2 318	961	41	1 357	59	
2004-2005	2 572	1 108	43	1 464	57	
2005-2006	2 408	995	41	1 413	59	
2006-2007	2 419	1 183	49	1 236	51	
2007-2008	2 608	1 309	50	1 299	50	
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	551	486	88	65	12	
2004-2005	859	741	86	118	14	
2005-2006	795	698	88	97	12	
2006-2007	830	715	86	115	14	
2007-2008	550	478	87	72	13	
Québec						
2003-2004	39 051	15 776	40	23 275	60	
2004-2005	36 913	14 446	39	22 467	61	
2005-2006	38 009	15 901	42	22 108	58	
2006-2007	36 962	16 254	44	20 708	56	
2007-2008	37 420	17 687	47	19 733	53	
Ontario ¹						
2003-2004	31 788	.	...	.	...
2004-2005	43 264	.	...	.	...
2005-2006	46 178	.	...	.	...
2006-2007	44 256	.	...	.	...
2007-2008	42 193	.	...	.	...
Manitoba ²						
2003-2004	3 089	1 065	34	2 024	66	
2004-2005	3 306	1 226	37	2 080	63	
2005-2006	3 612	1 355	38	2 257	62	
2006-2007	5 025	2 687	53	2 338	47	
2007-2008	6 142	3 753	61	2 389	39	
Saskatchewan						
2003-2004	1 858	1 269	68	589	32	
2004-2005	1 770	1 173	66	597	34	
2005-2006	1 772	1 224	69	548	31	
2006-2007	1 930	1 453	75	477	25	
2007-2008	1 923	1 531	80	392	20	
Alberta ³						
2003-2004	9 576 r	4 973 r	52 r	4 603 r	48 r	
2004-2005	9 272 r	5 057 r	55 r	4 215 r	45 r	
2005-2006	10 003 r	5 675 r	57 r	4 328 r	43 r	
2006-2007	8 974 r	5 431 r	61 r	3 543 r	39 r	
2007-2008	8 965	5 434	61	3 531	39	
Colombie-Britannique ⁴						
2003-2004	11 978	6 992	58	4 986	42	
2004-2005	11 123	6 419	58	4 704	42	
2005-2006	11 174	6 333	57	4 841	43	
2006-2007	11 175	6 422	57	4 753	43	
2007-2008	11 233	6 447	57	4 786	43	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-1 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	104		23	22	81	78
2004-2005	66		14	21	52	79
2005-2006	74		39	53	35	47
2006-2007	61		12	20	49	80
2007-2008	67		19	28	48	72
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	443		165	37	278	63
2004-2005	467		97	21	370	79
2005-2006	485		118	24	367	76
2006-2007	484		119	25	365	75
2007-2008	406		128	32	278	68
Nunavut						
2003-2004	34		3	9	31	91
2004-2005	33		8	24	25	76
2005-2006	64		3	5	61	95
2006-2007	46		1	2	45	98
2007-2008	..		..	..	..	..
Total						
2003-2004	103 911 r		...	...	...	...
2004-2005	109 645 r		...	...	...	...
2005-2006	114 574 r		...	...	...	...
2006-2007	112 162 r		...	...	...	...
2007-2008	111 507		...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables de 50 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. à partir de 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. L'Alberta emploie une nouvelle méthode pour produire les chiffres sur les demandes refusées. Par conséquent, les données pour les années antérieures à 2003-2004 ne sont pas comparables.
4. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui est survenue en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par le régime d'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des autres affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Le nombre de demandes rejetées ne comprend pas les cas où les services ont été refusés au moment de l'application de mesures de présélection. Les régimes d'aide juridique font une certaine présélection des demandeurs avant la présentation d'une demande.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-2

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Inadmissibilité financière

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	..	..	...	..	..	...
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	.	.	...	.	.	...
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	1 161	425	37	736	63	
2004-2005	1 208	417	35	791	65	
2005-2006	1 181	379	32	802	68	
2006-2007	1 089	383	35	706	65	
2007-2008	1 241	463	37	778	63	
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	..	..	...	..	..	...
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	73	57	78	16	22	
Québec						
2003-2004	24 124	10 902	45	13 222	55	
2004-2005	22 886	10 145	44	12 741	56	
2005-2006	24 366	11 474	47	12 892	53	
2006-2007	24 444	12 235	50	12 209	50	
2007-2008	25 563	13 782	54	11 781	46	
Ontario ¹						
2003-2004	7 705	.	...	.	..	...
2004-2005	20 624	.	...	.	..	...
2005-2006	24 270	.	...	.	..	...
2006-2007	22 412	.	...	.	..	...
2007-2008	21 649	.	...	.	..	...
Manitoba ²						
2003-2004	323	126	39	197	61	
2004-2005	348	114	33	234	67	
2005-2006	396	134	34	262	66	
2006-2007	675	341	51	334	49	
2007-2008	728	378	52	350	48	
Saskatchewan						
2003-2004	1 313	909	69	404	31	
2004-2005	1 266	883	70	383	30	
2005-2006	1 451	1 025	71	426	29	
2006-2007	1 571	1 191	76	380	24	
2007-2008	1 691	1 371	81	320	19	
Alberta ³						
2003-2004	3 977 r	2 137 r	54 r	1 840 r	46 r	
2004-2005	3 595 r	1 876 r	52 r	1 719 r	48 r	
2005-2006	4 135 r	2 429 r	59 r	1 706 r	41 r	
2006-2007	4 013 r	2 426 r	60 r	1 587 r	40 r	
2007-2008	3 630	2 278	63	1 352	37	
Colombie-Britannique ⁴						
2003-2004	1 867	1 338	72	529	28	
2004-2005	2 417	1 402	58	1 015	42	
2005-2006	2 382	1 352	57	1 030	43	
2006-2007	2 866	1 570	55	1 296	45	
2007-2008	3 221	1 722	53	1 499	47	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-2 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Inadmissibilité financière

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	63		17	27	46	73
2004-2005	57		11	19	46	81
2005-2006	57		32	56	25	44
2006-2007	51		9	18	42	82
2007-2008	53		16	30	37	70
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	125		74	59	51	41
2004-2005	105		31	30	74	70
2005-2006	129		44	34	85	66
2006-2007	130		44	34	86	66
2007-2008	66		21	32	45	68
Nunavut						
2003-2004	6		2	33	4	67
2004-2005	7		3	43	4	57
2005-2006	3		0	0	3	100
2006-2007	15		0	0	15	100
2007-2008	..		..	..	..	..
Total						
2003-2004	...		...	...	...	...
2004-2005	52 513 ^r		...	...	...	...
2005-2006	58 370 ^r		...	...	...	...
2006-2007	57 266 ^r		...	...	...	...
2007-2008	57 915		...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables de 50 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. à partir de 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. L'Alberta emploie une nouvelle méthode pour produire les chiffres sur les demandes refusées. Par conséquent, les données pour les années antérieures à 2003-2004 ne sont pas comparables.
4. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui est survenue en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par le régime d'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des autres affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-3

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Raisons liées à l'applicabilité

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	75	56	75	19	25	
2004-2005	65	47	72	18	28	
2005-2006	56	29	52	27	48	
2006-2007	94	57	61	37	39	
2007-2008	133	63	47	70	53	
Nouveau-Brunswick						
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008	292	268	92	24	8	
Québec						
2003-2004	7 823	3 734	48	4 089	52	
2004-2005	7 303	3 253	45	4 050	55	
2005-2006	6 987	3 303	47	3 684	53	
2006-2007	6 552	2 965	45	3 587	55	
2007-2008	6 362	2 974	47	3 388	53	
Ontario ¹						
2003-2004	9 096	..	...	..	..
2004-2005	11 496	..	...	..	..
2005-2006	10 579	6 307	60	4 272	40	
2006-2007	11 194	..	...	..	..
2007-2008	10 128	..	...	..	..
Manitoba ²						
2003-2004	289	18	6	271	94	
2004-2005	304	26	9	278	91	
2005-2006	235	24	10	211	90	
2006-2007	431	175	41	256	59	
2007-2008	356	139	39	217	61	
Saskatchewan						
2003-2004	271	254	94	17	6	
2004-2005	211	191	91	20	9	
2005-2006	119	109	92	10	8	
2006-2007	176	166	94	10	6	
2007-2008	117	109	93	8	7	
Alberta ³						
2003-2004	2 695 r	1 677 r	62	1 018	38	
2004-2005	2 874 r	2 011 r	70	863 r	30	
2005-2006	2 729 r	1 826 r	67	903 r	33	
2006-2007	2 262 r	1 749 r	77 r	513	23 r	
2007-2008	2 402	1 853	77	549	23	
Colombie-Britannique ⁴						
2003-2004	7 062	3 433	49	3 629	51	
2004-2005	5 386	2 611	48	2 775	52	
2005-2006	5 192	2 606	50	2 586	50	
2006-2007	4 425	2 360	53	2 065	47	
2007-2008	3 824	2 207	58	1 617	42	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-3 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Raisons liées à l'applicabilité

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	14		2	14	12	86
2004-2005	5		1	20	4	80
2005-2006	14		7	50	7	50
2006-2007	7		3	43	4	57
2007-2008	10		3	30	7	70
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	37		13	35	24	65
2004-2005	28		10	36	18	64
2005-2006	33		2	6	31	94
2006-2007	33		3	9	30	91
2007-2008	27		9	33	18	67
Nunavut						
2003-2004	27		1	4	26	96
2004-2005	21		2	10	19	90
2005-2006	30		2	7	28	93
2006-2007	27		0	0	27	100
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	...		...	...	...	...
2004-2005	27 693 r		...	...	...	...
2005-2006	25 974 r		...	...	...	...
2006-2007	25 201 r		...	...	...	...
2007-2008	23 651		...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables de 50 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. à partir de 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. L'Alberta emploie une nouvelle méthode pour produire les chiffres sur les demandes refusées. Par conséquent, les données pour les années antérieures à 2003-2004 ne sont pas comparables.
4. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui est survenue en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par le régime d'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des autres affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-4

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Mérite insuffisant

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	..	..	...	..	..	...
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	.	.	...	.	.	...
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	312	159	51	153	49	
2004-2005	275	174	63	101	37	
2005-2006	264	102	39	162	61	
2006-2007	222	115	52	107	48	
2007-2008	299	168	56	131	44	
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	.	.	...	.	.	...
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
Québec						
2003-2004	1 781	91	5	1 690	95	
2004-2005	1 754	65	4	1 689	96	
2005-2006	1 678	95	6	1 583	94	
2006-2007	1 514	62	4	1 452	96	
2007-2008	1 280	49	4	1 231	96	
Ontario ¹						
2003-2004	13 243	.	...	.	.	...
2004-2005	9 815	.	...	.	.	...
2005-2006	..	.	...	.	.	...
2006-2007	..	.	...	.	.	...
2007-2008	..	.	...	.	.	...
Manitoba ²						
2003-2004	628	34	5	594	95	
2004-2005	655	34	5	621	95	
2005-2006	749	26	3	723	97	
2006-2007	802	54	7	748	93	
2007-2008	740	43	6	697	94	
Saskatchewan						
2003-2004	148	21	14	127	86	
2004-2005	143	27	19	116	81	
2005-2006	89	23	26	66	74	
2006-2007	90	35	39	55	61	
2007-2008	79	19	24	60	76	
Alberta ³						
2003-2004	993 r	207 r	21	786 r	79	
2004-2005	897 r	170 r	19 r	727 r	81 r	
2005-2006	939 r	204 r	22	735 r	78	
2006-2007	748 r	185 r	25 r	563 r	75 r	
2007-2008	713	157	22	556	78	
Colombie-Britannique ⁴						
2003-2004	.	.	...	.	.	...
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-4 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Mérite insuffisant

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	17		4	24	13	76
2004-2005	4		2	50	2	50
2005-2006	3		0	0	3	100
2006-2007	3		0	0	3	100
2007-2008	3		0	0	3	100
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	51		15	29	36	71
2004-2005	107		27	25	80	75
2005-2006	88		18	20	70	80
2006-2007	46		13	28	33	72
2007-2008	68		15	22	53	78
Nunavut						
2003-2004	1		0	0	1	100
2004-2005	1		1	100	0	0
2005-2006	15		0	0	15	100
2006-2007	4		1	25	3	75
2007-2008	..		..	..	..	..
Total						
2003-2004	...		...	...	...	...
2004-2005	13 651 ^r		...	...	...	...
2005-2006	3 825 ^r		...	...	...	...
2006-2007	3 429 ^r		...	...	...	...
2007-2008	3 182		...	...	...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables de 50 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. à partir de 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. L'Alberta emploie une nouvelle méthode pour produire les chiffres sur les demandes refusées. Par conséquent, les données pour les années antérieures à 2003-2004 ne sont pas comparables.
4. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui est survenue en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par le régime d'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des autres affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-5

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Non-conformité ou abus

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	..	..	...	..	..	...
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	.	.	...	.	.	...
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	71	34	48	37	52	
2004-2005	108	42	39	66	61	
2005-2006	79	45	57	34	43	
2006-2007	95	53	56	42	44	
2007-2008	109	104	95	5	5	
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	..	..	...	.	..	...
2004-2005	..	..	...	.	..	...
2005-2006	..	..	...	.	..	...
2006-2007	..	..	...	.	..	...
2007-2008	69	69	100	.	..	...
Québec						
2003-2004	60	2	3	58	97	
2004-2005	74	11	15	63	85	
2005-2006	74	6	8	68	92	
2006-2007	56	1	2	55	98	
2007-2008	58	4	7	54	93	
Ontario ¹						
2003-2004	.	.	...	.	..	...
2004-2005	.	.	...	.	..	...
2005-2006	.	.	...	.	..	...
2006-2007	.	.	...	.	..	...
2007-2008	.	.	...	.	..	...
Manitoba ²						
2003-2004	40	20	50	20	50	
2004-2005	4	0	0	4	100	
2005-2006	17	1	6	16	94	
2006-2007	21	7	33	14	67	
2007-2008	54	29	54	25	46	
Saskatchewan						
2003-2004	35	19	54	16	46	
2004-2005	30	19	63	11	37	
2005-2006	27	18	67	9	33	
2006-2007	20	15	75	5	25	
2007-2008	10	9	90	1	10	
Alberta ³						
2003-2004	697 r	357 r	51 r	340 r	49 r	
2004-2005	570 r	306 r	54 r	264 r	46 r	
2005-2006	698 r	399 r	57 r	299 r	43 r	
2006-2007	712 r	417 r	59 r	295 r	41 r	
2007-2008	867	514	59	353	41	
Colombie-Britannique ⁴						
2003-2004	.	.	...	.	..	...
2004-2005	.	.	...	.	..	...
2005-2006	.	.	...	.	..	...
2006-2007	.	.	...	.	..	...
2007-2008	.	.	...	.	..	...

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-5 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Non-conformité ou abus

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	0		0		0	0
2004-2005	0		0		0	0
2005-2006	0		0		0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	1		0		1	100
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	147		47	32	100	68
2004-2005	227		29	13	198	87
2005-2006	230		50	22	180	78
2006-2007	230		50	22	180	78
2007-2008	215		55	26	160	74
Nunavut						
2003-2004	0		0		0	0
2004-2005	0		0		0	0
2005-2006	1		1	100	0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	..		..		..	..
Total						
2003-2004	...		...		...	...
2004-2005	1 013 r		...		...	...
2005-2006	1 126 r		...		...	...
2006-2007	1 134 r		...		...	...
2007-2008	1 383		...		...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables de 50 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. à partir de 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. L'Alberta emploie une nouvelle méthode pour produire les chiffres sur les demandes refusées. Par conséquent, les données pour les années antérieures à 2003-2004 ne sont pas comparables.
4. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui est survenue en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par le régime d'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des autres affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 18-6

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Autres raisons

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	..	..	...	..	..	...
2004-2005	..	..	...	..	..	...
2005-2006	..	..	...	..	..	...
2006-2007	..	..	...	..	..	...
2007-2008	..	..	...	..	..	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	.	.	...	.	.	...
2004-2005	.	.	...	.	.	...
2005-2006	.	.	...	.	.	...
2006-2007	.	.	...	.	.	...
2007-2008	.	.	...	.	.	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	699	287	41	412	59	
2004-2005	916	428	47	488	53	
2005-2006	828	440	53	388	47	
2006-2007	919	575	63	344	37	
2007-2008	826	511	62	315	38	
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	551	486	88	65	12	
2004-2005	859	741	86	118	14	
2005-2006	795	698	88	97	12	
2006-2007	830	715	86	115	14	
2007-2008	116	84	72	32	28	
Québec						
2003-2004	5 263	1 047	20	4 216	80	
2004-2005	4 896	972	20	3 924	80	
2005-2006	4 904	1 023	21	3 881	79	
2006-2007	4 396	991	23	3 405	77	
2007-2008	4 157	878	21	3 279	79	
Ontario ¹						
2003-2004	1 744	..	...	..	...
2004-2005	1 329	..	...	..	...
2005-2006	11 329	6 141	54	5 188	46	
2006-2007	10 650	..	...	..	...
2007-2008	10 416	..	...	..	...
Manitoba ²						
2003-2004	1 809	867	48	942	52	
2004-2005	1 995	1 052	53	943	47	
2005-2006	2 215	1 170	53	1 045	47	
2006-2007	3 096	2 110	68	986	32	
2007-2008	4 264	3 164	74	1 100	26	
Saskatchewan						
2003-2004	91	66	73	25	27	
2004-2005	120	53	44	67	56	
2005-2006	86	49	57	37	43	
2006-2007	73	46	63	27	37	
2007-2008	26	23	88	3	12	
Alberta ³						
2003-2004	1 214 r	595 r	49 r	619 r	51 r	
2004-2005	1 336 r	694 r	52 r	642 r	48 r	
2005-2006	1 502 r	817 r	54 r	685 r	46 r	
2006-2007	1 239 r	654 r	53 r	585 r	47 r	
2007-2008	1 353	632	47	721	53	
Colombie-Britannique ⁴						
2003-2004	3 049	2 221	73	828	27	
2004-2005	3 320	2 406	72	914	28	
2005-2006	3 600	2 375	66	1 225	34	
2006-2007	3 884	2 492	64	1 392	36	
2007-2008	4 188	2 518	60	1 670	40	

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 18-6 – suite

Demandes d'aide juridique rejetées par raison du rejet, affaires criminelles et civiles — Autres raisons

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	10		0		10	100
2004-2005	0		0		0	0
2005-2006	0		0		0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	0		0		0	0
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	83		16	19	67	81
2004-2005	0		0		0	0
2005-2006	5		4	80	1	20
2006-2007	45		9	20	36	80
2007-2008	30		28	93	2	7
Nunavut						
2003-2004	0		0		0	0
2004-2005	4		2	50	2	50
2005-2006	15		0		15	100
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	..		..		..	..
Total						
2003-2004	...		...		...	...
2004-2005	14 775 r		...		...	...
2005-2006	25 279 r		...		...	...
2006-2007	25 132 r		...		...	...
2007-2008	25 376		...		...	...

1. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques étaient responsables de 50 % des demandes refusées en raison de l'inadmissibilité financière. à partir de 2005-2006, les comptes ayant trait à l'absence de bien-fondé sont inclus dans les restrictions de couverture.
2. En 2005-2006, le Manitoba a commencé à émettre un certificat d'aide juridique par affaire. Cela a mené à l'augmentation du compte total des demandes d'aide juridique approuvées et refusées. La nouvelle politique est conforme à celle des autres régimes d'aide juridique au Canada. En 2006-2007, l'utilisation d'équivalents de certificat lancée par les employés a été abandonnée, ce qui a entraîné une baisse du compte des demandes d'aide juridique totales et approuvées, et une hausse des demandes refusées.
3. L'Alberta emploie une nouvelle méthode pour produire les chiffres sur les demandes refusées. Par conséquent, les données pour les années antérieures à 2003-2004 ne sont pas comparables.
4. En Colombie-Britannique, la diminution du nombre de demandes totales et de demandes refusées qui est survenue en 2003-2004 est attribuable à une réduction de la couverture des affaires civiles par le régime d'aide juridique, incluant l'élimination de la représentation par avocat des autres affaires civiles ne relevant pas du droit de la famille.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Parmi les autres raisons de refus, il peut y avoir l'annulation ou l'abandon par le client, l'annulation de la couverture ou la présentation d'une demande en double.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 19-1
Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Total

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	78		42	54	36	46
2004-2005	..		..	...	..	...
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Île-du-Prince-Édouard ¹						
2003-2004	8		4	50	4	50
2004-2005	15		8	53	7	47
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	132		71	54	61	46
2004-2005	146		78	53	68	47
2005-2006	155		86	55	69	45
2006-2007	149		82	55	67	45
2007-2008	156		81	52	75	48
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	32		15	47	17	53
2004-2005	50		28	56	22	44
2005-2006	53		31	58	22	42
2006-2007	55		31	56	24	44
2007-2008	60		33	55	27	45
Québec						
2003-2004	839		347	41	492	59
2004-2005	830		343	41	487	59
2005-2006	834		348	42	486	58
2006-2007	835		347	42	488	58
2007-2008	835		348	42	487	58
Ontario ²						
2003-2004	1 272		401	32	871	68
2004-2005	1 336		482	36	854	64
2005-2006	1 336		486	36	850	64
2006-2007	1 333		494	37	839	63
2007-2008	1 402		524	37	878	63
Manitoba						
2003-2004	151		57	38	94	62
2004-2005	157		60	38	97	62
2005-2006	158		60	38	98	62
2006-2007	171		66	39	105	61
2007-2008	165		63	38	102	62
Saskatchewan						
2003-2004	140		70	50	70	50
2004-2005	150		76	51	74	49
2005-2006	149		76	51	73	49
2006-2007	149		77	52	72	48
2007-2008	155		77	50	78	50
Alberta						
2003-2004	209		64	31	145	69
2004-2005	229		66	29	163	71
2005-2006	245		66	27	179	73
2006-2007	253		69	27	184	73
2007-2008	277		78	28	199	72
Colombie-Britannique						
2003-2004	179		31	17	148	83
2004-2005	204		27	13	177	87
2005-2006	185		25	14	160	86
2006-2007	180		39	22	141	78
2007-2008	213		27	13	186	87

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-1 – suite

Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Total

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	12		7	58	5	42
2004-2005	16		8	50	8	50
2005-2006	16		8	50	8	50
2006-2007	15		8	53	7	47
2007-2008	14		8	57	6	43
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	25		7	28	18	72
2004-2005	30		9	30	21	70
2005-2006	29		10	34	19	66
2006-2007	28		9	32	19	68
2007-2008	27		11	41	16	59
Nunavut						
2003-2004	28		7	25	21	75
2004-2005	29		9	31	20	69
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	3 105		1 123	36	1 982	64
2004-2005	3 192		1 194	37	1 998	63
2005-2006	3 160		1 196	38	1 964	62
2006-2007	3 168		1 222	39	1 946	61
2007-2008	3 304		1 250	38	2 054	62

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques comptaient 41 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 51 % des avocats et 35 % des non-avocats.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 19-2

Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Professionnels salariés qui assurent des services directs

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	78		42	54	36	46
2004-2005	..		..	..	..	..
2005-2006	..		..	..	..	..
2006-2007	..		..	..	..	..
2007-2008	..		..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard ¹						
2003-2004	8		4	50	4	50
2004-2005	15		8	53	7	47
2005-2006	..		..	..	..	..
2006-2007	..		..	..	..	..
2007-2008	..		..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	122		69	57	53	43
2004-2005	136		76	56	60	44
2005-2006	144		84	58	60	42
2006-2007	138		80	58	58	42
2007-2008	145		78	54	67	46
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	14		14	100	0	0
2004-2005	27		27	100	0	0
2005-2006	30		30	100	0	0
2006-2007	54		30	56	24	44
2007-2008	52		31	60	21	40
Québec						
2003-2004	350		316	90	34	10
2004-2005	345		313	91	32	9
2005-2006	353		318	90	35	10
2006-2007	350		317	91	33	9
2007-2008	354		318	90	36	10
Ontario ²						
2003-2004	597		269	45	328	55
2004-2005	532		376	71	156	29
2005-2006	552		387	70	165	30
2006-2007	555		393	71	162	29
2007-2008	589		420	71	169	29
Manitoba						
2003-2004	115		52	45	63	55
2004-2005	121		55	45	66	55
2005-2006	121		55	45	66	55
2006-2007	134		60	45	74	55
2007-2008	124		57	46	67	54
Saskatchewan						
2003-2004	85		69	81	16	19
2004-2005	95		75	79	20	21
2005-2006	94		75	80	19	20
2006-2007	94		76	81	18	19
2007-2008	94		76	81	18	19
Alberta						
2003-2004	71		61	86	10	14
2004-2005	72		63	88	9	13
2005-2006	75		63	84	12	16
2006-2007	78		66	85	12	15
2007-2008	88		74	84	14	16
Colombie-Britannique						
2003-2004	84		22	26	62	74
2004-2005	34		26	76	8	24
2005-2006	81		25	31	56	69
2006-2007	104		27	26	77	74
2007-2008	87		27	31	60	69

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-2 – suite

Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Professionnels salariés qui assurent des services directs

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	12		7	58	5	42
2004-2005	16		8	50	8	50
2005-2006	16		8	50	8	50
2006-2007	15		8	53	7	47
2007-2008	14		8	57	6	43
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	16		6	38	10	63
2004-2005	19		8	42	11	58
2005-2006	20		9	45	11	55
2006-2007	19		8	42	11	58
2007-2008	19		10	53	9	47
Nunavut						
2003-2004	28		7	25	21	75
2004-2005	10		9	90	1	10
2005-2006	..		..	...	..	...
2006-2007	..		..	...	..	...
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	1 580		938	59	642	41
2004-2005	1 422		1 044	73	378	27
2005-2006	1 486		1 054	71	432	29
2006-2007	1 541		1 065	69	476	31
2007-2008	1 566		1 099	70	467	30

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques comptaient 41 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 51 % des avocats et 35 % des non-avocats.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 19-3
Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Autres employés

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	0	0	0		0	0
2004-2005	..	..	..		..	..
2005-2006	..	..	..		..	..
2006-2007	..	..	..		..	..
2007-2008	..	..	..		..	..
Île-du-Prince-Édouard ¹						
2003-2004	0	0	0		0	0
2004-2005	0	0	0		0	0
2005-2006	..	..	..		..	..
2006-2007	..	..	..		..	..
2007-2008	..	..	..		..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	10	2	20		8	80
2004-2005	10	2	20		8	80
2005-2006	11	2	18		9	82
2006-2007	11	2	18		9	82
2007-2008	11	3	27		8	73
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	18	1	6		17	94
2004-2005	23	1	4		22	96
2005-2006	23	1	4		22	96
2006-2007	1	1	100		0	0
2007-2008	8	2	25		6	75
Québec						
2003-2004	488	30	6		458	94
2004-2005	485	30	6		455	94
2005-2006	481	30	6		451	94
2006-2007	485	30	6		455	94
2007-2008	481	30	6		451	94
Ontario ²						
2003-2004	675	132	20		543	80
2004-2005	804	106	13		698	87
2005-2006	784	99	13		685	87
2006-2007	778	101	13		677	87
2007-2008	813	104	13		709	87
Manitoba						
2003-2004	36	5	14		31	86
2004-2005	36	5	14		31	86
2005-2006	37	5	14		32	86
2006-2007	37	6	16		31	84
2007-2008	41	6	15		35	85
Saskatchewan						
2003-2004	55	1	2		54	98
2004-2005	55	1	2		54	98
2005-2006	55	1	2		54	98
2006-2007	55	1	2		54	98
2007-2008	61	1	2		60	98
Alberta						
2003-2004	138	3	2		135	98
2004-2005	157	3	2		154	98
2005-2006	170	3	2		167	98
2006-2007	175	3	2		172	98
2007-2008	189	4	2		185	98
Colombie-Britannique						
2003-2004	95	9	9		86	91
2004-2005	170	1	1		169	99
2005-2006	104	0	0		104	100
2006-2007	76	12	16		64	84
2007-2008	126	0	0		126	100

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 19-3 – suite

Effectifs des régimes d'aide juridique au 31 mars — Autres employés

	Total		Avocats		Non-avocats	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	0		0		0	0
2004-2005	0		0		0	0
2005-2006	0		0		0	0
2006-2007	0		0		0	0
2007-2008	0		0		0	0
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	9		1	11	8	89
2004-2005	11		1	9	10	91
2005-2006	9		1	11	8	89
2006-2007	9		1	11	8	89
2007-2008	8		1	13	7	88
Nunavut						
2003-2004	0		0		0	0
2004-2005	19		0		19	100
2005-2006	..		..		..	..
2006-2007	..		..		..	..
2007-2008	..		..		..	..
Total						
2003-2004	1 524		184	12	1 340	88
2004-2005	1 770		150	8	1 620	92
2005-2006	1 674		142	8	1 532	92
2006-2007	1 627		157	10	1 470	90
2007-2008	1 738		151	9	1 587	91

1. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.
2. L'Ontario compte 79 cliniques d'aide juridique qui sont des organismes indépendants, sans but lucratif, et dont le financement provient du régime d'aide juridique. Les avocats salariés et les travailleurs juridiques communautaires oeuvrant dans ces cliniques assurent des services juridiques surtout pour les « autres » affaires civiles, particulièrement dans le domaine du droit des pauvres, qui comprend les cas d'aide sociale ou de soutien du revenu, les disputes entre propriétaires et locataires, les cas d'indemnité pour accident du travail, les cas d'indemnité pour les victimes d'actes criminels et les questions liées au statut de réfugié et à l'immigration. En 2007-2008, ces cliniques comptaient 41 % de l'effectif des régimes d'aide juridique, incluant 51 % des avocats et 35 % des non-avocats.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. La catégorie « Autre employés » comprend, entre autres, les comptables, les bibliothécaires et les commis.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 20
Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

	Total ¹		Avocats de pratique privée		Avocats salariés de régimes d'aide juridique ²	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	42	0	0		42	100
2004-2005	..	..	..		..	..
2005-2006	..	..	..		..	..
2006-2007	..	..	..		..	..
2007-2008	..	..	..		..	..
Île-du-Prince-Édouard ³						
2003-2004	34	30	88		4	12
2004-2005	42	34	81		8	19
2005-2006	..	..	..		..	..
2006-2007	..	..	..		..	..
2007-2008	..	..	..		..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	294	223	76		71	24
2004-2005	289	211	73		78	27
2005-2006	320	234	73		86	27
2006-2007	287	205	71		82	29
2007-2008	290	209	72		81	28
Nouveau-Brunswick ⁴						
2003-2004	195	180	92		15	8
2004-2005	..	..	..		28	..
2005-2006	153	122	80		31	20
2006-2007	129	98	76		31	24
2007-2008	133	100	75		33	25
Québec						
2003-2004	2 751	2 404	87		347	13
2004-2005	2 824	2 481	88		343	12
2005-2006	2 807	2 459	88		348	12
2006-2007	2 741	2 394	87		347	13
2007-2008	2 685	2 337	87		348	13
Ontario ⁵						
2003-2004	6 483	6 082	94		401	6
2004-2005	4 651	4 169	90		482	10
2005-2006	5 783	5 297	92		486	8
2006-2007	4 878	4 384	90		494	10
2007-2008	5 505	4 981	90		524	10
Manitoba						
2003-2004	373	316	85		57	15
2004-2005	355	295	83		60	17
2005-2006	357	297	83		60	17
2006-2007	336	270	80		66	20
2007-2008	316	253	80		63	20
Saskatchewan						
2003-2004	213	143	67		70	33
2004-2005	200	124	62		76	38
2005-2006	213	137	64		76	36
2006-2007	209	132	63		77	37
2007-2008	241	164	68		77	32
Alberta ⁶						
2003-2004	937 r	873 r	93 r		64	7 r
2004-2005	968 r	902 r	93 r		66	7 r
2005-2006	939 r	873 r	93 r		66	7 r
2006-2007	862 r	793 r	92 r		69	8 r
2007-2008	869	791	91		78	9
Colombie-Britannique						
2003-2004	1 058	1 027	97		31	3
2004-2005	1 024	997	97		27	3
2005-2006	981	956	97		25	3
2006-2007	970	931	96		39	4
2007-2008	938	911	97		27	3

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 20 – suite

Prestation de services d'aide juridique par des avocats de pratique privée et des avocats salariés

	Total ¹		Avocats de pratique privée		Avocats salariés de régimes d'aide juridique ²	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	14		50		7	50
2004-2005	16		50		8	50
2005-2006	16		50		8	50
2006-2007	16		50		8	50
2007-2008	16		50		8	50
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	26		73		7	27
2004-2005	24		63		9	38
2005-2006	27		63		10	37
2006-2007	29		69		9	31
2007-2008	30		63		11	37
Nunavut						
2003-2004	22		68		7	32
2004-2005	15		40		9	60
2005-2006	6		100		..	...
2006-2007	8		100		..	...
2007-2008	..		...		..	...
Total						
2003-2004	12 442 r		91		1 123	9
2004-2005	...		...		1 194	...
2005-2006	11 602 r		90		1 196	10
2006-2007	10 465 r		88 r		1 222	12 r
2007-2008	11 023		89		1 250	11

1. Le « total » représente le nombre d'avocats assurant des services d'aide juridique à l'échelle du Canada, selon les déclarations des régimes d'aide juridique. Le ratio des avocats de pratique privée aux avocats salariés ne correspond pas nécessairement à la proportion du travail qui est accompli par chaque groupe.

2. Chiffres au 31 mars.

3. À l'Île-du-Prince-Édouard, quatre nouveaux avocats salariés ont été engagés en 2004-2005 pour offrir des services d'aide juridique en matière civile. Par conséquent, la prestation de services d'aide juridique par des avocats salariés s'est accrue alors que celle des services d'aide juridique par des avocats de pratique privée a chuté.

4. Au Nouveau-Brunswick, plusieurs avocats du secteur privé n'ont pas voulu accepter des cas d'aide juridique en 2004-2005. L'information sur le nombre d'avocats de pratique privé assurant des services n'est pas disponible.

5. En Ontario, le nombre d'avocats de pratique privée comprend les avocats nommés d'office.

6. L'Alberta emploie une nouvelle méthode pour produire les chiffres des avocats de pratique privée. Par conséquent, les données pour les années antérieures à 2003-2004 ne sont pas comparables.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 21
Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	4 929	4 929	100		...	...
2004-2005	..	..	...		...	...
2005-2006	..	..	...		...	...
2006-2007	..	..	...		...	...
2007-2008	..	..	...		...	...
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	.	.	...		.	...
2004-2005	.	.	...		.	...
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
Nouvelle-Écosse ¹						
2003-2004	8 389	7 848	94		541	6
2004-2005	10 832	9 434	87		1 398	13
2005-2006	12 058	10 564	88		1 494	12
2006-2007	13 569	12 164	90		1 405	10
2007-2008	15 868	14 299	90		1 569	10
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	13 890	13 665	98		225	2
2004-2005	15 558	15 393	99		165	1
2005-2006	18 339	18 189	99		150	1
2006-2007	19 370	19 222	99		148	1
2007-2008	22 321	20 421	91		1 900	9
Québec						
2003-2004	.	.	...		.	...
2004-2005	.	.	...		.	...
2005-2006	.	.	...		.	...
2006-2007	.	.	...		.	...
2007-2008	.	.	...		.	...
Ontario						
2003-2004	1 034 172	780 049	75		254 123	25
2004-2005	926 385	709 830	77		216 555	23
2005-2006	978 773	738 722	75		240 051	25
2006-2007	1 038 758	844 420	81		194 338	19
2007-2008	1 078 703	882 539	82		196 164	18
Manitoba						
2003-2004	31 520	..	...		..	...
2004-2005	33 048	..	...		..	...
2005-2006	38 803	..	...		..	...
2006-2007	40 850	30 243	74		10 607	26
2007-2008	42 487	39 407	93		3 080	7
Saskatchewan						
2003-2004	14 145	13 746	97		399	3
2004-2005	15 867	15 535	98		332	2
2005-2006	16 560	16 142	97		418	3
2006-2007	14 643	14 300	98		343	2
2007-2008	15 319	14 870	97		449	3
Alberta ²						
2003-2004	73 075	72 509	99		566	1
2004-2005	94 965	90 437	95		4 528	5
2005-2006	105 225	94 448	90		10 777	10
2006-2007	107 476	97 500	91		9 976	9
2007-2008	119 955	107 885	90		12 070	10
Colombie-Britannique						
2003-2004	68 593	62 495	91		6 098	9
2004-2005	84 550	69 267	82		15 283	18
2005-2006	95 498	75 720	79		19 778	21
2006-2007	104 152	82 024	79		22 128	21
2007-2008	104 419	81 146	78		23 273	22

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 21 – suite

Services d'avocats nommés d'office par type d'affaire

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	1 291		1 203	93	88	7
2004-2005	1 227		1 146	93	81	7
2005-2006	1 429		1 364	95	65	5
2006-2007	1 797		1 740	97	57	3
2007-2008	2 030		1 954	96	76	4
Territoires du Nord-Ouest ³						
2003-2004	2 660		2 660	100	...	...
2004-2005	2 637 ^r		2 637	100 ^r	... ^r	...
2005-2006	3 443		3 443	100	...	...
2006-2007	3 543 ^r		3 543	100	... ^r	...
2007-2008	4 308		4 308	100	...	...
Nunavut ³						
2003-2004	5 323		5 323	100	0	0
2004-2005	3 548		3 523	99	25	1
2005-2006	4 714		4 688	99	26	1
2006-2007	4 623		4 623	100	0	0
2007-2008	..		..	..	..	..
Total						
2003-2004	1 257 987		...	...	...	...
2004-2005	1 188 617 ^r		...	...	...	...
2005-2006	1 274 842		...	...	...	...
2006-2007	1 348 781 ^r		1 109 779	82	239 002 ^r	18
2007-2008	1 405 410		1 166 829	83	238 601	17

1. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.
2. Les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004. La forte hausse du nombre d'avocats nommés d'office observée en Alberta en 2004-2005 est attribuable aux 4 532 affaires de plus traitées par le Alberta Law Office. Ce bureau, qui a ouvert ses portes durant l'année, fournit des renseignements et des conseils juridiques au téléphone.
3. Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont une pratique appelée « admissibilité présumée ». Les personnes qui comparaissent en cour ne sont pas tenues de présenter une demande de services juridiques, à moins que et avant que l'affaire ne nécessite une enquête préliminaire, un procès ou un processus de détermination de la peine plus complexe. Autrement, elles sont présumées admissibles et elles reçoivent des services d'aide juridique.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Les avocats nommés d'office assurent une aide juridique sans frais à des particuliers non représentés qui, dans bien des cas, sont sur le point de comparaître devant le tribunal. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 22
Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile

	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Total	nombre	Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
			pourcentage	nombre	pourcentage	nombre		pourcentage	nombre	pourcentage	
Terre-Neuve-et-Labrador											
2003-2004	4 929	4 929	3 984	81	945	19	...	...	...	...	...
2004-2005	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard											
2003-2004	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2004-2005	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2005-2006	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2006-2007	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2007-2008	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
Nouvelle-Écosse¹											
2003-2004	8 389	7 848	6 946	89	902	11	541	541	100	0	0
2004-2005	10 832	9 434	8 199	87	1 235	13	1 398	1 397	100	1	0
2005-2006	12 058	10 564	9 304	88	1 260	12	1 494	1 494	100	0	0
2006-2007	13 569	12 164	10 662	88	1 502	12	1 405	1 404	100	1	0
2007-2008	15 868	14 299	12 124	85	2 175	15	1 569	1 569	100	0	0
Nouveau-Brunswick											
2003-2004	13 890	13 665	11 684	86	1 981	14	225	21	9	204	91
2004-2005	15 558	15 393	13 677	89	1 716	11	165	165	100	0	0
2005-2006	18 339	18 189	16 031	88	2 158	12	150	150	100	0	0
2006-2007	19 370	19 222	17 208	90	2 014	10	148	148	100	0	0
2007-2008	22 321	20 421	18 275	89	2 146	11	1 900	1 900	100	0	0
Québec											
2003-2004	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2004-2005	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2005-2006	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2006-2007	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
2007-2008	.	.	.	..	.	..	.	.	..	.	..
Ontario											
2003-2004	1 034 172	780 049	665 547	85	114 502	15	254 123	125 109	49	129 014	51
2004-2005	926 385	709 830	618 815	87	91 015	13	216 555	105 621	49	110 934	51
2005-2006	978 773	738 722	647 502	88	91 220	12	240 051	174 889	73	65 162	27
2006-2007	1 038 758	844 420	742 631	88	101 789	12	194 338	163 719	84	30 619	16
2007-2008	1 078 703	882 539	778 882	88	103 657	12	196 164	168 966	86	27 198	14
Manitoba											
2003-2004	31 520	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2004-2005	33 048	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2005-2006	38 803	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..
2006-2007	40 850	30 243	28 279	94	1 964	6	10 607	10 607	100	..	..
2007-2008	42 487	39 407	34 079	86	5 328	14	3 080	3 080	100	..	..
Saskatchewan											
2003-2004	14 145	13 746	11 716	85	2 030	15	399	3	1	396	99
2004-2005	15 867	15 535	13 311	86	2 224	14	332	4	1	328	99
2005-2006	16 560	16 142	13 762	85	2 380	15	418	3	1	415	99
2006-2007	14 643	14 300	12 395	87	1 905	13	343	6	2	337	98
2007-2008	15 319	14 870	12 922	87	1 948	13	449	3	1	446	99
Alberta²											
2003-2004	73 075	72 509	61 142	84	11 367	16	566	409	72	157	28
2004-2005	94 965	90 437	77 702	86	12 735	14	4 528	275	6	4 253	94
2005-2006	105 225	94 448	81 628	86	12 820	14	10 777	5 687	53	5 090	47
2006-2007	107 476	97 500	85 138	87	12 362	13	9 976	4 895	49	5 081	51
2007-2008	119 955	107 885	94 097	87	13 788	13	12 070	6 390	53	5 680	47
Colombie-Britannique											
2003-2004	68 593	62 495	60 331	97	2 164	3	6 098	6 098	100	0	0
2004-2005	84 550	69 267	64 719	93	4 548	7	15 283	14 272	93	1 011	7
2005-2006	95 498	75 720	70 631	93	5 089	7	19 778	18 789	95	989	5
2006-2007	104 152	82 024	77 099	94	4 925	6	22 128	21 122	95	1 006	5
2007-2008	104 419	81 146	76 578	94	4 568	6	23 273	22 441	96	832	4
Yukon											
2003-2004	1 291	1 203	1 135	94	68	6	88	88	100	0	0
2004-2005	1 227	1 146	1 027	90	119	10	81	81	100	0	0
2005-2006	1 429	1 364	1 242	91	122	9	65	63	97	2	3
2006-2007	1 797	1 740	1 529	88	211	12	57	57	100	0	0
2007-2008	2 030	1 954	1 650	84	304	16	76	75	99	1	1

Voir les notes à la fin du tableau.

Tableau 22 – suite

Services d'avocats nommés d'office, par type d'affaire criminelle et civile

	Total		Affaires criminelles				Affaires civiles				
	Total		Adultes		Jeunes		Total	Droit de la famille		Autres	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	
Territoires du Nord-Ouest³											
2003-2004	2 660	2 660	..	...	..	...	...	...	...	...	...
2004-2005	2 637 ^r	2 637	2 026	77	611	23	...	...	...	...	...
2005-2006	3 443	3 443	..	...	..	...	...	...	...	...	...
2006-2007	3 543 ^r	3 543	2 755	78	788	22	...	...	...	...	...
2007-2008	4 308	4 308	3 346	78	962	22	...	...	...	...	...
Nunavut³											
2003-2004	5 323	5 323	4 353	82	970	18	0	0	...	0	...
2004-2005	3 548	3 523	2 830	80	693	20	25	25	100	0	0
2005-2006	4 714	4 688	4 688	100	0	0	26	3	12	23	88
2006-2007	4 623	4 623	4 556	99	67	1	0	0	...	0	...
2007-2008	..	..	..	...	..	...	..	..	...	..	...
Total											
2003-2004	1 257 987	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2004-2005	1 188 617 ^r	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2005-2006	1 274 842	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
2006-2007	1 348 781 ^r	1 109 779	982 252	89	127 527	11	239 002 ^r	201 958 ^r	85	37 044	15
2007-2008	1 405 410	1 166 829	1 031 953	88	134 876	12	238 581	204 424	86	34 157	14

1. La Nouvelle-Écosse déclare les services d'avocats nommés d'office en fonction du nombre de personnes aidées plutôt que du nombre d'unités de service fournies.
2. Les chiffres des services d'avocats nommés d'office de l'Alberta comprennent les services assurés dans le cadre du nouveau programme de prestation de conseils « Brydges », qui a été lancé en 2003-2004. La forte hausse du nombre d'avocats nommés d'office observée en Alberta en 2004-2005 est attribuable aux 4 532 affaires de plus traitées par le Alberta Law Office. Ce bureau, qui a ouvert ses portes durant l'année, fournit des renseignements et des conseils juridiques au téléphone. Les données représentent le nombre de fois où des avocats nommés d'office ont assuré des services.
3. Les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut ont une pratique appelée « admissibilité présumée ». Les personnes qui comparaissent en cour ne sont pas tenues de présenter une demande de services juridiques, à moins que et avant que l'affaire ne nécessite une enquête préliminaire, un procès ou un processus de détermination de la peine plus complexe. Autrement, elles sont présumées admissibles et elles reçoivent des services d'aide juridique.

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-1

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	62	61	98	1	2	
2004-2005	55	36	65	19	35	
2005-2006	120	54	45	66	55	
2006-2007	101	63	62	38	38	
2007-2008	82	68	83	14	17	
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	31	28	90	3	10	
2004-2005	12	2	17	10	83	
2005-2006	38	36	95	2	5	
2006-2007	48	37	77	11	23	
2007-2008	61	55	90	6	10	
Québec						
2003-2004	1 222	532	44	690	56	
2004-2005	1 186	531	45	655	55	
2005-2006	1 225	614	50	611	50	
2006-2007	1 175	574	49	601	51	
2007-2008	1 078	514	48	564	52	
Ontario						
2003-2004	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	1 663	1 238	74	425	26	
2006-2007	1 318	629	48	689	52	
2007-2008	1 036	575	56	461	44	
Manitoba						
2003-2004	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	96	81	84	15	16	
2006-2007	96	71	74	25	26	
2007-2008	101	68	67	33	33	
Saskatchewan						
2003-2004	41	41	100	0	0	
2004-2005	45	45	100	0	0	
2005-2006	49	49	100	0	0	
2006-2007	41	41	100	0	0	
2007-2008	51	51	100	0	0	
Alberta						
2003-2004	726	523	72	203	28	
2004-2005	716	570	80	146	20	
2005-2006	738	613	83	125	17	
2006-2007	622	528	85	94	15	
2007-2008	597	370	62	227	38	
Colombie-Britannique						
2003-2004	1 425	604	42	821	58	
2004-2005	923	551	60	372	40	
2005-2006	1 016	617	61	399	39	
2006-2007	947	558	59	389	41	
2007-2008	1 012	543	54	469	46	

Tableau 23-1 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Total

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	11	8	73	3	27	
2004-2005	11	8	73	3	27	
2005-2006	13	7	54	6	46	
2006-2007	9	8	89	1	11	
2007-2008	15	7	47	8	53	
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	.	.	...	.	...
2004-2005	.	.	...	.	...
2005-2006	.	.	...	.	...
2006-2007	.	.	...	.	...
2007-2008	.	.	...	.	...
Nunavut						
2003-2004	15	15	100	0	0	
2004-2005	12	12	100	0	0	
2005-2006	25	25	100	0	0	
2006-2007	12	12	100	0	0	
2007-2008	..	..	...	..	...
Total						
2003-2004	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...
2005-2006	4 983	3 334	67	1 649	33	
2006-2007	4 369	2 521	58	1 848	42	
2007-2008	4 033	2 251	56	1 782	44	

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-2

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Approuvés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004
2004-2005
2005-2006
2006-2007
2007-2008
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	13	10	77	3	23	
2004-2005	4	3	75	1	25	
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	53	53	100	0	0	
2004-2005	40	28	70	12	30	
2005-2006	96	46	48	50	52	
2006-2007	87	54	62	33	38	
2007-2008	67	58	87	9	13	
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	15	15	100	0	0	
2004-2005	4	2	50	2	50	
2005-2006	24	23	96	1	4	
2006-2007	26	20	77	6	23	
2007-2008	32	28	88	4	13	
Québec						
2003-2004	732	311	42	421	58	
2004-2005	729	334	46	395	54	
2005-2006	732	375	51	357	49	
2006-2007	763	392	51	371	49	
2007-2008	653	337	52	316	48	
Ontario						
2003-2004	1 157	..	..	..	..
2004-2005	1 064	..	..	..	..
2005-2006	1 425	1 052	74	373	26	
2006-2007	1 109	473	43	636	57	
2007-2008	861	432	50	429	50	
Manitoba						
2003-2004	98	80	82	18	18	
2004-2005	81	65	80	16	20	
2005-2006	96	81	84	15	16	
2006-2007	96	71	74	25	26	
2007-2008	101	68	67	33	33	
Saskatchewan						
2003-2004	34	34	100	0	0	
2004-2005	37	37	100	0	0	
2005-2006	34	34	100	0	0	
2006-2007	32	32	100	0	0	
2007-2008	45	45	100	0	0	
Alberta						
2003-2004	368	204	55	164	45	
2004-2005	414	276	67	138	33	
2005-2006	386	261	68	125	32	
2006-2007	343	249	73	94	27	
2007-2008	306	212	69	94	31	
Colombie-Britannique						
2003-2004	760	231	30	529	70	
2004-2005	399	209	52	190	48	
2005-2006	445	218	49	227	51	
2006-2007	475	227	48	248	52	
2007-2008	452	200	44	252	56	

Tableau 23-2 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Approuvés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	11		8	73	3	27
2004-2005	7		4	57	3	43
2005-2006	11		7	64	4	36
2006-2007	6		6	100	0	0
2007-2008	7		6	86	1	14
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	.		.	...	.	...
2004-2005	.		.	...	.	...
2005-2006	.		.	...	.	...
2006-2007	.		.	...	.	...
2007-2008	.		.	...	.	...
Nunavut						
2003-2004	13		13	100	0	0
2004-2005	12		12	100	0	0
2005-2006	25		25	100	0	0
2006-2007	12		12	100	0	0
2007-2008	..		..	...	..	...
Total						
2003-2004	3 254		...	...	...	...
2004-2005	2 791		...	...	...	...
2005-2006	3 274		2 122	65	1 152	35
2006-2007	2 949		1 536	52	1 413	48
2007-2008	2 524		1 386	55	1 138	45

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 23-3

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Rejetés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre		pourcentage		nombre	pourcentage
Terre-Neuve-et-Labrador						
2003-2004	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard						
2003-2004	..	..	..	..	..	..
2004-2005	..	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse						
2003-2004	9	8	89		1	11
2004-2005	15	8	53		7	47
2005-2006	24	8	33		16	67
2006-2007	14	9	64		5	36
2007-2008	15	10	67		5	33
Nouveau-Brunswick						
2003-2004	16	13	81		3	19
2004-2005	8	0	0		8	100
2005-2006	14	13	93		1	7
2006-2007	22	17	77		5	23
2007-2008	29	27	93		2	7
Québec						
2003-2004	490	221	45		269	55
2004-2005	457	197	43		260	57
2005-2006	493	239	48		254	52
2006-2007	412	182	44		230	56
2007-2008	425	177	42		248	58
Ontario						
2003-2004	..	..	..		..	..
2004-2005	..	..	..		..	..
2005-2006	238	186	78		52	22
2006-2007	209	156	75		53	25
2007-2008	175	143	82		32	18
Manitoba						
2003-2004	.	.	..		.	..
2004-2005	.	.	..		.	..
2005-2006	.	.	..		.	..
2006-2007	.	.	..		.	..
2007-2008	.	.	..		.	..
Saskatchewan						
2003-2004	7	7	100		0	0
2004-2005	8	8	100		0	0
2005-2006	15	15	100		0	0
2006-2007	9	9	100		0	0
2007-2008	6	6	100		0	0
Alberta						
2003-2004	358	319	89		39	11
2004-2005	302	294	97		8	3
2005-2006	352	352	100		0	0
2006-2007	279	279	100		0	0
2007-2008	291	158	54		133	46
Colombie-Britannique						
2003-2004	665	373	56		292	44
2004-2005	524	342	65		182	35
2005-2006	571	399	70		172	30
2006-2007	472	331	70		141	30
2007-2008	560	343	61		217	39

Tableau 23-3 – suite

Demandes d'aide juridique approuvées et rejetées relativement à des appels, affaires criminelles et civiles — Rejetés

	Total		Affaires criminelles		Affaires civiles	
	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage	nombre	pourcentage
Yukon						
2003-2004	0	0	0	0	0	0
2004-2005	4	100	4	100	0	0
2005-2006	2	0	0	0	2	100
2006-2007	3	67	2	67	1	33
2007-2008	8	13	1	13	7	88
Territoires du Nord-Ouest						
2003-2004	.	...	.	...	.	...
2004-2005	.	...	.	...	.	...
2005-2006	.	...	.	...	.	...
2006-2007	.	...	.	...	.	...
2007-2008	.	...	.	...	.	...
Nunavut						
2003-2004	2	100	2	100	0	0
2004-2005	0	0	0	0	0	0
2005-2006	0	0	0	0	0	0
2006-2007	0	0	0	0	0	0
2007-2008	..	...	..	...	..	...
Total						
2003-2004	...	...	...	...	...	...
2004-2005	...	...	...	...	...	...
2005-2006	1 709	71	1 212	71	497	29
2006-2007	1 420	69	985	69	435	31
2007-2008	1 509	57	865	57	644	43

Note(s) : Pour plus de détails sur les concepts et la terminologie de l'aide juridique, voir l'Appendice I. Il s'agit d'appels de décisions d'un tribunal d'instance inférieure ou d'un tribunal administratif, et non pas d'appels de demandes rejetées. Chaque dossier est compté, même si l'affaire peut avoir été traitée par le régime d'aide juridique dans le passé.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 24
Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2003-2004	20	...	0	4	0
2004-2005	..	...	..	..	..
2005-2006	..	...	..	..	..
2006-2007	..	...	..	..	..
2007-2008	..	...	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
2003-2004	9	3	...	2	0
2004-2005	8	1	...	2	0
2005-2006	..	..	...	..	..
2006-2007	..	..	...	..	..
2007-2008	..	..	...	..	..
Nouvelle-Écosse					
2003-2004	74	3	3	...	10
2004-2005	56	7	0	...	4
2005-2006	39	4	3	...	4
2006-2007	38	5	0	...	4
2007-2008	32	2	0	...	8
Nouveau-Brunswick					
2003-2004	44	1	0	9	...
2004-2005	32	4	0	5	...
2005-2006	46	0	0	6	...
2006-2007	43	0	1	6	...
2007-2008	35	0	0	4	...
Québec					
2003-2004	173	5	0	8	18
2004-2005	177	2	0	3	15
2005-2006	129	1	0	5	16
2006-2007	148	4	0	3	13
2007-2008	117	3	0	1	15
Ontario					
2003-2004	225	11	2	20	4
2004-2005	414	20	2	36	8
2005-2006	496	24	4	41	15
2006-2007	269	17	3	26	4
2007-2008	466	28	0	33	9
Manitoba					
2003-2004	91	1	0	3	2
2004-2005	76	0	0	2	0
2005-2006	89	1	0	3	0
2006-2007	61	0	0	1	0
2007-2008	70	3	0	0	0
Saskatchewan					
2003-2004	70	0	0	1	0
2004-2005	66	0	0	2	0
2005-2006	60	0	0	1	0
2006-2007	63	1	0	0	0
2007-2008	68	1	0	0	0
Alberta					
2003-2004	269	7	0	13	1
2004-2005	260	14	1	15	2
2005-2006	242	7	0	10	5
2006-2007	209	9	1	7	1
2007-2008	214	13	2	13	4
Colombie-Britannique					
2003-2004	238	3	1	4	1
2004-2005	193	1	0	7	0
2005-2006	164	0	0	4	2
2006-2007	138	2	1	6	1
2007-2008	133	2	0	2	1

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
Yukon					
2003-2004	4	0	0	0	0
2004-2005	5	0	0	0	0
2005-2006	11	0	0	0	0
2006-2007	6	0	0	0	0
2007-2008	4	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
2003-2004	14	0	0	0	0
2004-2005	15	0	0	0	0
2005-2006	15	1	0	0	0
2006-2007	13	0	0	0	0
2007-2008	10	0	0	0	0
Nunavut					
2003-2004	8	0	0	0	0
2004-2005	4	1	0	0	0
2005-2006	3	0	0	0	0
2006-2007	5	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
Total					
2003-2004	1 239	34	6	64	36
2004-2005	1 306	50	3	72	29
2005-2006	1 294	38	7	70	42
2006-2007	993	38	6	49	23
2007-2008	1 149	52	2	53	37

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2003-2004	2	10	1	0	2
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
2003-2004	0	2	0	0	0
2004-2005	1	3	0	0	1
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse					
2003-2004	8	29	4	1	10
2004-2005	3	24	1	1	6
2005-2006	0	18	0	0	5
2006-2007	5	13	2	0	5
2007-2008	4	9	2	1	4
Nouveau-Brunswick					
2003-2004	22	10	0	0	2
2004-2005	11	7	0	0	4
2005-2006	22	13	0	0	3
2006-2007	10	14	0	1	6
2007-2008	15	10	1	1	3
Québec					
2003-2004	...	122	0	0	9
2004-2005	...	137	1	0	10
2005-2006	...	88	1	0	7
2006-2007	...	109	2	3	5
2007-2008	...	84	6	0	2
Ontario					
2003-2004	66	...	16	2	41
2004-2005	118	...	26	6	70
2005-2006	178	...	36	10	58
2006-2007	89	...	32	3	33
2007-2008	158	...	42	6	62
Manitoba					
2003-2004	4	21	...	26	22
2004-2005	0	16	...	17	16
2005-2006	2	19	...	26	28
2006-2007	1	11	...	16	22
2007-2008	4	19	...	12	20
Saskatchewan					
2003-2004	1	3	17	...	40
2004-2005	1	4	17	...	32
2005-2006	0	3	11	...	34
2006-2007	1	5	11	...	35
2007-2008	1	3	19	...	26
Alberta					
2003-2004	10	46	26	53	...
2004-2005	9	49	23	42	...
2005-2006	14	35	34	49	...
2006-2007	9	34	14	47	...
2007-2008	14	42	6	39	...

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
Colombie-Britannique					
2003-2004	8	37	27	23	125
2004-2005	6	29	17	9	115
2005-2006	10	26	11	15	81
2006-2007	6	26	8	13	66
2007-2008	6	17	3	17	69
Yukon					
2003-2004	0	2	0	0	2
2004-2005	0	0	0	0	2
2005-2006	2	1	1	0	5
2006-2007	0	1	0	0	2
2007-2008	0	1	0	0	1
Territoires du Nord-Ouest					
2003-2004	1	0	0	2	8
2004-2005	0	0	2	1	9
2005-2006	1	0	1	0	10
2006-2007	0	1	0	1	9
2007-2008	0	0	0	1	7
Nunavut					
2003-2004	0	3	0	0	0
2004-2005	0	0	0	0	0
2005-2006	0	0	0	0	0
2006-2007	0	0	0	0	1
2007-2008	..	..	..	..	..
Total					
2003-2004	122	285	91	107	261
2004-2005	149	269	87	76	265
2005-2006	229	203	95	100	231
2006-2007	121	214	69	84	184
2007-2008	202	185	79	77	194

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2003-2004	1	0	0	0	0
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
2003-2004	2	0	0	0	0
2004-2005	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse					
2003-2004	6	0	0	0	0
2004-2005	9	1	0	0	0
2005-2006	3	0	2	0	0
2006-2007	4	0	0	0	0
2007-2008	1	0	1	0	0
Nouveau-Brunswick					
2003-2004	0	0	0	0	0
2004-2005	1	0	0	0	0
2005-2006	2	0	0	0	0
2006-2007	3	1	0	0	1
2007-2008	1	0	0	0	0
Québec					
2003-2004	9	0	0	2	0
2004-2005	7	1	0	1	0
2005-2006	9	2	0	0	0
2006-2007	8	0	0	1	0
2007-2008	5	0	0	1	0
Ontario					
2003-2004	26	3	3	1	30
2004-2005	47	0	6	4	71
2005-2006	45	2	4	2	77
2006-2007	21	1	1	0	39
2007-2008	41	2	1	1	83
Manitoba					
2003-2004	9	0	2	1	0
2004-2005	15	1	0	0	9
2005-2006	10	0	0	0	0
2006-2007	9	0	0	1	0
2007-2008	9	1	0	2	0
Saskatchewan					
2003-2004	7	0	1	0	0
2004-2005	10	0	0	0	0
2005-2006	11	0	0	0	0
2006-2007	9	0	1	0	0
2007-2008	17	0	0	0	1
Alberta					
2003-2004	100	3	10	0	0
2004-2005	92	3	10	0	0
2005-2006	76	5	7	0	0
2006-2007	77	6	4	0	0
2007-2008	71	3	7	0	0
Colombie-Britannique					
2003-2004	...	4	1	0	4
2004-2005	...	3	1	0	5
2005-2006	...	6	3	0	6
2006-2007	...	3	4	1	1
2007-2008	...	7	2	3	4

Tableau 24 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile reçus traités en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
Yukon					
2003-2004	0	...	0	0	0
2004-2005	3	...	0	0	0
2005-2006	2	...	0	0	0
2006-2007	2	...	1	0	0
2007-2008	1	...	1	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
2003-2004	1	1	...	1	0
2004-2005	1	2	...	0	0
2005-2006	0	1	...	1	0
2006-2007	0	2	...	0	0
2007-2008	0	0	...	2	0
Nunavut					
2003-2004	0	0	5	...	0
2004-2005	0	0	3	...	0
2005-2006	0	0	3	...	0
2006-2007	1	1	2	...	0
2007-2008	..	..	..	...	..
Total					
2003-2004	161	11	22	5	34
2004-2005	185	11	20	5	85
2005-2006	158	16	19	3	83
2006-2007	134	14	13	3	41
2007-2008	146	13	12	9	88

Note(s) : L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 25
Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2003-2004	33	...	2	4	2
2004-2005	..	...	..	..	..
2005-2006	..	...	..	..	..
2006-2007	..	...	..	..	..
2007-2008	..	...	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
2003-2004	2	0	...	0	0
2004-2005	6	2	...	0	0
2005-2006	..	..	...	..	..
2006-2007	..	..	...	..	..
2007-2008	..	..	...	..	..
Nouvelle-Écosse					
2003-2004	54	13	0	...	6
2004-2005	77	9	2	...	6
2005-2006	71	9	3	...	6
2006-2007	63	8	2	...	5
2007-2008	56	9	2	...	4
Nouveau-Brunswick					
2003-2004	34	1	0	6	...
2004-2005	33	3	0	6	...
2005-2006	38	2	3	4	...
2006-2007	29	3	0	4	...
2007-2008	33	1	0	8	...
Québec					
2003-2004	176	2	0	5	24
2004-2005	142	1	0	3	18
2005-2006	174	3	0	0	24
2006-2007	154	2	0	5	9
2007-2008	188	1	0	5	18
Ontario					
2003-2004	210	12	1	9	7
2004-2005	297	8	4	32	8
2005-2006	365	17	1	34	12
2006-2007	218	6	3	18	14
2007-2008	358	12	4	26	16
Manitoba					
2003-2004	98	1	0	0	0
2004-2005	79	0	0	1	0
2005-2006	89	1	0	0	0
2006-2007	72	0	0	2	0
2007-2008	56	0	1	3	1
Saskatchewan					
2003-2004	107	1	0	2	0
2004-2005	65	0	0	1	0
2005-2006	84	0	1	0	0
2006-2007	96	0	0	0	1
2007-2008	81	2	0	1	1
Alberta					
2003-2004	302	5	0	10	0
2004-2005	281	6	1	8	4
2005-2006	259	10	0	9	4
2006-2007	225	8	0	6	7
2007-2008	183	5	1	5	4
Colombie-Britannique					
2003-2004	252	2	2	6	5
2004-2005	247	0	1	11	1
2005-2006	243	3	0	11	2
2006-2007	230	2	1	5	4
2007-2008	245	2	1	2	2

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Total	Terre-Neuve-et- Labrador	Île-du-Prince- Édouard	Nouvelle- Écosse	Nouveau- Brunswick
	nombre				
Yukon					
2003-2004	11	0	0	0	0
2004-2005	9	0	0	1	0
2005-2006	15	0	0	0	0
2006-2007	22	2	0	0	1
2007-2008	10	0	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
2003-2004	19	1	0	0	0
2004-2005	10	0	0	0	0
2005-2006	14	1	0	1	0
2006-2007	8	0	0	0	0
2007-2008	14	0	0	1	0
Nunavut					
2003-2004	10	1	0	0	0
2004-2005	2	0	0	0	0
2005-2006	2	0	0	0	0
2006-2007	3	0	0	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
Total					
2003-2004	1 308	39	5	42	44
2004-2005	1 248	29	8	63	37
2005-2006	1 354	46	8	59	48
2006-2007	1 120	31	6	40	41
2007-2008	1 224	32	9	51	46

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2003-2004	6	10	1	0	7
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
2003-2004	0	2	0	0	0
2004-2005	0	3	0	0	1
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse					
2003-2004	4	11	0	2	12
2004-2005	3	32	2	2	14
2005-2006	7	26	2	1	10
2006-2007	3	31	1	0	8
2007-2008	2	23	0	0	14
Nouveau-Brunswick					
2003-2004	15	9	2	0	1
2004-2005	17	5	0	0	2
2005-2006	15	7	0	0	5
2006-2007	14	5	0	0	2
2007-2008	13	6	0	0	4
Québec					
2003-2004	...	115	6	3	11
2004-2005	...	95	3	0	12
2005-2006	...	120	4	0	9
2006-2007	...	115	2	1	13
2007-2008	...	131	4	1	21
Ontario					
2003-2004	90	...	26	1	31
2004-2005	114	...	24	9	54
2005-2006	133	...	43	9	63
2006-2007	95	...	18	4	35
2007-2008	153	...	31	7	61
Manitoba					
2003-2004	0	26	...	20	27
2004-2005	1	25	...	18	20
2005-2006	1	27	...	13	31
2006-2007	2	31	...	11	13
2007-2008	3	19	...	19	6
Saskatchewan					
2003-2004	0	5	26	...	51
2004-2005	0	3	16	...	36
2005-2006	1	6	23	...	42
2006-2007	4	3	21	...	53
2007-2008	0	9	15	...	40
Alberta					
2003-2004	11	57	31	57	...
2004-2005	7	63	24	47	...
2005-2006	9	40	36	50	...
2006-2007	6	49	33	32	...
2007-2008	4	39	19	28	...

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta
	nombre				
Colombie-Britannique					
2003-2004	17	64	17	16	119
2004-2005	9	56	26	20	113
2005-2006	14	50	16	13	122
2006-2007	12	46	20	12	120
2007-2008	7	54	19	22	128
Yukon					
2003-2004	0	3	0	0	2
2004-2005	1	0	1	0	3
2005-2006	1	1	0	0	5
2006-2007	0	3	0	0	6
2007-2008	0	4	0	0	2
Territoires du Nord-Ouest					
2003-2004	0	4	3	1	6
2004-2005	0	3	0	0	5
2005-2006	0	1	0	0	7
2006-2007	0	0	0	1	2
2007-2008	0	3	0	0	6
Nunavut					
2003-2004	1	2	0	0	0
2004-2005	1	1	0	0	0
2005-2006	0	1	0	0	0
2006-2007	0	0	3	0	0
2007-2008	..	..	..	..	..
Total					
2003-2004	144	308	112	100	267
2004-2005	153	286	96	96	260
2005-2006	181	279	124	86	294
2006-2007	136	283	98	61	252
2007-2008	182	288	88	77	282

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
Terre-Neuve-et-Labrador					
2003-2004	1	0	0	0	0
2004-2005	..	..	..	..	..
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Île-du-Prince-Édouard					
2003-2004	0	0	0	0	0
2004-2005	0	0	0	0	0
2005-2006	..	..	..	..	..
2006-2007	..	..	..	..	..
2007-2008	..	..	..	..	..
Nouvelle-Écosse					
2003-2004	3	0	2	1	0
2004-2005	7	0	0	0	0
2005-2006	7	0	0	0	0
2006-2007	5	0	0	0	0
2007-2008	2	0	0	0	0
Nouveau-Brunswick					
2003-2004	0	0	0	0	0
2004-2005	0	0	0	0	0
2005-2006	2	0	0	0	0
2006-2007	1	0	0	0	0
2007-2008	1	0	0	0	0
Québec					
2003-2004	8	0	2	0	0
2004-2005	10	0	0	0	0
2005-2006	12	2	0	0	0
2006-2007	7	0	0	0	0
2007-2008	7	0	0	0	0
Ontario					
2003-2004	28	2	0	2	1
2004-2005	42	0	0	2	0
2005-2006	50	2	1	0	0
2006-2007	24	0	1	0	0
2007-2008	43	2	2	1	0
Manitoba					
2003-2004	23	0	0	1	0
2004-2005	13	0	1	0	0
2005-2006	11	1	2	1	1
2006-2007	11	0	0	2	0
2007-2008	4	0	0	0	0
Saskatchewan					
2003-2004	20	1	1	0	0
2004-2005	8	0	1	0	0
2005-2006	11	0	0	0	0
2006-2007	13	0	1	0	0
2007-2008	13	0	0	0	0
Alberta					
2003-2004	123	1	6	0	1
2004-2005	111	2	7	1	0
2005-2006	85	7	9	0	0
2006-2007	71	1	12	0	0
2007-2008	71	1	6	0	0
Colombie-Britannique					
2003-2004	...	2	1	0	1
2004-2005	...	5	0	0	5
2005-2006	...	4	2	0	6
2006-2007	...	5	0	0	3
2007-2008	...	2	2	0	4

Tableau 25 – suite

Dossiers d'aide juridique en matière civile transmis en vertu de l'Accord interprovincial de réciprocité

(Destinataire) Province ou territoire et année	(Expéditeur) Province ou territoire				
	Colombie-Britannique	Yukon	Territoires du Nord-Ouest	Nunavut	Extérieur du Canada
	nombre				
Yukon					
2003-2004	5	...	1	0	0
2004-2005	2	...	1	0	0
2005-2006	6	...	2	0	0
2006-2007	6	...	3	1	0
2007-2008	4	...	0	0	0
Territoires du Nord-Ouest					
2003-2004	1	0	...	3	0
2004-2005	1	0	...	1	0
2005-2006	2	0	...	2	0
2006-2007	3	1	...	1	0
2007-2008	2	1	...	1	0
Nunavut					
2003-2004	0	0	6	...	0
2004-2005	0	0	0	...	0
2005-2006	0	0	1	...	0
2006-2007	0	0	0	...	0
2007-2008	..	..	..	...	..
Total					
2003-2004	212	6	19	7	3
2004-2005	194	7	10	4	5
2005-2006	186	16	17	3	7
2006-2007	141	7	17	4	3
2007-2008	147	6	10	2	4

Note(s) : L'accord interprovincial de réciprocité représente l'accord non officiel entre les régimes d'aide juridique au Canada pour traiter les dossiers civils de non-résidents.

Source(s) : Statistique Canada, Centre canadien de la statistique juridique, Enquête sur l'aide juridique 3308.

Tableau 26
Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires

	Population
	milliers
Terre-Neuve-et-Labrador	
2003-2004	518,4
2004-2005	517,3 r
2005-2006	514,1 r
2006-2007	509,9 r
2007-2008	506,3
Île-du-Prince-Édouard	
2003-2004	137,3
2004-2005	137,9 r
2005-2006	138,2 r
2006-2007	138,0 r
2007-2008	138,6
Nouvelle-Écosse	
2003-2004	936,5
2004-2005	938,0 r
2005-2006	936,0 r
2006-2007	935,1 r
2007-2008	934,1
Nouveau-Brunswick	
2003-2004	751,2
2004-2005	752,0 r
2005-2006	751,3 r
2006-2007	749,2 r
2007-2008	749,8
Québec	
2003-2004	7 494,7
2004-2005	7 549,0 r
2005-2006	7 598,0 r
2006-2007	7 651,0 r
2007-2008	7 700,8
Ontario	
2003-2004	12 262,6
2004-2005	12 420,3 r
2005-2006	12 565,4 r
2006-2007	12 705,3 r
2007-2008	12 803,9
Manitoba	
2003-2004	1 161,9
2004-2005	1 170,6 r
2005-2006	1 174,2 r
2006-2007	1 178,5 r
2007-2008	1 186,7
Saskatchewan	
2003-2004	994,7
2004-2005	994,9 r
2005-2006	990,0 r
2006-2007	987,5 r
2007-2008	996,9
Alberta	
2003-2004	3 161,4
2004-2005	3 208,2 r
2005-2006	3 280,7 r
2006-2007	3 370,6 r
2007-2008	3 474,0
Colombie-Britannique	
2003-2004	4 155,4
2004-2005	4 203,8 r
2005-2006	4 260,2 r
2006-2007	4 320,3 r
2007-2008	4 380,3

Tableau 26 – suite

Estimations démographiques, Canada, provinces et territoires

		Population
		milliers
Yukon		
2003-2004		30,6
2004-2005		30,9 ^r
2005-2006		31,1 ^r
2006-2007		31,2 ^r
2007-2008		31,0
Territoires du Nord-Ouest		
2003-2004		42,2
2004-2005		42,8 ^r
2005-2006		42,7 ^r
2006-2007		42,4 ^r
2007-2008		42,6
Nunavut		
2003-2004		29,2
2004-2005		29,6 ^r
2005-2006		30,0 ^r
2006-2007		30,4 ^r
2007-2008		31,1
Total		
2003-2004		31 676,1
2004-2005		31 995,2 ^r
2005-2006		32 312,1 ^r
2006-2007		32 649,5 ^r
2007-2008		32 976,0

Note(s) : Chiffres de population au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2003 et 2004; estimations postcensitaires mises à jour pour 2005 et 2006; et estimations postcensitaires provisoires pour 2007.

Source(s) : Statistique Canada, Statistique démographique et du recensement, Division de la démographie.

Tableau 27
Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires

	Indice des prix à la consommation
	2002-2003 = 100
	indice
Terre-Neuve-et-Labrador	
2003-2004	102,9
2004-2005	104,8
2005-2006	107,6
2006-2007	109,5
2007-2008	111,1
Île-du-Prince-Édouard	
2003-2004	103,5
2004-2005	105,8
2005-2006	109,1
2006-2007	111,6
2007-2008	113,6
Nouvelle-Écosse	
2003-2004	103,4
2004-2005	105,3
2005-2006	108,2
2006-2007	110,4
2007-2008	112,5
Nouveau-Brunswick	
2003-2004	103,4
2004-2005	104,9
2005-2006	107,4
2006-2007	109,2
2007-2008	111,3
Québec	
2003-2004	102,5
2004-2005	104,5
2005-2006	106,9
2006-2007	108,7
2007-2008	110,4
Ontario	
2003-2004	102,7
2004-2005	104,6
2005-2006	106,9
2006-2007	108,8
2007-2008	110,8
Manitoba	
2003-2004	101,8
2004-2005	103,8
2005-2006	106,6
2006-2007	108,7
2007-2008	110,9
Saskatchewan	
2003-2004	102,3
2004-2005	104,6
2005-2006	106,9
2006-2007	109,1
2007-2008	112,2
Alberta	
2003-2004	104,4
2004-2005	105,9
2005-2006	108,1
2006-2007	112,3
2007-2008	117,9

Tableau 27 – suite

Indice des prix à la consommation, Canada, provinces et territoires

	Indice des prix à la consommation
	2002-2003 = 100
	indice
Colombie-Britannique	
2003-2004	102,2
2004-2005	104,2
2005-2006	106,3
2006-2007	108,1
2007-2008	110,0
Yukon	
2003-2004	101,9
2004-2005	103,0
2005-2006	105,3
2006-2007	106,8
2007-2008	109,5
Territoires du Nord-Ouest	
2003-2004	102,3
2004-2005	103,8
2005-2006	106,5
2006-2007	107,7
2007-2008	110,8
Nunavut	
2003-2004	100,2
2004-2005	101,2
2005-2006	102,9
2006-2007	104,6
2007-2008	107,9
Total	
2003-2004	102,8
2004-2005	104,7
2005-2006	107,0
2006-2007	109,1
2007-2008	111,5

Source(s) : Statistique Canada, L'indice des prix à la consommation, produit n° 62-001-X au catalogue. Année de base 2002 = 100.

Méthodes

L'Enquête sur l'aide juridique est menée annuellement depuis 1983-1984. Les données sont recueillies au moyen d'un questionnaire d'enquête que remplissent les 13 régimes d'aide juridique au Canada. En 2007-2008, Terre-Neuve-et-Labrador, l'Île-du-Prince-Édouard et le Nunavut n'ont pas déclaré de données. L'enquête permet de fournir à la communauté juridique, au milieu universitaire et au public de l'information sur les recettes, les dépenses, le personnel et la charge de travail associés à la prestation et à l'administration de l'aide juridique au Canada.

Il importe de noter que le champ d'observation de l'enquête comporte certaines limites. Bien que l'Enquête sur l'aide juridique se veuille une enquête nationale, certains régimes d'aide juridique ne sont pas en mesure de fournir tous les éléments d'information recueillis dans le cadre de l'enquête. En raison de l'absence de certaines données, il est difficile d'établir des comparaisons directes entre les secteurs de compétence ou de présenter un aperçu vraiment national de l'aide juridique au Canada.

La majeure partie des données figurant dans la présente publication ont été recueillies grâce à l'Enquête sur l'aide juridique. Cependant, les données sur les contributions financières des gouvernements provinciaux et territoriaux ont été obtenues des ministères chargés des questions de justice compétents. Le ministère de la Justice du Canada a déclaré les données sur les contributions fédérales à l'aide juridique en matière criminelle.

Les chiffres par habitant sont basés sur des estimations démographiques fournies par la Division de la démographie, Direction de la statistique démographique et du recensement, Statistique Canada. Il s'agit des populations au 1^{er} juillet : estimations postcensitaires définitives pour 2003 et 2004; estimations postcensitaires mises à jour pour 2005 et 2006; et estimations postcensitaires provisoires pour 2007 (tableau 26).

Pour corriger les données en fonction de l'inflation, on a calculé les chiffres en dollars constants de 2002-2003 en se fondant sur l'Indice des prix à la consommation (IPC) selon l'année de base 2002 = 100 (voir *L'indice des prix à la consommation*, produit n° 62-001-X au catalogue de Statistique Canada, janvier 2008, tableau 8-2) (tableau 27).

Appendice I

Glossaire

L'**accord interprovincial de réciprocité** désigne l'accord officieux intervenu entre les régimes d'aide juridique du Canada pour le traitement des dossiers civils mettant en cause des non-résidents. En vertu de cet accord, les particuliers qui désirent obtenir des services d'aide juridique doivent en faire la demande dans leur province ou territoire de résidence plutôt que dans la province ou le territoire où le recours judiciaire sera déposé. Une demande approuvée est ensuite transmise au régime qui doit assurer la prestation des services d'aide juridique. Par **dossiers reçus**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que d'autres régimes provinciaux ou territoriaux ont approuvées et transmises au régime aux fins de service. Par **dossiers transmis**, on entend les demandes d'aide juridique en matière civile que le régime a approuvées et transmises à d'autres régimes provinciaux ou territoriaux aux fins de service.

Les **adultes** désignent les personnes de 18 ans et plus.

Les **affaires provinciales et territoriales** désignent les infractions aux lois provinciales ou territoriales ainsi que les infractions aux règlements municipaux.

Les **affaires relevant du droit de la famille** désignent les affaires liées au divorce, à la séparation, aux pensions alimentaires, aux droits de garde et de visite, à la médiation, à la tutelle et à la protection de l'enfance, à l'adoption, au changement de nom ainsi que toute autre affaire de cette nature.

Par **appel**, on entend un appel interjeté par suite d'une décision rendue par un tribunal de compétence inférieure ou par un tribunal administratif, et non un appel interjeté par suite du rejet d'une demande. Chaque demande est comptée même s'il se peut que l'affaire en cause ait été traitée par le régime dans le passé.

Les **autres affaires civiles** désignent toutes les affaires relevant du droit civil, mais non du droit de la famille, comme les affaires litigieuses entre locataires et propriétaires, les demandes d'indemnisation des accidentés du travail, les questions relatives au Régime de pensions du Canada, les affaires concernant l'aide sociale et la protection des consommateurs, les appels concernant les prestations d'assurance-emploi, les forclusions et les faillites.

Les **autres dépenses** désignent les sommes engagées par le régime au chapitre des fonctions ne faisant partie d'aucune autre catégorie de dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations).

Les **autres employés** désignent les personnes dont les fonctions principales ne comprennent pas la prestation de conseils juridiques ou de services de représentation directe des clients; il peut s'agir notamment d'avocats qui accomplissent des fonctions administratives, de stagiaires, de comptables, de bibliothécaires, d'étudiants en droit, d'employés de bureau, d'employés affectés à l'information du public et d'employés affectés aux recherches juridiques.

Par **autres raisons**, on entend toute raison autre que l'inadmissibilité financière invoquée pour rejeter une demande. Ces raisons peuvent inclure les suivantes : motifs liés à l'applicabilité, mérite insuffisant, non-conformité ou abus.

Les **autres recettes** ont trait aux recettes qui ne figurent pas dans les autres catégories de recettes. La catégorie « autres recettes » peut comprendre, entre autres choses, le revenu de placements, les ventes liées à la recherche et les intérêts gagnés en général.

La **contribution des provinces et territoires** désigne les sommes versées par les provinces et les territoires aux régimes d'aide juridique.

La **contribution fédérale à l'aide juridique en matière criminelle** désigne les fonds accordés par le ministère de la Justice du Canada.

Les **contributions d'avocats** désignent les sommes reçues des avocats autres que les intérêts des comptes en fiducie déclarés séparément.

Les **contributions de clients** désignent les montants reçus des bénéficiaires d'aide juridique, incluant les cotisations fixes des utilisateurs.

Les **contributions gouvernementales** sont les montants déclarés par les régimes d'aide juridique qui représentent les fonds fédéraux, provinciaux et territoriaux alloués aux régimes par l'intermédiaire de l'administration provinciale ou territoriale. Une répartition détaillée des contributions fédérales versées en vertu des ententes fédérales-provinciales ou fédérales-territoriales de partage des frais à l'aide juridique en matière criminelle pour les adultes, à l'aide juridique pour les jeunes et à l'aide juridique en matière civile n'est pas fournie à l'Enquête sur l'aide juridique, puisque les fonds sont en général versés au Trésor de la province ou du territoire et non pas directement aux régimes.

Par **demande**, on entend une demande officielle présentée par écrit par une personne qui fait appel à un bureau d'aide juridique pour obtenir de l'aide. Quand les données sont totalisées, le nombre total de demandes représente le nombre de demandes de services sommaires et de services complets, plutôt que le nombre de personnes qui demandent de l'aide. Les demandes d'aide officielles sont enregistrées sur le formulaire d'inscription utilisé par le bureau d'aide juridique. Les affaires connexes mentionnées au moment de la prise de contact avec le bureau figurent sur la même demande, que les clients soient tenus ou non de comparaître en cour. Si une affaire (autre qu'un appel) ayant trait à la demande initiale est instruite à une date ultérieure, il n'y a pas lieu de remplir une nouvelle demande. Les demandes relatives aux affaires criminelles et les demandes relatives aux affaires civiles font l'objet d'un compte distinct. Le nombre total de demandes déclarées pour l'exercice financier englobe toutes les demandes présentées au cours de cette période, quelle que soit la date à laquelle la demande a été approuvée ou rejetée. Le compte exclut les demandes relatives aux services des avocats nommés d'office.

Par **demande de services complets approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de services d'aide juridique conformément à un certificat, un renvoi ou toute autre autorisation indiquant que le requérant peut recevoir des services d'aide juridique. Une fois qu'une demande de services complets a été approuvée, on ne peut la compter ultérieurement comme une demande de services sommaires même si, dans certains cas, relativement peu de services sont nécessaires pour répondre à la demande. On compte le nombre d'unités de services plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Les chiffres résultants n'englobent ni les services sommaires (incluant les avis juridiques écrits), ni les services d'avocats nommés d'office.

Par **demande de services sommaires approuvée**, on entend une demande donnant lieu à la prestation de conseils juridiques, de renseignements ou de tout autre genre de service de base dans le cadre d'une entrevue officielle. Ces services peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Sont exclues les demandes de renseignements présentées à la réception du bureau d'aide juridique ou les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une demande verbale a été faite. Seules les demandes écrites sont comptées. On n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. On ne compte pas les demandes de services étendus (services complets) dont le rejet a entraîné la prestation de services sommaires. De même, on ne tient pas compte des demandes de services complets approuvées ayant donné lieu ultérieurement à la prestation de services sommaires, ni des services offerts par les avocats nommés d'office. On compte le nombre d'unités de services fournies plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services.

Par **demande rejetée** on entend toute demande officielle d'aide juridique présentée par écrit, à l'égard de laquelle on a refusé de fournir des services juridiques. Le compte de ces demandes inclut les demandes à l'égard desquelles on a refusé d'accorder tout service, ainsi que les demandes de services complets rejetées pour lesquelles on a approuvé des services sommaires. Une demande peut être rejetée, portée en appel et rejetée de nouveau. Seul le rejet initial est compté. Les raisons du rejet sont issues des restrictions imposées par la loi et la politique. S'il y a deux raisons de rejeter une demande, la plus importante est considérée comme la raison principale.

Les **dépenses** désignent les sommes brutes réelles engagées par le régime au cours de l'exercice financier. Les dépenses engagées pour le compte du régime par d'autres organismes sont exclues. Le total des dépenses est

égal à la somme des dépenses au chapitre des services juridiques directs, des autres programmes et des services administratifs centraux ainsi que de toute autre dépense.

Les **dépenses au chapitre de l'information du public** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) englobent les dépenses relatives à la publicité ainsi qu'aux programmes de droit préventif et de sensibilisation.

Les **dépenses relatives aux projets externes** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants consacrés par le régime à des projets mis en oeuvre à l'extérieur du régime (p. ex. dans des centres de consultation universitaires). On notera que le financement des centres de consultation communautaires est exclu de ces frais.

Les **dépenses au chapitre des autres programmes** comprennent les montants consacrés aux projets externes, aux activités de recherche juridique, à l'information du public en matière de droit et à des subventions accordées à d'autres programmes.

Les **dépenses relatives aux recherches juridiques** (comprises dans les dépenses au chapitre des autres programmes) désignent les montants dépensés par le régime pour effectuer des recherches sur des questions juridiques. Ces dépenses excluent les frais engagés pour l'entretien des bibliothèques.

Les **dépenses au chapitre des services administratifs centraux** comprennent les sommes engagées par l'administration centrale et les bureaux qui n'emploient pas de personnel pour conseiller et représenter les clients.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs** désignent la somme de tous les montants versés à des cabinets d'avocats de pratique privée et les coûts afférents à la prestation des services juridiques assurés par le personnel du régime. Ces dépenses comprennent les sommes versées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces chiffres comprennent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Les dépenses des services administratifs centraux et les autres dépenses du régime sont exclues.

Les **dépenses au chapitre des services juridiques directs assurés par le personnel du régime** désignent les sommes dépensées pour la prestation de conseils juridiques et de services de représentation par le personnel du régime à des clients, au nombre desquels figurent certains groupes cibles. Ces montants englobent les dépenses de tous les cabinets d'avocats et de tous les centres de consultation communautaires ayant conclu un contrat avec le régime (c.-à-d. les traitements des employés, les avantages sociaux et les frais généraux). Ces dépenses comprennent notamment les traitements et les avantages sociaux du personnel professionnel et du personnel de soutien, ainsi que les débours juridiques et les frais généraux des bureaux d'aide juridique directe. Les frais généraux connexes incluent le coût des fournitures et du matériel de bureau ainsi que les dépenses liées à l'entretien, les conférences, les réunions, les cotisations, les loyers, etc. Les dépenses au chapitre des services administratifs centraux et les autres dépenses (p. ex. les dépenses en immobilisations) sont exclues.

Les **dépenses relatives aux cabinets d'avocats de pratique privée** englobent les honoraires et les débours, ainsi que certains autres frais (p. ex. les frais de déplacement) engagés par les avocats de pratique privée aux fins de la prestation de services juridiques à des clients de l'aide juridique.

Par **inadmissibilité financière**, on entend le refus d'accepter une demande d'aide juridique à cause de renseignements d'ordre financier divulgués par l'intéressé sur ses revenus, ses avoirs et ses dettes.

Conformément aux lois fédérales et provinciales, les **jeunes** désignent les personnes de 12 ans et plus, mais de moins de 18 ans. Cependant, deux provinces (l'Ontario et la Nouvelle-Écosse) ont établi à 15 ans l'âge maximal pour la plupart des affaires relevant de la compétence de la province ou des municipalités.

Des demandes peuvent être rejetées pour **mérite insuffisant** si la nature du cas ou le manque de sérieux de l'affaire ne justifie pas la prestation de services d'aide juridique.

Le **nombre d'avocats de pratique privée ayant assuré la prestation de services** comprend les avocats de pratique privée, membres du barreau, qui ont réellement fourni des services juridiques et présenté une demande

d'honoraires au régime au cours de l'exercice financier. Le nombre de membres actifs d'un barreau comprend le nombre total d'avocats assurés et accrédités pour exercer leur profession dans le secteur de compétence. Les avocats au service d'une administration publique ou membres du personnel de l'aide juridique sont exclus. Les notaires sont inclus dans le total fourni.

Le rejet d'une demande d'aide juridique pour **non-conformité ou abus** est fondé sur la façon dont le requérant a utilisé ou utilise actuellement le régime. La demande peut être rejetée parce que des services similaires ont déjà été rendus; parce que les services demandés constituent un recours abusif à la voie judiciaire; ou parce que le requérant refuse de collaborer avec l'avocat de l'aide juridique.

Par **personnel affecté à l'information du public** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, à l'intérieur d'un domaine déterminé, sont chargées de programmes de droit préventif ou de sensibilisation, ou de la publicité.

Par **personnel affecté aux recherches juridiques** (compris dans les autres employés), on entend les personnes qui, au sein d'un domaine déterminé, effectuent des recherches sur des questions juridiques. Cette catégorie exclut les personnes affectées aux bibliothèques des régimes.

Par **personnel affecté aux services juridiques directs**, on entend les personnes dont les fonctions principales consistent à conseiller ou à représenter les clients. Les notaires sont comptés avec les avocats salariés, tandis que les techniciens judiciaires sont comptés avec les non-avocats.

Les demandes rejetées pour des **raisons liées à l'applicabilité** sont refusées parce que le régime d'aide juridique n'offre pas de services pour les affaires de ce genre.

Par **recettes**, on entend tous les montants reçus directement par le régime d'aide juridique au cours de l'exercice financier. Les fonds versés par les organismes extérieurs au régime pour des projets précis ne sont pas considérés comme des recettes.

Par **recouvrements de coûts**, on entend les coûts qu'on a ordonné aux parties de payer ou qu'elles ont accepté de payer. Cette catégorie inclut les montants recouvrés à la suite d'un jugement, d'une décision ou d'un règlement.

Les **ressources en personnel** représentent le nombre réel d'employés du régime au 31 mars. Ces données sont ventilées selon deux catégories : soit le genre de service offert et le genre d'employé. Les employés faisant partie de l'effectif des régimes sont répartis en deux catégories : les avocats et les non-avocats. Les avocats salariés désignent les avocats qui sont embauchés par le régime d'aide juridique et qui travaillent au bureau de l'aide juridique. Les salaires de ces employés sont versés par le régime.

Par **services d'avocats nommés d'office**, on entend les services juridiques assurés sans frais par un avocat à un endroit autre qu'un bureau d'aide juridique et pour lesquels le bénéficiaire n'a pas présenté de demande écrite. Les personnes dont la cause est instruite par un tribunal itinérant reçoivent habituellement les services d'avocats nommés d'office. C'est pourquoi les services relatifs aux causes instruites par les tribunaux itinérants sont comptés avec les services d'avocats nommés d'office plutôt qu'avec les demandes approuvées. Ces services sont comptés avec les demandes approuvées uniquement lorsque l'affaire a été remise à plus tard. La prestation à un client de services d'avocats nommés d'office n'empêche pas ce client de présenter plus tard une demande de services d'aide juridique s'il le désire. On compte le nombre de fois que les services ont été fournis plutôt que le nombre de personnes ayant bénéficié de ces services. Ces chiffres ne tiennent compte ni des services sommaires, ni des demandes approuvées.

Les **services d'avocats nommés d'office en matière criminelle** désignent les services relatifs à des affaires criminelles qui sont en général assurés devant un tribunal ou dans un lieu de détention.

Par **services sommaires** on entend des services donnant lieu à la prestation de conseils, de renseignements ou de tout autre genre de service de base au cours d'une entrevue officielle. Ils peuvent comprendre l'exécution de tâches juridiques simples comme celles consistant à faire un appel téléphonique ou à rédiger une lettre pour le compte d'un client. Ils excluent les demandes de renseignements présentées à la réception d'un bureau d'aide juridique et les demandes de renseignements faites par téléphone (ligne d'assistance). On assure la prestation de services sommaires dans deux circonstances : lorsqu'une demande écrite a été présentée au bureau ou qu'une

demande verbale a été faite. Par **demande écrite** on entend une demande d'aide présentée par une personne ayant rempli un formulaire de demande. Par **demande verbale**, on entend une demande adressée en personne par un non-requérant à un bureau d'aide juridique ou par téléphone à un professionnel affecté aux services juridiques directs. Seules les demandes écrites sont comptées. Les services sommaires peuvent être offerts en réponse à la demande même ou ils peuvent être accordés en cas de rejet d'une demande de services plus étendus (services complets). Lorsqu'une demande de services complets est approuvée, on ne peut ultérieurement la compter comme une demande de services sommaires même si relativement peu de services ont été rendus. En outre, on n'ouvre pas de dossier pour les clients qui reçoivent des services sommaires. Le compte de services sommaires correspond au nombre d'unités de services fournies plutôt qu'au nombre de personnes aidées. Ces chiffres n'englobent ni les demandes de services complets approuvées ni les services d'avocats nommés d'office.